

QUESTION A LA COTMEC



UNE MORALE POUR LES AUTRES ?

La dernière réunion de la Commission a donné lieu à un débat trop important pour que nous ne vous en donnions pas un écho.

Qu'il est dangereux de s'intituler "Commission Tiers Monde" ! Le risque est tellement grand d'y régler les problèmes... d'ailleurs. Comme chacun sait, à 10 000 km les solutions sont évidentes, les actes de courage aisés ! Bref, la vieille histoire de la paille et de la poutre, renforcée par le séculaire complexe de supériorité du Blanc qui sait tellement mieux que les gens de couleur...

Or que pouvons-nous faire de plus urgent pour nos frères des pays en développement que de nous libérer de nos fétiches ? Fétichisme de la puissance, avec le surarmement qu'elle entraîne. Fétichisme de la vitesse avec, comme corollaire, le pillage des énergies. Fétichisme de l'argent, qui parvient à faire taire tant de considérations humaines dès lors qu'un intérêt est en jeu. Fétichisme de la consommation, qui entraîne le gaspillage... et la liste pourrait continuer longuement.

Au mythe de la "satisfaction des besoins", il faut substituer la "maîtrise des besoins", nous dit un homme du tiers monde, Albert Tevoèdjré.

Et cette maîtrise des besoins, c'est notre problème individuel et collectif. C'est celui de personne d'autre. Rien ne peut en dispenser les Occidentaux de gérer différemment leur rapport à la nature, à l'énergie, à la nourriture, aux produits chimiques...

Nous avons été contents de trouver cette préoccupation dans une lettre des évêques l'an passé: relevons également le travail du groupe "Quelle Suisse demain ?", qui va dans ce sens.

Il reste vrai que notre commission est une commission Tiers Monde et n'est pas immédiatement orientée sur l'écologie, les problèmes d'énergie, de santé, de nourriture... (Même si la discussion a fait apparaître que, à titre individuel, les membres de la commission cherchaient dans leur vie quotidienne la plus grande cohérence possible avec ces préoccupations.) Il ne faut donc pas s'étonner si notre angle d'attaque est le plus souvent un méfait constaté dans le tiers monde. Mais répétons-le, ce n'est pas sans risque.

A nos lecteurs de nous alerter s'ils ont l'impression que nous désertons notre responsabilité locale pour nous en aller balayer devant la porte du tiers monde.

Enfin, si la dizaine de personnes qui composent la commission ne peuvent pas toujours donner à leur travail l'ampleur qu'elles souhaiteraient, elles peuvent par contre inviter les autres chrétiens à s'attaquer en priorité à ces tâches qu'elles n'abordent généralement que dans un second temps.

On ne le dira jamais assez : il n'y a pas de pays développés et d'autres sous-développés. Il y a des pays mal-développés au nombre desquels se trouve la Suisse et le déséquilibre que l'on sait. Et il y a donc du travail pour chacun.

Rappelons notre brochure "Le Mal-Développement, des exemples, des idées, des actions" dont c'est l'exacte préoccupation, au prix de Fr. 1.—.

☐ INEGALE PROSPERITE

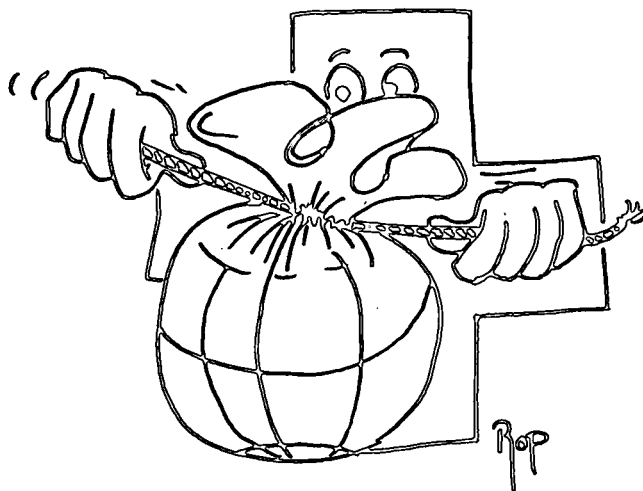
Selon le dernier numéro de "Bulletin de l'économie" qui publie les résultats d'une enquête de l'Union de Banques Suisses, les 53 pays disposant par tête d'habitant d'un produit social brut de 1 200 dollars et davantage ont bénéficié, en 1978, d'un produit social brut d'environ 7 790 milliards de dollars, soit 1 200 milliards de dollars de plus que l'année précédente. Ces 53 pays, qui représentent environ 35 pour cent de la population du monde, ont ainsi eu droit à environ 90 pour cent des prestations universelles de l'économie.

Selon la même source, la Suisse est de nouveau le pays le plus riche du monde.

☐ DIMINUTION DE L'AIDE : c'est décidé

C'est dans le pays le plus riche du monde que l'aide au développement avait subi, au mois de mai, une coupure de 53 millions sur le budget initialement prévu. Soumise à nouveau au vote le 10 décembre, cette diminution a été maintenue par 86 députés contre 79.

Certes, le problème est mineur. Attendre la solution des problèmes économiques du tiers monde de l'aide publique, c'est un peu comme si, au siècle dernier, on avait escompté libérer les ouvriers des filatures de la misère par le colis qui était envoyé aux pauvres à Noël !



Tout de même, on est en droit de se poser des questions. A moins qu'il faille voir, dans cette décision, le signe de l'honnêteté de nos parlementaires. Au vu des bénéfices que nous rapporte notre commerce avec le tiers monde, peut-être cette restriction signifie-t-elle la mise en pratique de cette sentence de Maxime de Turin (Ve siècle) : "Tu ne donneras un denier au pauvre en toute justice que s'il ne vient pas d'un autre pauvre".

■ CUBA Quelques précisions

Suite à un article paru dans le numéro de novembre dernier, article intitulé "Cuba : vingt ans de révolution", un lecteur nous a écrit pour nous demander de plus amples informations sur la situation intérieure de ce pays.

■ Selon les dirigeants, une vocation africaine

En ce qui concerne la forte présence de Cubains en Afrique (de 40 000 à 45 000 coopérants civils et militaires), Fidel Castro la justifie par une mission "d'internationalisme révolutionnaire" inhérente à la vocation latino-africaine de son pays. En effet, de nombreux esclaves noirs ayant participé à la libération de Cuba, il est normal, pour Castro, que les Cubains aident leurs ancêtres à la "libération" de l'Afrique. On estime cependant que les milliers de volontaires cubains font preuve moins d'un sentiment de solidarité envers le continent noir que d'un désir de quitter leur île.

■ Situation de l'Eglise

Même si, dans les limites de ce bulletin, on ne peut que donner un aperçu de ce qu'est l'Eglise à Cuba, il n'est pas inutile de remonter dans le temps pour découvrir que les malentendus ne datent pas d'hier.

Par sa constitution de 1901, Cuba s'organise un Etat laïc sans tenir compte du sentiment religieux du peuple. La raison ? Un clergé essentiellement espagnol s'était opposé jusqu'au bout à l'indépendance de l'île en se déclarant selon les termes de l'archevêque de La Havane : "Pour la civilisation contre la barbarie".

● Passés les premiers temps...

Pour en revenir au régime actuel, il faut rendre justice à l'Eglise officielle d'avoir accueilli favorablement Castro et "l'humanisme" qu'il préconisait alors, d'avoir approuvé le projet de réforme agraire.

Mais la détérioration des relations avec les USA et l'ouverture vers Moscou ne tardera pas à être dénoncée comme "excès révolutionnaire". De nombreux catholiques ont quitté le pays et la tension avec le pouvoir n'a fait que croître, notamment avec l'ouverture de l'ambassade soviétique (1960). L'Eglise se voit alors interdire tout accès aux moyens officiels d'information. Le débarquement de la Baie des Cochons auquel participaient trois prêtres espagnols et de nombreux catholiques n'arrangea rien. Nationalisation des collèges privés, interdiction de donner l'enseignement religieux hors des églises, ainsi que de nombreuses expulsions de prêtres et de religieux.

● Vers un dialogue

Puis une lente période de normalisation s'est instaurée allant jusqu'à l'amorce d'un dialogue en 1968 avec la Conférence des Evêques latino-américains de Medellin, qui donnait à l'Eglise une ouverture lucide et résolument engagée.

Sur l'île, la manière de voir des évêques avait changé du tout au tout comme en témoigne cet article de la revue *Bohemia* (1971) : "...Les groupes chrétiens révolutionnaires qui – fidèles à leur identité chrétienne – s'engagent pour la libération plénière de l'homme, sont une expression de l'énergie inépuisable de l'Evangile".

Quant à l'avenir, il est ambigu. La Constitution de 1976 reconnaît la liberté de conscience mais en même temps base l'activité nationale sur la conception matérialiste de l'univers. Si donc la menace de nouveaux affrontements n'est pas définitivement levée, il semble que, pour l'heure, personne ne les souhaite. En 1971, au Chili, puis en 1977 en Jamaïque, Castro a affirmé la nécessité "d'une alliance stratégique et pas seulement tactique avec les Eglises"... "Pourquoi la religion devrait-elle être un obstacle aux objectifs du socialisme ? Ce n'est pas possible. C'est ma conviction la plus profonde que j'exprime ici en toute franchise."

Et le document des chrétiens de Cuba en préparation de la Conférence de Puebla (juillet 1978) ainsi que la déclaration des chrétiens catholiques et protestants (mai 1979) sont aussi des signes de détente.

● Une Eglise au rencart

Pour l'heure, l'Eglise certes est quantitativement réduite. Les baptêmes représentent moins de 50 % des naissances contre 94 % en 1954, le nombre de prêtres est de 200 pour près de 10 millions d'habitants. Pourtant, nous dit la revue *Vivant Univers* : "Il serait inexact de dire que l'Eglise cubaine est persécutée..., réduite au silence ou marginalisée. Il s'agit plutôt d'une Eglise contrainte à une pastorale de conservation et où le témoignage personnel rencontre de nombreuses difficultés."

Quels que soient les faux-pas du passé, nombreux de part et d'autre, on ne peut que souhaiter le temps où seront rendus à l'Eglise les moyens raisonnables de son action lui permettant d'être, dans la société cubaine, témoin d'une "libération pour la communion", selon l'expression fréquemment utilisée à Puebla. La position courageuse des chrétiens dans les événements du Nicaragua devrait persuader les dirigeants du régime qu'il n'y a plus rien à gagner à cette mise de l'Eglise au rencart.

Sources : *Croissance des jeunes nations* (divers); *Vivant Univers*, janvier 1979; *Dial* Nos 425, 430, 471, 540.

● A LIRE

La dignité des "sans dignité"

Tel est le titre du dernier numéro de la revue *Concilium*. Quatorze contributions esquissent la situation des "sans dignité"

Cette lecture, qui à la fois nous fait découvrir les exigences de la Révélation, la riche expérience de notre passé et les enjeux actuels, est très tonifiante.

■ AFGHANISTAN : LA PAX SOVIETICA

"Nous ne pouvons rester indifférents au destin du socialisme dans les autres pays." Cette phrase de Brejnev deux mois avant l'envoi des chars à Prague éclaire une doctrine en matière d'intervention dont l'URSS n'a jamais fait mystère. Toutefois, ce pays réservait ses interventions directes à sa "zone d'influence". Hors de là, si les pressions ne manquaient pas, particulièrement ces dernières années, elles s'exerçaient indirectement par Cubains ou Vietnamiens interposés.

Le 27 décembre, en liquidant Hafizullah Amin, pion décidément indéfendable, par Babrak Kharund, l'Union soviétique montre qu'elle est prête à aller beaucoup plus loin dans la violation de la souveraineté des Etats.

Sur les raisons de cet engagement massif (plusieurs dizaines de milliers d'hommes) pas encore de réponses satisfaisantes; les journalistes ne peuvent que tenter des hypothèses. Le sinistre comportement d'Amin, spécialiste dans le massacre non seulement de ses proches mais de leur famille, ne saurait être considéré comme un mobile suffisant.

■ Une réaction vive et pourtant tardive

Chacun a pu mesurer la vigueur des réactions des différents partenaires. Dans l'ensemble, elles ont surpris par leur promptitude et leur ampleur, tout comme a surpris la fermeté du vote de l'Assemblée générale de l'ONU (106 voix contre 18 et 18 abstentions). Ainsi que l'a remarqué un commentateur, jusque là seule l'Afrique du Sud avait été pareillement condamnée.

Pourtant on peut se demander si ce n'est pas avant qu'il aurait déjà fallu protester. Au mois d'août, un communiqué paru dans le *Daily Telegraph* estimait à 50 000 le nombre d'Afghans tués les mois précédents par l'intervention directe de pilotes soviétiques. Qui, à ce moment, a élevé la voix ?

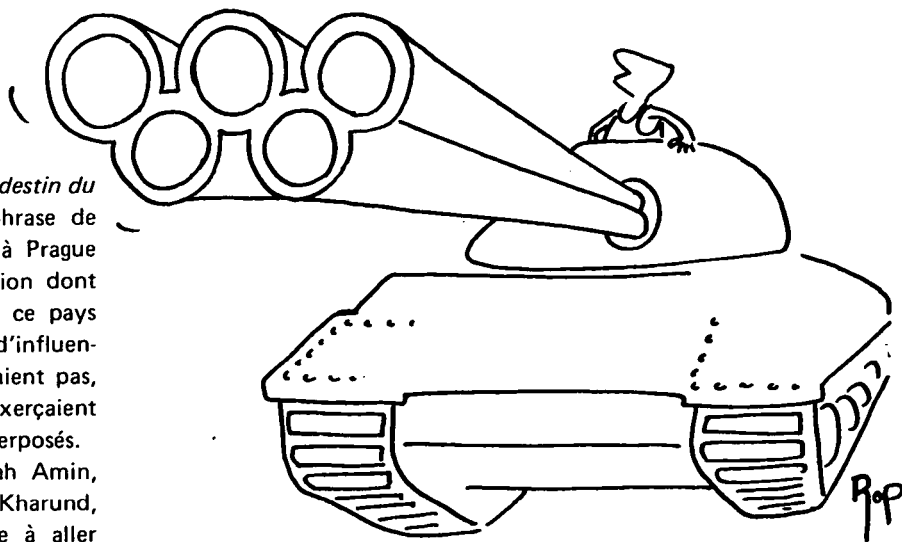
■ Et maintenant

Comme dans tout affrontement, il y a des blessures à panser. A commencer par l'exode de quelque 500 à 600 000 personnes en direction de villages pakistanais pas équipés pour les recevoir et ceci sous un climat des plus rigoureux. Et il faudra bien que la communauté internationale, et nous en faisons partie, s'organise pour atténuer de son mieux de pareilles souffrances.

Mais il faut aller plus loin et se demander si une réaction est encore nécessaire à l'égard de l'Union Soviétique.

La paix qui se construit sur le silence devant l'écrasement d'un peuple, quelle est sa valeur, quelle est sa durée ? Et le fait que ce peuple soit pauvre entre les pauvres — (au 120e rang dans le classement des pays selon le Produit national brut par habitant suivi par 6 autres pays seulement) à 95 % analphabète — n'est-ce pas une raison de plus pour lui témoigner solidarité et réagir auprès de ses oppresseurs ?

C'est pourquoi, loin de tout esprit de revanche, loin également de toute obédience à des chefs d'Etat qui n'ont pas de leçon de morale internationale à



donner, on peut se demander si cet acte de protestation qui consiste à boycotter les Jeux Olympiques n'est pas un moyen de faire entendre une protestation sans quitter le terrain de la non-violence. Certes, une telle décision va léser un grand nombre d'hommes et de femmes qui travaillent durant des mois pour un tel événement. De plus, ces rencontres d'athlètes de tant de pays différents ne sont pas peut-être sans importance dans la recherche d'une détente internationale. Pourtant, dans la situation particulière où nous sommes, on peut légitimement se demander si la fête olympique servira mieux la paix que sa suppression.

Les membres de la commission, dans leur majorité, penchent pour la seconde solution et se déclarent prêts à soutenir un boycottage. Si cette idée n'est pas retenue, nous demandons qu'elle soit remplacée par une autre aussi efficace pour signifier à l'Union Soviétique un vibrant désaccord; pour apporter également notre soutien à tous ceux qui, à l'intérieur de ce pays, et quelles que soient les techniques de propagande, souffrent de se retrouver, soixante ans après la révolution, dans un régime tsariste.

Est-il besoin de rappeler, puisque cela vaut pour toutes les prises de position de la COTMEC, qu'il ne faut pas prendre comme mot d'ordre ce qui n'est que l'avis des membres de la commission essayant de regarder l'actualité sous un éclairage chrétien. En livrant cette opinion, elle ne veut rien imposer mais au contraire inviter chacun à se faire la sienne.

● Bonne nouvelle

Rejoignant une préoccupation évoquée fréquemment dans notre bulletin, signalons le redémarrage du mouvement PAX CHRISTI en Suisse Romande. Né au cours de la dernière guerre, ce mouvement international dont le rayonnement n'est plus à prouver, avait connu dans notre région depuis plusieurs années une éclipse presque totale.

L'esprit dans lequel s'est déroulée, samedi 19 janvier, une première assemblée générale bien préparée et qui ne comptait pas moins d'une trentaine de personnes, laisse bien augurer de l'avenir du mouvement.

Tous nos vœux et notre appui à ceux qui s'en font les artisans !

● BRESIL 79

Ayant voyagé au Brésil durant trois semaines en novembre dernier, un membre de la commission en a rapporté ce croquis.

L'inflation éclate, les prix grimpent, en conséquence, dans les quartiers populaires, la faim augmente; dans les favellas augmentent aussi les maladies, les verminoses, les séquelles de la sous-alimentation.

A la campagne, les paysans sans terre condamnés à se louer jour après jour regardent les milliers d'hectares laissés en friche par les propriétaires, et n'arrivent plus à nourrir leurs familles. La santé, le logement, le travail, l'école, la nourriture sont des problèmes écrasants...

Evidemment la violence s'accroît aussi; avec le désespoir et la peur.

On ne se sent plus acteur, on devient spectateur de sa vie, de la vie...

Et au milieu de tout cela, au ras du sol, des gens se lèvent, refusent le déterminisme. S'il y a des pauvres, c'est qu'il y a des injustices; nous les combattons ensemble parce que tout homme, mon frère, est égal à moi et l'image de Dieu.

Vera, Joao, Chica, Bernard, Antonio, Miguel, Margaret...

Dans vos comités de quartier, pour obtenir un poste de premiers soins, dans votre école, dans la favella sur pilotis, au-dessus des égoûts, dans votre amitié avec les prostituées, dans votre lutte pour la possession de la terre, la force qui vous habite, votre confiance, votre sourire et votre joie sont pour tous des raisons d'espérer, dont nous avons tous tant besoin, vous là-bas, nous ici. Ils sont un appel à une plus grande solidarité, qui doit s'enraciner au plus profond de notre vie, un appel pour nous ici, et pour vous aussi là-bas, privilégiés de ces pays.

■ EXPORTATION D'ARMES Une bonne question mal posée

A Noël, Edmond Kaiser commençait une grève de la faim — qui devait se terminer 18 jours plus tard — pour dénoncer les exportations d'armes.

On pouvait légitimement contester le choix des destinataires de ce message : comment attendre du Conseil Fédéral une démarche qui l'aurait amené à outrepasser des récentes décisions parlementaires ?

Par contre on ne pouvait qu'approuver quant à l'urgence de la question soulevée. Et l'information rendue publique par *13M* au début de janvier selon laquelle, dans les récents événements de Bolivie qui ont fait plus de 200 morts et autant de blessés, des armes suisses (fusils d'assaut SIG 57), des chars blindés Mowag ont été largement utilisés, devrait persuader les sceptiques.

Le large écho que cette question a provoqué ne pouvait que nous réjouir. Avec les Commissions Tiers-Monde des Eglises Protestante et Catholique chrétienne, nous avons envoyé une lettre qui a été communiquée également à un certain nombre de groupements. Si des lecteurs souhaitent s'en inspirer pour réagir à leur tour, ils peuvent la demander au secrétariat.

Commission Tiers-Monde de l'Eglise catholique à Genève

Case postale 99 - 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol - 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 - 21 551



Avez-vous le calendrier de
Carême 1980 :
**PRENDRE LE CHEMIN
DES PAUVRES**

Une mine de textes brefs,
qui invitent à la réflexion.

A disposition à notre secré-
tariat.

Changements d'adresse :
case postale 99
1211 Genève 9

J. A. 1200 Genève 11

■ SEMAINE DE L'UNITE Une invitation stimulante

"Nous encourageons vivement et souhaitons que se développent... la concertation habituelle dans la défense des droits humains et de la justice sociale, collaboration accrue dans le service de tous ceux qui souffrent chez nous et ailleurs..."

Voici un trop bref extrait d'un message des Eglises protestante et catholique à Genève; délibérément positif, il vient à son heure. En effet, en ce moment, chez de nombreux catholiques (mais également chez de nombreux protestants) règne une morosité certaine, qui va jusqu'à la tristesse découragée.

Ce n'est pas dans les objectifs de notre bulletin de commenter les décisions romaines. Mais peut-être de rappeler que l'Eglise est un peuple qui, à travers le monde, témoigne et célèbre le signe de sa libération dans le Christ avant d'être une institution romaine; de rappeler que, quelles que soient les dispositions qui ont été prises, des espaces intacts restent ouverts à tant d'initiatives.

Se laisser gagner par la paralysie, n'est-ce pas une façon, pour de nombreux catholiques, de renforcer ce qu'ils croient devoir dénoncer : l'hypertrophie du pouvoir romain ? Et sûrement une façon de désertier les combats qui n'attendent pas parce que des hommes sont en cause.

■ NOMMER LES DEMONS UN MINISTRE AU SERVICE DE LA LIBERTE

Il est des moments où les vagues de l'actualité sont trop fortes. Comme des nageurs fatigués, on en vient à crier grâce, persuadés qu'on ne pourra en affronter une de plus.

N'est-ce pas un peu l'état d'esprit qui règne actuellement ? Et lorsqu'Amnesty International dénonce la situation de tel ou tel pays n'a-t-on pas envie de crier : "Assez, ne peuvent-ils pas se taire ? Cela ne va-t-il pas encore assez mal ?"

Il faut de temps en temps se rappeler, tant il est facile de l'oublier, que celui qui dénonce le mal n'y ajoute rien, pas plus que la lumière qui s'allume au tableau de bord ne cause la panne, ni ne l'amplifie.

Dans l'Evangile, Jésus nous est souvent présenté comme celui qui "nomme les démons". Non pas pour écraser les gens qu'il rencontre, mais, tout au contraire, pour leur permettre de reprendre conscience des connivences qui les asservissent, qu'elles se nomment "argent", "domination", de s'en distancer. Bref d'entrevoir un chemin de libération.

Après la publication d'un rapport d'Amnesty, la somme de torture dans le monde n'a pas varié d'un gramme.

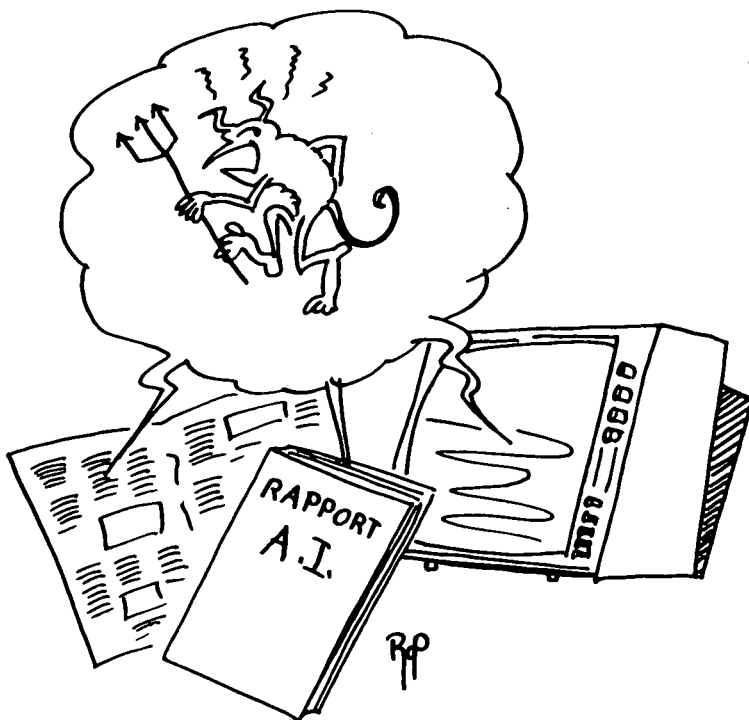
Pourtant quelque chose est différent. Une partie du mal est sorti de l'ombre, son terrain de prédilection. Venu à notre connaissance, il tombe sous notre maîtrise, si limitée soit-elle.

A y regarder de près, chaque information sur ce qui se passe dans le monde est une carte de plus dans le jeu de notre liberté.

■ SAO PAULO Rencontre des théologiens du tiers monde

Le 20 février commence à São Paulo la quatrième rencontre des théologiens du tiers monde. Cette association œcuménique, fondée en 1976 à Dar-es-Salam (Tanzanie), permet aux théologiens de se rencontrer entre eux (aucun Occidental n'y participe) sur un sujet fixé; cette année : "l'ecclésiologie dans le contexte latino-américain".

Ce que Gustavo Gutierrez, théologien péruvien, exprimait lors de la rencontre de Dar-es-Salam, nous aide à comprendre pourquoi ils veulent parfois se retrouver ensemble : "l'histoire du christianisme a été écrite par des mains 'propres', occidentales et bourgeoises... Il nous faut la retourner, la regarder non depuis le haut, mais depuis le bas... Cette histoire subversive est le lieu d'une nouvelle expérience de foi, d'une nouvelle spiritualité, d'une nouvelle annonce de l'Evangile".



■ COREE DU SUD de nombreux prisonniers politiques libérés

Le nouveau président du pays, M. Choi, nommé par des notables à la fin de novembre pour succéder au président Park assassiné, a très vite abrogé les décrets d'urgence de ce dernier qui, interdisant toute critique du régime, a également commencé de libérer de nombreux prisonniers "politiques". Parmi ceux qui ont déjà bénéficié de cette mesure se trouve le jeune Oh Alphonse, militant de l'Action catholique rurale, qui venait d'être condamné à deux ans de prison après avoir été victime d'accusations fausses de la part de la police. Egalement libéré : l'ancien adversaire, catholique aussi, du président Park aux élections de 1971, M. Kim Dae Jung, qui a déclaré que M. Choi annoncerait rapidement un calendrier pour la révision de la Constitution. Enfin, le nouveau chef d'Etat a promis que les personnes arrêtées en vertu des anciens "décrets d'urgence" bénéficieront de mesures de réhabilitation et pourront donc retrouver une profession.

ICI

● Symphonie des deux mondes

Est-il besoin de rappeler la proche création de cette œuvre, née de la collaboration de Dom Helder Camara et de l'abbé Pierre Kaelin ?

■ PAR LE PETIT BOUT DE LA LUNETTE...

Au mois de janvier, le journal GENEVE-HOME-INFORMATIONS a diffusé une série de trois articles sur les mutilations sexuelles en Afrique. Loin de nous d'approuver ces pratiques ! Il est aussi faux de justifier à tout prix ce qui vient d'une autre culture que de le condamner a priori. Comme les nôtres, les coutumes des pays du tiers monde véhiculent le bon et le moins bon. Pourtant, il y avait dans ces articles un mépris que nous avons trouvé indécent. Pour plus de sûreté, nous avons demandé à une femme africaine, personnellement engagée dans la lutte contre ces pratiques, de nous dire ce qu'elle en pensait. Voilà sa réponse :

Je viens de lire avec quelque retard la série d'articles parus, sous la plume de L. Offenberg, dans "GHI" des 17, 24 et 31 janvier 1980. Ils sont intitulés "Dans les forêts d'Afrique Noire, j'ai vu mutiler et circoncire selon les coutumes ancestrales".

Je voudrais vous faire part des réflexions que me suggèrent de tels articles. Les pratiques que décrit ce journaliste se déroulent pour la plupart dans l'Afrique traditionnelle. Elles ont toutes pour but de permettre à l'enfant de s'intégrer harmonieusement dans son milieu social. Même si l'opération en elle-même cause "d'inutiles" souffrances — que nous-mêmes, Africains, sommes de plus en plus nombreux à déplorer — il n'en reste pas moins qu'aucune de ces pratiques n'est réalisée dans le but de faire mal à l'individu, de lui nuire. J'insiste bien sur cet aspect de la question.

L'urbanisation de nos campagnes en même temps que l'éducation scolaire aident à faire de plus en plus régresser ces pratiques. Ce n'est pas en étalant dans les journaux occidentaux ces faits qui se déroulent à des milliers de kilomètres que l'on résoudra le problème. Presque toujours, le lecteur est choqué, indigné ou méprisant à l'égard de nos coutumes et rien d'autre.

Nulle part dans cette série d'articles je n'ai trouvé une seule idée concrète, une seule proposition pour contribuer à améliorer les conditions de vie des populations en Afrique. Seul le souci du sensationnel, de l'insolite a guidé le journaliste.

Alors que l'Année Internationale de l'Enfant s'achève à peine, ce journaliste eut été mieux inspiré en voyageant à travers l'Europe moderne où des souffrances sont consciemment infligées tous les jours à des millions de femmes et d'enfants. Ici, on pratique la cruauté par masochisme. Il eut pu dénoncer cette cruauté gratuite et surtout mener une campagne de lutte contre les sadiques.

Voilà un sujet d'articles autrement plus passionnants que les coutumes ancestrales que l'on va dénicher dans les forêts d'Afrique Noire à seule fin de satisfaire la curiosité malsaine de certains esprits en même temps que l'on réalise une bonne opération financière.

Isabelle Tevoedjré

■ LA MONTEE DU SOLEIL

Dans son dernier numéro, la revue *Forum du Développement* consacre un article à l'encourageante progression dans l'utilisation de l'énergie solaire dans le tiers monde.

ARABIE SAOUDITE : Peut-être encore plus riche en soleil qu'en pétrole. En se tournant vers le premier, elle espère conserver le second. Son objectif : l'auto-suffisance solaire en l'an 2000. Un complexe de 14 bâtiments éducatifs, le grand centre sportif de Tobuk ainsi qu'une usine de 45 kilowatts sont en construction à Riad, comportant 6 000 m² de capteurs.

FIDJI : Sept chauffe-eau solaires y ont été construits et fonctionnent parfaitement, pour la plupart dans des centres de santé.

KENYA : Un groupe d'entrepreneurs a construit une grange solaire pour traiter le tabac. Economie : 90 % du bois de chauffage.

NIGER : Le pays commence à alimenter son réseau téléphonique national grâce aux panneaux photovoltaïques. L'énergie contribue également à combattre l'analphabétisme. Un nombre accru de postes de télévision — cent rien que pour la région de Niamey — recevant des programmes éducatifs, fonctionnent aux panneaux photovoltaïques.

SOUDAN : On tente le dessalement de l'eau et la décontamination des vivres par l'énergie solaire.

Ces tentatives encore modestes trouveront-elles l'appui d'une technologie adaptée et souvent simple et peu coûteuse, ou se heurteront-elles au mépris arrogant de ceux pour qui seul ce qui est sophistiqué — et par conséquent très cher — est digne d'intérêt ?

Selon la réponse donnée à cette question, seuls les riches auront accès à cette énergie gratuite !

● Plus qu'une aide, un échange

En organisant l'exposition des tapisseries effectuées par l'atelier "Au fil d'Indra", de Madras, aux Indes, les responsables ne veulent pas seulement permettre à la cinquantaine de femmes qui y travaillent de pouvoir mener une vie décente, ainsi que leurs familles; c'est aussi une façon pour eux de nous faire découvrir une très belle et très ancienne technique de broderie par appliques.

Exposition :

vendredi 7 mars, de 18 à 22 heures,
samedi 8 mars, de 10 à 22 heures,
dimanche 9 mars, de 10 à 20 heures,

à la Salle Communale du Petit-Lancy.



JEAN PAUL II N'IRA PAS AUX PHILIPPINES

Pourquoi un dossier pour un voyage qui n'aura pas lieu ? Parce que selon toute vraisemblance, on n'a pas affaire à une fausse nouvelle, mais à une annulation; une annulation qui semble en dire long sur les démêlés d'une Eglise avec un gouvernement aussi dictatorial que catholique.

● **Un peu d'histoire ancienne**

"Découvert" par Magellan en 1521, l'archipel a vécu quelque 300 ans sous domination espagnole. Ce qui explique son nom hérité du roi d'Espagne Philippe II; ce qui explique surtout sa religion : à 85 % catholique. En 1893, les Etats-Unis prennent le relais de l'Espagne, d'où la langue anglaise aujourd'hui encore langue officielle et langue d'enseignement, d'où également une forte minorité protestante, 10 %. En bref, le pays d'Asie où l'influence occidentale est la plus forte.

Seule colonie directe de cette importance pour les Etats-Unis, le pays aura besoin d'une deuxième Déclaration d'indépendance en 1946. Mais cela ne signifiera pas, tant s'en faut, la fin de l'ingérence des Etats-Unis dans les affaires du pays.

● **Les Philippines en quelques chiffres**

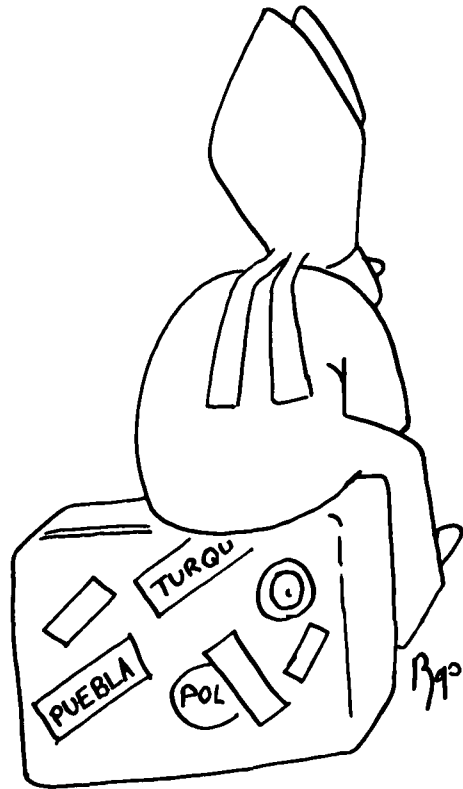
L'archipel se compose de 7 107 îles, dont la grande majorité sont inhabitées. Sur les autres, 46 millions d'habitants, dont la moitié en-dessous de 15 ans. Le taux de croissance est en effet très élevé : 3,1 %. De ces 46 millions, 7 millions vivent à Manille, dont un tiers dans les bidonvilles.

Pays morcelé géographiquement, à cause de la mer, des montagnes difficiles à traverser, le pays l'est aussi par les langues, les niveaux de vie, les origines. 16 % de la population appartiennent à des minorités tribales. Pas plus que les anciens colonisateurs, le gouvernement actuel, qui ne veut pas accorder l'autodétermination, ne peut venir à bout de la résistance. On évalue à plus de 30 000 les victimes dans les rangs de la minorité musulmane.

● **Un bastion lézardé**

Aux heures où les relations des Etats-Unis avec la Chine n'étaient pas à la détente, l'archipel était un point stratégique d'une extrême importance. Ce pays joua, en effet, un rôle pilote dans la mise en œuvre de la politique asiatique des Etats-Unis, qui devait permettre d'isoler le géant chinois : création de l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-est — aujourd'hui dissoute — et de l'Association des Nations du Sud-est asiatique (ASEAN) avec la Thaïlande, la Malaisie, Singapour et l'Indochine.

Outre l'installation des bases aériennes et navales



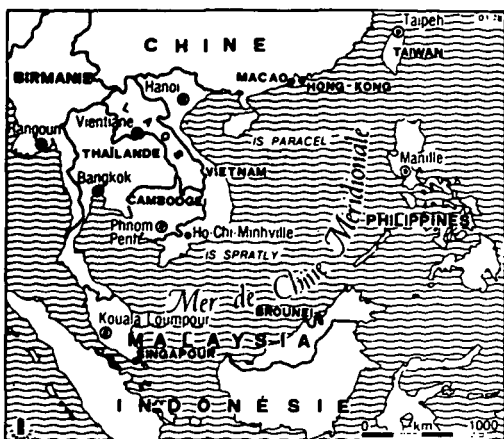
de Subic Bay et de Clark, ce pays n'a jamais manqué d'"aide". On l'a remarqué encore lorsqu'à la suite du rapport d'Amnesty sur la pratique courante de la torture, un député a voulu s'autoriser de la politique des droits de l'homme de Carter pour demander une limitation modeste de cette aide. Immédiatement, une pression de la Maison Blanche a fait repousser l'amendement.

Mais ce bastion est fragile, ce qui fait dire à un membre du Congrès américain : *"un nombre croissant de fonctionnaires américains pensent que si nous persistons dans les orientations qui furent celles des précédentes administrations, il y aura de nouveaux Irans et les Philippines pourraient bien être l'un d'entre eux"*.

Ceci d'autant plus que le pays est dans les mains d'un dictateur de moins en moins défendable.

● **Au pouvoir par tous les moyens**

Alors que la Constitution lui interdisait de se présenter aux élections présidentielles une troisième fois, le président Marcos a trouvé le moyen de conserver le pouvoir en imposant la loi martiale le 21 septembre 1972. Ceci, bien sûr, n'a pu se faire sans la "bénédiction" efficace des Etats-Unis, qui pensaient ainsi non seulement conserver le pays dans leur orbite, mais espéraient encore que Marcos allait permettre un redressement de la situation économique.



Chine et pays de l'A.N.S.E.A. (Philippines, Indonésie, Malaisie, Singapour et Thaïlande)

Sept ans après, les illusions sont tombées. Les salaires réels ont baissé de 30 %, 90 % des travailleurs atteignent tout juste le niveau de subsistance minimum, 40 % des décès sont liés à la malnutrition, 85 % des écoliers souffrent de déficience en protéines. La réforme agraire dont on a fait grand bruit est du même acabit : le revenu paysan est aujourd'hui le 60 % de ce qu'il était en 1974.

● **Un pays vendu au capital international**

On le sait bien, de l'indépendance politique à l'indépendance économique, il y a une marge. Il arrive même qu'on reprenne avec le second terrain ce qu'il avait fallu céder sur le premier. Un regard sur le rôle de la Chine, du Japon et des Etats-Unis dans le Sud-est asiatique est frappant à ce sujet.

Ceci vaut d'une façon particulière pour les Philippines, pays le plus endetté d'Asie auprès du Fonds monétaire international. Des zones franches (Free trade zones) ont été mises en place pour faciliter la mise en coupe de l'économie nationale par les intérêts nippon-américains. Un journaliste japonais reconnaît que depuis la loi martiale "les investissements étrangers ont joué un rôle beaucoup plus important".

Les sorties de capitaux durant les quatre premiers mois de 1979 ont été cinq fois plus importantes que durant la même période de l'année précédente.

Ressources pillées, économie contrôlée; un économiste américain a parlé de "reféodalisation" par l'acceptation par les classes moyennes de postes dépendants au sein des multinationales. Bref, pour reprendre l'expression de Croissance des Jeunes Nations, c'est la roue de l'histoire qui tourne à l'envers.

● **Un combat tous azimuts**

Au soulèvement des minorités évoquées précédemment s'ajoute celui de tous ceux qui réagissent à une telle situation sociale. La NPA (nouvelle armée populaire), de tendance maoïste, dont l'influence semble considérable, malgré un nombre de maquisards relativement restreint.

Plus largement, les grèves, pratiquement interdites par la loi et qui se déroulent de plus en plus fréquemment. Et les masses, de moins en moins passives devant les agressions qu'elles subissent, suivant en cela l'exemple du Zoto, ce mouvement qui depuis un certain nombre d'années déjà structure la participation des habitants du bidonville de Tondo. Et combien d'autres exemples d'une résistance à la base.

Les sept ans de loi martiale ont eu pour effet, non seulement la généralisation, mais l'unification des luttes populaires, chacun se trouvant devant un ennemi commun : l'armée et la police. Leur barbarie a atteint un tel degré que le département des Etats-Unis a pu déclarer que les Philippines de Marcos étaient le pays du Sud-est asiatique où les droits de l'homme étaient le moins respectés. On se souvient, il y a trois ans, de l'annonce de 60 000 arrestations en cinq ans, et la plupart faites sans aucune inculpation.

Le budget de la Défense, qui s'accroît d'année en année pour atteindre 5,6 milliards de pesos en 1980, contre 3,4 à l'Education et 1,4 à la Santé est à ce point significatif.

● **Dans tout cela, l'Eglise catholique**

Les chiffres de 90 évêques, 4 430 prêtres, 700 religieux, ainsi que 1 500 écoles et 12 universités permettent de mesurer la puissance et l'influence de l'Eglise. Cette puissance longtemps s'est rangée du côté du pouvoir, et certains pensent que c'est encore le cas, tel ce prêtre, interrogé par Joseph Limagne dans les Informations catholiques internationales : "En tant qu'institution, l'Eglise fait partie du système d'oppression du peuple; je n'ai plus aucun espoir qu'elle puisse devenir autre chose; je ne me sens donc pas tenu à la défendre".

De fait, en 1972 encore, si un groupe d'évêques avait immédiatement réagi à l'instauration de la loi martiale, il s'en était trouvé d'autres reconnaissant au gouvernement le droit de l'établir pour "sauvegarder la paix dans la foi".

Toutefois en 1974, des voix se firent entendre pour demander d'abroger la loi martiale.

En 1976, les excès commis par le régime — expulsion de 4 missionnaires, arrestation de 73 laïcs, fermeture de 2 stations-radio et de 3 journaux... — allaient ouvrir les yeux à de nombreux évêques. Ce qui explique la dernière lettre pastorale d'une grande fermeté où les évêques des Philippines, après avoir dénoncé la violation des droits de l'homme et la corruption gouvernementale, affirment que la tentation de violence n'est pas surprenante. Pour eux, on se trouve dans une situation "de tyrannie évidente et qui dure depuis longtemps". (On reconnaît les termes employés par Paul VI dans "Populorum Progressio".)

■ **GHANA**
Un évêque invite les chrétiens à participer sans crainte aux luttes politiques

L'évêque catholique de Kumasi, Mgr Peter Kwasi Sarpong, a invité les chrétiens du Ghana à se constituer en groupes de pression pour lutter contre les mesures impopulaires du gouvernement sans se laisser intimider. Il a affirmé que les chrétiens ont le droit inaliénable d'intervenir dans les affaires politiques "parce qu'ils sont citoyens et que tout ce qui touche à tous doit être approuvé par tous".

Le seul moyen de défendre la nouvelle Constitution, a ajouté l'évêque, qui parlait en l'église presbytérienne, est de s'opposer sans relâche aux abus de pouvoir du gouvernement. Il a demandé aux chrétiens de dénoncer les fautes commises par les parlementaires, ajoutant que quand les élus du peuple se moquent des articles de la Constitution, ils doivent être condamnés par les citoyens. Selon Mgr Sarpong, c'est une faute grave pour des chrétiens que de "ménager la chèvre et le chou" quand il s'agit des droits de l'homme.

Par ailleurs, le Dr De-Graft-Johnson, vice-président du Ghana, qui était l'invité du Conseil chrétien, a demandé aux Eglises de participer à la restauration des valeurs morales du pays. Il a fait observer que le Ghana venait de sortir d'une période où l'avarice, la prévarication et la corruption étaient la norme, de sorte qu'"aux valeurs chrétiennes s'étaient substituée la recherche de la richesse". Le vice-président a ajouté que les Eglises ne faisaient pas assez pour promouvoir le vrai enseignement du Christ.

■ **200 MILLIONS DE FRANCS POUR L'ARGENTINE**

200 millions ce n'est pas rien. C'est même le plus gros prêt consenti à un pays d'Amérique latine. Et à qui va-t-il ? A l'Argentine. Ce pays dont la réputation n'est plus à faire en matière de violations des droits de l'homme. L'Argentine des 12 000 à 15 000 disparus, l'Argentine des camps de concentration retenant plusieurs centaines de personnes, l'Argentine qui cette année encore cherche à s'allier à l'Union Soviétique pour faire la politique du silence à la Commission des Droits de l'homme, réunie actuellement à Genève.

C'est ce pays, dans une information que chacun a pu lire dans son quotidien, que le Crédit Suisse, la Société de Banque Suisse, l'Union de Banques Suisses, la Banque Populaire et la Banque Leu ont décidé de soutenir si massivement.

Que penser après cela ? Devenir rouge comme notre passeport, de honte ou de rage, souhaiter que de nombreuses protestations se fassent entendre, et en attendant se réjouir qu'il existe un organisme comme la SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE OECUMÉNIQUE DE DÉVELOPPEMENT (SCOD) qui offre aux chrétiens et à tous ceux que les droits de l'homme ne laissent pas indifférents la possibilité de placer leur argent de façon moins ambiguë.

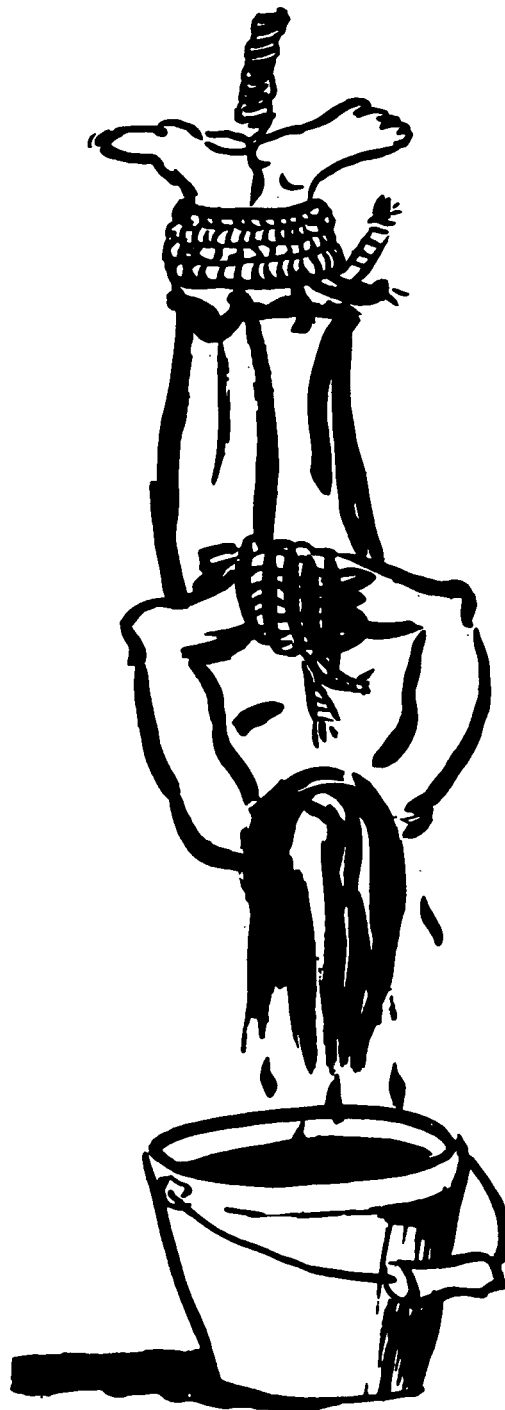
● Gilbert Rist
 et Christian Lalive d'Épinay
 21 illustrations hors-texte de Plantu.

Regards blancs sur Visages noirs

Ce petit livre d'une centaine de pages, illustré par le dessinateur Plantu, montre, à l'aide de nombreuses citations, l'image du Tiers monde que donnent au public les cinq grandes organisations suisses d'entraide. Ce que l'on découvre, c'est moins les hommes du Tiers monde eux-mêmes, que nous-mêmes, en négatif.

144 pages,

Fr. 16.50



■ L'AMERIQUE CENTRALE S'ENFLAMME

Il aurait fallu être naïf pour penser que l'éruption nicaraguienne allait se produire sans secouer les pays environnants. Il ne faut pas s'étonner s'ils connaissent des heures chaudes. Il ne faut pas s'impatienter non plus devant ces peuples qui nous semblent perpétuellement en train de troubler l'ordre international. Rappelons-nous que lorsque règne le désordre établi, la moindre revendication de justice vous fait mettre dans le camp des extrémistes.

■ SAN SALVADOR Le rôle de l'Eglise à l'heure décisive

Au Salvador, la situation est très grave. Plus grave encore qu'au Nicaragua, où l'unanimité s'était faite contre un homme et sa garde nationale. L'évêque de San Salvador, Mgr Romero, le sait bien. Pourtant il veut croire que le pire peut encore être évité.

"Ce n'est pas à l'Eglise de décider de l'heure de l'insurrection." Mais il rappelle aussi que cette institution ne saurait condamner la violence "dès lors que tous les moyens pacifiques d'évolution vers la justice sociale ont été épuisés et que les dommages provoqués par l'insurrection seraient un moindre mal par rapport à la situation actuelle".

Interrogé par un journaliste sur les divergences entre les évêques du Salvador, Mgr Romero a répondu : *"Votre question est délicate, mais moi, comme évêque, et vous, comme journaliste, nous nous devons la vérité. La réponse est dans le document de Puebla. Il dit explicitement que nous devons nous convertir aux pauvres, mais que cela reste encore à faire dans de nombreux secteurs de l'Eglise latino-américaine. Nous convertir aux pauvres, ce n'est pas rejeter les autres classes sociales, mais baser notre pastorale sur une vraie prédilection pour les pauvres. A partir des pauvres, pour eux, et avec eux. Même si l'Eglise doit renoncer à ses privilèges, voire à des amitiés. C'est là le point de division, même parfois parmi les évêques."*

■ EXEMPLE DE SOLIDARITE INTERNATIONALE

L'Union internationale des travailleurs de l'alimentation (UITA) appelle ses 160 organisations affiliées dans 58 pays à entreprendre une action contre Coca-Cola : le refus de la société d'entrer en matière sur la répression anti-syndicale violente qui s'exerce dans son usine du Guatemala (Embotelladora Guatemalteca). Il faut savoir en effet que depuis le printemps dernier deux secrétaires du syndicat ont été assassinés à quelques mois de distance.

Quel sera le résultat de cette action ? L'enjeu nous paraît de taille. Quel autre moyen en effet pour éviter que des ouvriers du tiers monde se trouvent pieds et poings liés devant des employeurs à qui le taux de chômage et l'absence de toute loi sociale donnent les pleins pouvoirs ?

Quant à nous, rien ne nous empêche d'appuyer ce mouvement en trouvant d'autres moyens d'étancher notre soif !

■ NICARAGUA Les chrétiens et la révolution

Les chrétiens ont été l'un des éléments déterminants de la victoire de l'insurrection nationale l'été dernier au Nicaragua. A ce sujet, le Père Juan Hernandez Pico, s.j., a fait une intéressante intervention lors du "Séminaire foi chrétienne et révolution sandiniste" organisé au mois de septembre par les jésuites. En voici quelques extraits :

"Nous, chrétiens, nous attendons du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) qu'après avoir gagné la guerre populaire, il fasse la révolution. (...) Nous voulons que dans cette révolution, vous conserviez le caractère révolutionnaire latino-américain, défini par Che Guevara en ces termes : "Le vrai révolutionnaire est guidé par de grands sentiments d'amour". Que cet amour se concrétise toujours en soutien des camarades et secteurs les plus abandonnés. (...)

Nous espérons que, face à l'ennemi, vous respecterez toujours sa dignité. La guérilla latino-américaine, contrairement à l'expérience de la répression, ne torture jamais. (...) Nous espérons que vous irez dans le sens des déclarations de Tomas Borge, ministre de l'Intérieur : "La révolution ne veut pas détruire l'homme, mais le construire".

Voici ensuite quelques extraits de la réponse de Luis Carrion, commandant en second de l'armée populaire sandiniste :

"Pour nous, les citoyens valent en fonction de leur engagement révolutionnaire, et nous voulons que chacun de vous s'intègre au processus révolutionnaire dans tous ses types d'organisation. (...) L'Eglise comme voie de l'engagement révolutionnaire a, dans le passé, été un chemin quelque peu étroit. Mais elle doit, aujourd'hui et demain, devenir une immense route par où transiteront de nombreux révolutionnaires."

■ GUATEMALA l'occupé prend la défense de l'occupant

Le 31 janvier, une quarantaine de paysans de la province de Quiche avaient occupé pacifiquement l'ambassade d'Espagne au Guatemala pour protester contre les exactions de l'armée dans leur région.

Sans écouter l'ambassadeur, la police a chargé, exterminant tous les occupants à l'exception d'un paysan et tuant deux employés espagnols. C'est pour s'élever contre de tels procédés que l'Espagne a rompu ses relations diplomatiques : "Nous ne reprendrons nos relations que si le gouvernement du Guatemala démontre avoir été étranger à ce qui s'est passé, s'il établit qui a donné l'ordre d'attaque et s'il sanctionne les coupables."

RENDEZ-VOUS MANQUE Où était l'obstacle ?

Avec l'appui des Conseils exécutifs, les Commissions Tiers-Monde des Eglises protestante, catholique romaine et catholique chrétienne ont tenté de mettre sur pied une série de trois entretiens sur le thème "Problèmes économiques et solidarité internationale". Ce "parcours" devait être couronné par un débat public qui aurait permis de partager avec toutes les personnes intéressées le fruit de notre réflexion. Comme on l'écrivait dans la lettre d'invitation, "il nous paraît essentiel que les Eglises puissent d'une part créer un espace à l'intérieur duquel diverses tendances puissent s'exprimer et où, d'autre part, les Eglises elles-mêmes puissent s'informer et poser les questions que leur suggère l'interprétation du message évangélique".

Ce rendez-vous n'aura pas lieu. La vingtaine de personnes approchées dans les milieux bancaires, syndicaux, industriels, ainsi qu'à l'Etat n'ayant pas ou que très peu répondu à l'invitation, mis à part les syndicalistes.

Quelles conclusions tirer de cet échec ? Aurait-il fallu s'y prendre autrement ? Aurait-il fallu prendre contact avec un plus grand nombre de personnes ?... Ou le problème tiendrait-il plus à la réticence des "décideurs" de notre économie à recevoir de nouvelles questions dans une situation déjà difficile ? Ce qui est clair, c'est qu'en proposant ce genre de rencontres, les Commissions Tiers-Monde n'ont pas l'impression d'outrepasser leur rôle. Bien au contraire, il leur paraît essentiel à leur tâche d'ouvrir un lieu où, dans un climat de dialogue, des problèmes difficiles puissent être abordés dans toute l'étendue de leurs conséquences internationales.

BIBLIOGRAPHIE

LES ORGANISMES D'ENTRAIDE ET LA POLITIQUE DE L'ALTRUISME

Quoi de plus limpide, en apparence, qu'une organisation d'entraide ? Récolter de l'argent ici pour subvenir aux besoins des plus nécessiteux, là-bas dans le Tiers Monde, n'est-ce pas une activité humanitaire "au-dessus de tout soupçon" ?

Mais des intentions généreuses à leur réalisation, le gué est difficile à franchir. Car les organisations de coopération se trouvent alors confrontées à une série de problèmes et de choix épineux qui font de leur action une véritable POLITIQUE DE L'ALTRUISME. S'attaquent-elles aux racines du mal ou soulagent-elles les symptômes ? Parviennent-elles à maintenir leur intégrité ou se font-elles les jouets des pouvoirs politiques et économiques ?

Cette brève étude de David Millwood aborde ces questions avec simplicité et de façon constructive.

PUBLICetim No 5, 48 pages, Fr. 5.-.

Centre Europe Tiers Monde, 37, quai Wilson, 1201 Genève, tél. (022) 31 59 63.

Commission Tiers-Monde de l'Eglise catholique à Genève

Case postale 99 - 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol - 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 - 21 551

SIGNALONS la session qui
aura lieu à Grandchamp, du
14 au 16 mars, sur le thème :

VERS UNE SPIRITUALITE
DE LA NON-VIOLENCE

Renseignements au secrétariat.

● FRONT POLISARIO, L'AME D'UN PEUPLE

par Ahmed Baba Miské

Ce livre, écrit par un membre du bureau politique du Front Polisario, est le premier en langue française consacré au peuple sahraoui.

Tout d'abord, l'introduction donne un aperçu géographique du Sahara Occidental puis replace la lutte du peuple sahraoui dans son contexte général, c'est-à-dire "la lutte de tous les peuples et nations opprimés pour une indépendance réelle et une juste répartition des biens et des pouvoirs à l'échelle internationale".

Ensuite vient la question du Sahara dans le contexte maghrébin, les relations avec les pays limitrophes et l'exposé précis des revendications marocaines et mauritaniennes sur le "Sahra" avec, bien entendu, la réponse du peuple sahraoui et du Front Polisario.

Puis est relatée la lutte du peuple sahraoui depuis le début de la colonisation au siècle dernier jusqu'à nos jours.

Enfin, le Sahara de nos jours : la Marche verte de Hassan II, les tractations politiques, l'invasion maroco-mauritanienne et ensuite l'intervention française. Face à cela, la résistance du peuple sahraoui.

Ce livre de 360 pages, paru aux Editions Rupture à Paris, est en vente dans les librairies et au siège du Comité suisse de soutien au peuple sahraoui, 14, rue du Village-Suisse, Case 177, 1211 Genève 8. Tél. (022) 20 78 11.

Changement d'adresse
case postale 99
1211 Genève 9

J. A. 1200 Genève 11

■ A TOMBEAU OUVERT

En se rendant au tombeau le matin de Pâques, Marie-Madeleine suit le trajet des enterrements. "Elle ne sait pas encore, écrit Jean Debruyne, qu'elle est en train d'inventer le chemin qui s'en va à l'envers"... vers la vie.

Au tombeau, plus rien. Rien à garder, ni à regarder, ni à défendre... Il s'agit de se remettre en route, comme Abraham des siècles auparavant. Il s'agit de reprendre la marche, appuyés sur une seule parole : "Il est vivant" et c'est parmi les vivants qu'il faut le chercher, le découvrir, l'accueillir.

Suprême désappropriation, suprême mission.

Nous le croyons : l'amour de Dieu a été assez fort pour re-susciter ce Nazaréen que les pouvoirs religieux et politique s'étaient acharnés à détruire moralement et physiquement.

Et aujourd'hui, cet amour se serait-il refroidi ? Aurait-il perdu sa capacité de re-création, sa capacité de faire dépasser toute peur, de rouler toutes les pierres de tous les enfermements ?

A lui seul, le témoignage de ce prêtre rencontré récemment - animateur d'une communauté martyre dans un pays martyr d'Amérique centrale - est assez lumineux pour nous assurer du contraire.

Mais pour que cet amour déploie toute sa force de changement, encore faut-il le recevoir dans sa nouveauté "bouleversante" et accepter d'en être les témoins agissants.

A la veille de la Fête de Pâques, n'est-ce pas cela que nous pourrions nous souhaiter les uns aux autres ? Devenir des chrétiens qui vivent vraiment à "tombeau ouvert". ■

■ COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME Fin d'une session relativement satisfaisante

Mercredi 12 mars s'est terminée à Genève la 36e Session des droits de l'homme. On a raison de se montrer critique sur ce genre de rencontres si vulnérables aux "combines" paralysantes, si sujettes au verbiage. Ceci ne doit pas nous empêcher de signaler les pas qui se sont faits.

Nous pensons aux 40 résolutions adoptées. Nous pensons surtout à la création d'un groupe de travail de cinq experts qui pourra enquêter dans le monde entier sur la question des disparus. Quand on connaît leur nombre et la précarité de leur situation puisqu'ils n'ont même plus d'existence sur un registre, on ne peut que se réjouir de cette information. ■

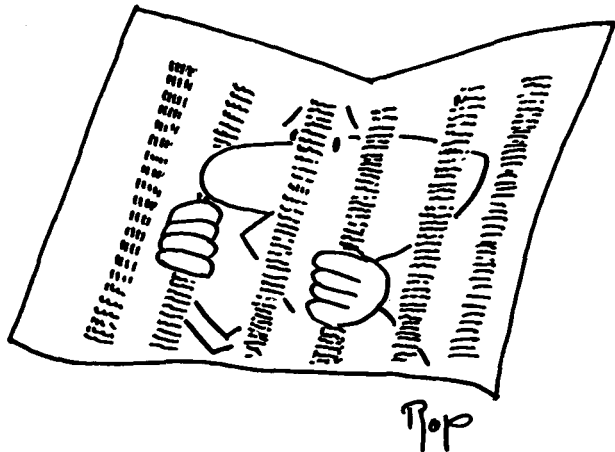
■ AFGHANISTAN : à huis clos

Lorsqu'un pays renvoie les journalistes, ce n'est jamais bon signe. Du Chili de Pinochet au Cambodge de Pol Pot, cela signifie presque toujours que le régime est en train d'instaurer une pratique difficilement avouable.

En passant, notons avec un éditorialiste du Monde, que le contraire n'est pas nécessairement vrai : Les Etats-Unis ont mené au Vietnam une guerre redoutablement dévastatrice au vu et au su de tous.

Toujours est-il que le renvoi des journalistes de Kaboul, tel celui du journal "le Monde" précisément, a de quoi nous préoccuper et nous rendre méfiants. Ne vont plus nous parvenir que les informations qui approuvent la politique de l'envahisseur. Ou de l'autre côté, des rumeurs interprétées par des agences de presse qui ont tout intérêt à le déconsidérer.

Et pourtant il faut continuer à s'informer, comme il faut continuer à s'associer à toute initiative qui vise à dénoncer cette occupation ou à panser les plaies qu'elle occasionne. ■



■ ZAIRE : les partis d'opposition inutiles

Le président du Zaïre, Mobutu, a fait une intervention le 12 mars à la tribune des grandes conférences catholiques à Bruxelles. En voici quelques extraits.

"Qu'on ne m'approuve pas, mais qu'on me comprenne. L'Occident a tort de faire la fine bouche en m'accusant de n'être pas un vrai démocrate." Personne, a dit en substance M. Mobutu, n'a le droit d'imposer son type de démocratie à un autre peuple que le sien. *"A Kinshasa, a ajouté le conférencier, le chef de l'Etat est plus proche de son peuple que n'importe quel autre souverain ou président du monde entier. Les partis d'opposition sont inutiles. Tout Zaïrois peut exercer son droit d'opposition au sein du parti unique, le Mouvement populaire pour la révolution"*...

La démocratie telle que nous la connaissons n'est qu'une forme d'exercice du pouvoir parmi d'autres. Elle est née dans la culture occidentale et, faut-il préciser, elle n'est pas à l'abri de tout reproche. Mobutu a donc parfaitement raison de ne pas vouloir qu'on lui impose ce modèle. D'autant plus que l'histoire africaine ne manque pas d'exemples où d'autres formes de gestion du pouvoir aux mécanismes subtils ont permis de maintenir à la fois une grande cohésion du groupe dans une relative égalité.

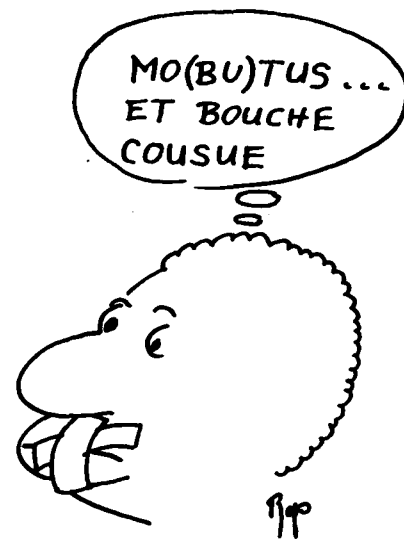
Mais au moment où le président veut fonctionner à l'africaine dans un Etat nation (invention européenne) taillé de toutes pièces par les Blancs dans un immense territoire où vivent quelque vingt millions de personnes, les choses se gâtent. A ce moment, les régulateurs du pouvoir, mis en place par la sagesse séculaire, ne peuvent plus fonctionner. Et cela aboutit inévitablement à une corruption généralisée sinon à une pagaille généralisée.

Les choses se gâtent doublement lorsqu'on sait que Mobutu, comme beaucoup de dirigeants du tiers monde, n'est en fait qu'une courroie de transmission pour les intérêts économiques occidentaux. Tant qu'il laissera les compagnies étrangères se servir de cuivre, d'uranium, d'étain, de fer... il sera adulé par les Occidentaux. Il sera même maintenu au pouvoir contre la volonté de tout un peuple, fût-ce en envoyant des parachutistes. Rappelez-vous Kolwezi en 1978.

Dans tout cela, que reste-t-il de la tradition africaine de l'exercice du pouvoir ? Dans tout cela que devient le peuple ? Il souffre, comme souffrent ceux qui manifestent des velléités d'opposition. Amnesty estime à une centaine le nombre des prisonniers qui meurent chaque année dans les prisons de Mobutu. ■

● Exportation d'armes : pas de brochure pour le moment

En proposant aux communautés de signer la lettre au Conseil Fédéral, nous avons laissé entendre que nous mettrions à disposition des personnes intéressées une brochure permettant à des chrétiens d'enraciner leur réflexion sur ce sujet.



■ AFRIQUE DU SUD Trois informations récentes

Un commerce florissant

De nombreux pays freinent l'expansion de leurs relations commerciales avec le pays de l'Apartheid. Tout d'abord, les pays anglo-saxons (Etats-Unis, Canada, Australie et Grande-Bretagne), dont la part dans les importations sud-africaines passe de 45 à 35 % en dix ans.

Egalement les pays du reste de l'Afrique, dont le commerce global durant la même période passe de 77 à 6 %.

Parmi ceux qui prennent la relève, la Suisse. Avec notre pays, l'Afrique du Sud a augmenté de 1 à 4 % la part de ses échanges en dix ans. Un rythme d'augmentation atteint par très peu de pays.

A la Commission des Droits de l'Homme : mise en garde

Le 3 mars, Terence Sauze (Burundi) a demandé aux Etats et aux sociétés multinationales auxquelles l'Apartheid doit sa résistance et sa combativité de se rendre à l'évidence : *"Les régimes racistes ont transformé le sous-continent en un véritable "hypo-centre" d'où explosera et retentira tôt ou tard une commotion dont les proportions peuvent être aussi imprévisibles qu'impossibles à mesurer."*

Passeport séquestré

L'évêque anglican Desmond Tutu, secrétaire général du Conseil sud-africain des Eglises, connu comme une personnalité de la majorité noire et défendant la cause de la non-violence, devait arriver à mi-mars en Suisse. Dans une tournée, organisée par l'Entraide protestante suisse, il devait rencontrer un certain nombre de personnalités. Cette visite est annulée, car le gouvernement sud-africain a saisi le passeport du prélat. Notons à ce propos la vive protestation du Conseil exécutif de l'Eglise protestante de Genève. ■

Après avoir commencé ce travail, nous avons décidé de le suspendre, n'arrivant pas à fournir, dans un délai favorable, un document suffisamment centré. Ce n'est que partie remise. En attendant, nous sommes à la disposition des personnes ou des groupes qui souhaiteraient des éléments de réflexion.

■ **BRESIL :**
**Les évêques publient un document
sur les problèmes de la terre**

C'est à Itaici (Etat de Sao Paulo) que s'est tenue du 5 au 14 février la dix-huitième Assemblée générale extraordinaire de la Conférence des évêques brésiliens, qui avait choisi pour thème de travail les problèmes actuels les plus brûlants du pays : ceux de la terre, dont la possession est au cœur de nombreux et violents conflits.

Le long document publié à l'issue de cette réunion, "*L'Eglise et les problèmes de la terre*", dénonce en détail, dans une première partie, le fait que la terre qui devrait être à tous est en réalité entre les mains d'un petit nombre, et tous les maux découlant de cette concentration : un modèle politique au service des grandes entreprises; l'appropriation indue des terres des Indiens; les migrations des pauvres paysans privés de moyens de travail et de subsistance; les violences qui leur sont faites; etc. Dans une deuxième partie, doctrinale, ce document rappelle que la terre est don de Dieu, que ceux qui la travaillent ont droit de la posséder, qu'il est inadmissible que le capital en fasse objet de spéculation. Enfin, dans leur "*engagement pastoral*", les évêques soutiennent à fond "*les aspirations de travailleurs ruraux*" et appuient leurs efforts en vue d'une "*authentique réforme agraire*".

Dès sa parution, ce texte a soulevé l'enthousiasme en de nombreux secteurs de la société (syndicats, hommes politiques, etc.) qui soulignent que l'Eglise du pays se range maintenant délibérément aux côtés des exploités et marginalisés, mais aussi la colère dans les milieux conservateurs, dont la grande presse accuse les évêques, soit d'adhérer à "*une conception radicalement socialiste*", soit d'être devenus des "*agents en soutane de la C.I.A.*" (service d'espionnage des Etats-Unis).

Dans les milieux religieux, enfin, on relève que ce texte des évêques (adopté à une majorité écrasante : il n'y eut que 4 voix contre, sur quelque 200 votants) est le plus vigoureux qui soit sorti de leurs réflexions depuis celui de 1977 ("*Exigences pour un ordre politique*"). Et le célèbre philosophe catholique Alceu Amoroso Lima déclare même qu'il s'agit du "*document social le plus marquant qu'ait jamais produit l'épiscopat brésilien*".

En tout cas, l'importance de ce texte et la gravité des problèmes qu'il aborde sont telles que nous aurons à en traiter plus à fond prochainement.

Nos lecteurs qui ont entendu Mgr Camara parler dans les nombreuses rencontres qu'il a dans notre pays, de propriétés de la taille de la Belgique achetées par le capital étranger, comprendront l'enjeu de cette déclaration. ■

d'après ICI

■ **SYMPHONIE DES
DEUX MONDES**

Les personnes qui désirent obtenir le livret de la symphonie pourront se le procurer à Genève prochainement (les points de vente ne sont pas encore précisés).

■ **DEVELOPPEMENT**
Quand on leur demande leur avis

Le mot développement, dont on a appris à se méfier, a reçu une nouvelle acception dans les années 50. Ceci par des Occidentaux, bien sûr, qui lui ont donné leur sens à eux, à savoir, le plus souvent, augmentation des biens de consommation, ou la réponse à des besoins tels qu'ils se font sentir chez eux. Et il faut bien le dire, les experts se trouvaient souvent d'accord avec les dirigeants du tiers monde qui étaient venus faire leurs études en Occident et qui trouvaient qu'effectivement le développement se mesurait au nombre de places de cinéma, de radios ou de voitures par mille habitants...

Mais tout change au moment où on se met à écouter les gens de l'intérieur, ce qu'a fait l'ENDA, Environnement et développement du tiers monde dont le siège est à Dakar.

Développement se dit chez les Mossi de Haute Volta : "*arrangement, délivrance, belle vie, bénédiction divine, bonne renommée*". Se développer se dit "*Tchi gaba*", "*aller de l'avant, progresser, faire quelque chose de plus*".

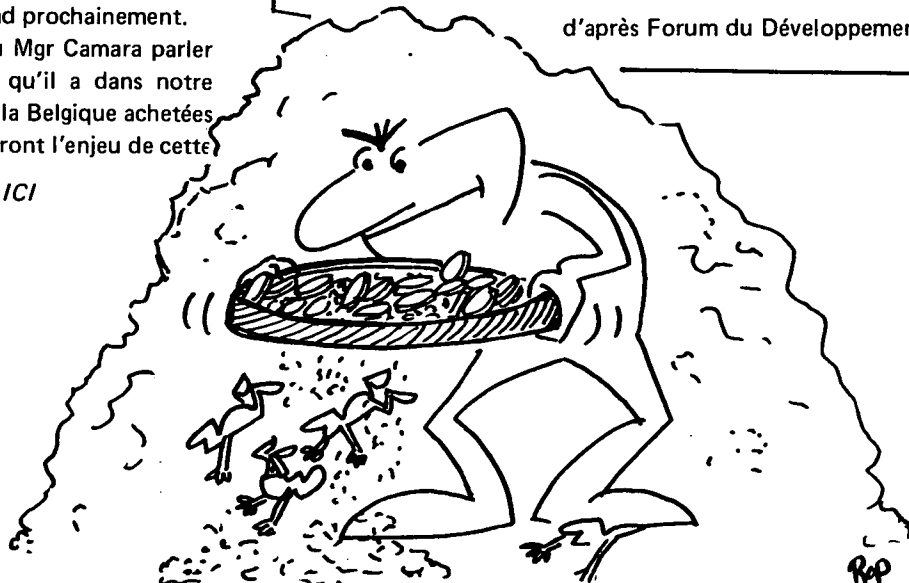
Dans la langue de Dida, "*opone*" veut dire : "*paix, liberté, bonheur*". En pays Loki, on emploie l'expression "*Lidi bara*" : "*réussir, se libérer, s'en sortir*". Pour les Peuls du Sahel, développement signifie à la fois "*produire plus et comprendre mieux*".

Pour un grand nombre de paysans ivoiriens, maliens, togolais, sénégalais, ... on découvre que la notion de développement est complexe : "*être responsable et indépendant vis-à-vis de la grande famille, garder le prestige des pères et être respecté; être connu et se rendre indispensable dans la société, être équilibré*".

Un leitmotiv constant est celui de l'entente : "*s'ouvrir aux autres, ne pas se refermer sur soi, pouvoir encourager les autres, savoir gérer pour gagner la confiance des autres. Etre un intermédiaire, régler les conflits, créer un groupement, crier l'entente*". Mais pas n'importe quelle entente. "*Se développer est ne pas accepter l'injustice; c'est quand le paysan est responsable de son développement*".

A lire ces propos, voilà que notre beau mot de "développement" reprend des couleurs, il retrouve une dimension que les "nécessités" économiques lui avaient fait perdre. Si on les avait écoutés plus vite, n'aurait-on pas évité bien des erreurs chez eux... et chez nous ? ■

d'après Forum du Développement



■ ZIMBABWE : Enfin l'espoir d'un changement qui change

Une vraie élection

Dans un pays ensanglanté par une guerre civile qui, en sept ans, a fait 20 à 30 000 victimes, organiser dans un si bref délai le silence des armes et des élections, jugées assez généralement fiables, c'était un tour de force. Il a été réussi. 94 % des citoyens ont exprimé leur voix qui sont allées respectivement à l'évêque Muzorewa 8,2 %, à J. Nkomo 24,1 %, et à R. Mugabé 62,9 %.

La récompense de l'engagement

Pour Robert Mugabé, né en 1924 et qui aura subi à trois reprises des incarcérations, dont la seconde durant dix ans (alors qu'il avait été condamné à douze mois), les difficultés n'ont pas manqué. Elles se sont même prolongées jusqu'au terme de la campagne électorale. Pourtant elles ne sont jamais parvenues à vaincre sa détermination, à entamer la cohérence de son combat politique, ni son intégrité personnelle. Pas de démagogie chez cet homme qui ne fait pas mystère de ses opinions marxistes sans renier totalement, assure-t-il, la foi chrétienne qui a marqué son enfance. Malgré la contre-propagande qui l'a présenté jusqu'au bout, lui et son parti, comme un groupe de simples terroristes, ceux qui dans le peuple souhaitaient un réel changement ne s'y sont pas trompés.

Tout reste à faire

Le passage de la lutte armée à la gestion administrative est une rude tâche. Saura-t-il en venir à bout ? Le programme du nouveau président semble modéré. Prise de participation dans les entreprises d'extraction, essentiellement aux mains des Anglais et des Sud-Africains; nationalisation qui ne porte que sur les terres laissées à l'abandon par la fuite de nombreux colons blancs, sans toucher aux autres exploitations agricoles qui représentent le 70 % de la production du pays, etc... On a pu voir son souci de modération dans le fait d'avoir remis à deux Blancs des portefeuilles ministériels : celui de l'industrie et de l'agriculture.

Pourra-t-il réaliser son programme ? Ou les vautours vont-ils l'en empêcher ? Notamment le grand voisin sud-africain, armé jusqu'aux dents, et qui n'a cessé d'être présent dans le pays jusqu'aux élections, et ceci contre toute légitimité ? L'amitié exigeante et attentive de tous ceux qui se réjouissent aujourd'hui de voir qu'un joug s'est brisé quelque part dans le monde ne sera pas de trop. ■

■ Philippines

Le bulletin précédent comprenait un petit dossier sur les Philippines en relation avec le projet de voyage de Jean Paul II. Mais dans ce dossier rien n'était dit des relations commerciales Suisse-Philippines. Voici un petit complément.

Nous remarquons que le pays était largement vendu au capital international. Quelle est donc la part des investissements suisses ? Comme chacun sait nos statistiques à ce sujet sont d'une extrême discrétion.

Commission Tiers-Monde de l'Eglise catholique à Genève

Case postale 99 - 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol - 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 - 21 551

A LIRE

**Le Nouvel Ordre Economique
International** - Un test pour
la Suisse. (Etudes et Rap-
ports No 26/27, 174 p.,
Fr. 14.-.)

Le sous-développement est la conséquence d'un système de dépendance, de déséquilibre économique, politique et social entre pays et nations. Pour changer cette situation, les pays en voie de développement proposent l'établissement d'un nouveau mode d'échange économique entre nations : c'est le Nouvel Ordre Economique International. Ce dernier concerne la Suisse non seulement pour des raisons économiques, mais encore en vertu d'un des principes fondamentaux de sa politique étrangère : la solidarité.

Nous nous contenterons de citer la revue *Bilanz* (janvier 1978) dans laquelle on lit qu'avec un total de 185 millions de \$, la Suisse est le troisième pays investisseur après les Etats-Unis et le Japon. Citons aussi des statistiques des Philippines qui, pour la période 1970-79, indiquent 33,62 millions de \$, la plaçant au sixième rang. Investissements qui vont se loger pour le 71,3 % dans l'industrie, 24, 2 % dans l'agriculture, 3,3 % dans le commerce (dans ce pays où l'immense majorité de la population est rurale). Troisième, sixième rang ou, selon une autre statistique récente, quatrième... peu importe, de toute façon en bonne position. Encore un pays où nous ne sommes pas "étrangers".

Dernière précision. Ce pays qui, on s'en souvient, vit depuis 1972 sous la loi martiale et compte depuis cette période plus de 50 000 morts, continuera à recevoir de l'armement helvétique. La position du Conseil Fédéral telle qu'elle apparaît dans le communiqué de l'ATS est la suivante : "Il n'y avait pas de raison de refuser de livrer du matériel de guerre aux Philippines. Les troubles qui règnent dans ce pays depuis l'époque de la domination espagnole n'ont en effet jamais atteint l'état de tension dangereuse qui constituerait une raison d'interdire l'exportation d'armes vers ce pays, au sens de la loi sur le matériel de guerre."

Sans commentaire ! ■

Changeements d'adresse :
case postale 99
1211 Genève 9

J. A. 1200 Genève 11

■ REDONNER SENS AUX MOTS

Au début de cette année, trois anciens SS ont passé en jugement à Cologne. Au cours de sa plaidoirie, l'avocat de Lischka a fait valoir que des termes tels que "anéantissement" et "extermination" utilisés par les supérieurs n'étaient pas interprétés comme synonymes de destruction physique.

Pourquoi rappeler ce fait ? Pour accabler des criminels de guerre ? Certainement pas.

Peut-être pour en tirer la leçon qui s'impose. Les mots s'usent, et très vite. Les plus beaux perdent leur éclat — comme le mot "solidarité" peut avoir triste mine ! — les plus méchants perdent leurs piquants. A tel point qu'on n'est plus très sûr, au fond, si l'extermination fait vraiment mourir...

Le mot "faim" n'est-il pas un de ces mots tellement employés qu'il en a perdu tout son venin ?

Sachons gré à la Déclaration de Berne par son affiche, à Croissance des Jeunes Nations et à Vivant Univers de redonner au mot "faim" toute sa gravité qui tient à un chiffre : il meurt de faim dans le monde, chaque jour, 40 000 enfants, soit 27 par minute.

Nous rappeler cela non pour faire de nous des culpabilisés — qu'est-ce que cela va changer ? — mais des actifs qui croient que le problème ne doit rien à la fatalité mais s'enracine dans la logique de mécanismes carnivores qu'il nous appartient de démonter.

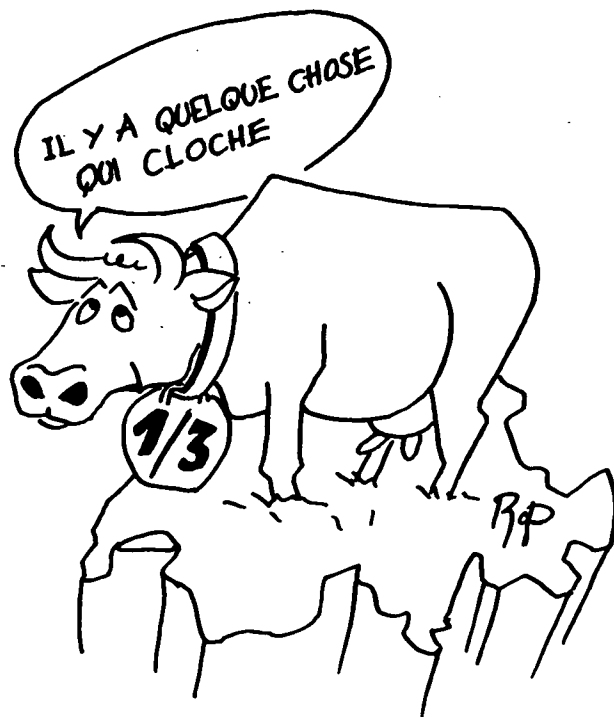
Les huit mythes de la faim. Déclaration de Berne.

Vivant Univers, janvier 1980, No 325.

Croissance des Jeunes Nations, mars 1980, No 215.

■ SOLIDARITE, ÇA ? Un peu de décence

Un Suisse mange 83,8 kg de viande par année (il y a trente ans, il en mangeait la moitié, à savoir 41 kg !). Mais on lui demande de faire encore un effort pour monter à l'assaut de ce "7 000" que constitue la montagne de viande. Et cela au nom de la solidarité. Il fallait le dire !



Solidarité avec qui ? avec les personnes à revenus modestes de notre pays pour qui l'alimentation constitue déjà un poste important de leur budget et la viande souvent un luxe ?

Solidarité avec le tiers monde ?

Un tiers de nos vaches paissent à l'étranger, déclarait en juin 1977 le Conseiller fédéral Brugger. Et combien de nos veaux, de nos porcs, de nos poules y prennent leur nourriture ? Orge, maïs, blé, avoine, seigle, mais aussi arachides, soya, noix de coco... de quoi couvrir une surface de 224.790 ha (en calculant un rendement identique à celui de notre pays, c'est donc un chiffre bien faible).

Or, il est évident que si le tiers monde nous offre son soya, c'est en renonçant à cultiver des produits nécessaires à son alimentation. Le cas du Brésil où cette culture a passé, en six ans, de 750 000 à 7 millions de tonnes et où le haricot, ce pain des pauvres, a atteint un prix pour eux exorbitant est, à ce propos, significatif.

Alors, qu'on nous invite à manger de la viande au nom de la solidarité, reconnaissons que c'est gros comme une montagne...

■ BRESIL : L'Eglise appuie la grève des métallurgistes

En grève depuis le 1er avril, les métallos de Sao Paulo ont été dispersés le 18 du même mois par les troupes de choc de la police militaire munies de véhicules blindés. De plus, douze personnes, parmi lesquelles presque tous les dirigeants importants des syndicats de Sao Bernardo et Santo André, dont Luis Inacio da Silva, dit "Lula", sont toujours emprisonnés au moment d'envoyer ce texte à l'impression.

Lorsqu'on sait que le gouvernement a reconnu avoir donné l'ordre d'arrestation, on peut estimer sans peine qu'on est devant un événement historique qui conduira le Brésil soit vers une plus grande libéralisation soit, plus vraisemblablement, vers la reprise de la répression. Une affaire dont nous aurons à reparler.

L'Eglise, pour sa part, en la personne notamment de l'archevêque de Sao Paulo, le Cardinal Arns, a rapidement et clairement réagi. Peu après, il célébrait, dans une cathédrale comble, une messe pour les métallos en grève. Il demanda solennellement la libération des syndicalistes arrêtés et la restitution du droit de réunion. *Aux patrons*, a-t-il déclaré, *nous rappelons que la patrie brésilienne est plus grande que leur entreprise. Retournez à la table des négociations, mais cette fois désarmés.*

■ TIERS MONDE et information

C'est un lieu commun de prétendre que la circulation de l'information dans le monde est presque entièrement dominée par les agences de presse occidentales : A.P. et UPI aux Etats-Unis, AFP en France et Reuter au Royaume-Uni. C'en est un autre d'affirmer que si c'est avec de tels prismes qu'on suit les événements mondiaux — pensons à la guerre du Vietnam, aux soulèvements du Shaba, aux conflits tchadiens ou à tout autre problème de relation économique Nord-Sud — on aura une vision quelque peu "orientée".

Le Nouvel Ordre économique auquel aspire le tiers monde nécessite de sa part de se donner les moyens de faire entendre son point de vue dans l'information mondiale. Il est donc réjouissant de constater qu'un pool s'est créé qui comptait déjà, lors de la deuxième réunion qui s'est tenue à fin novembre à Belgrade, 57 agences de presse.

Bien sûr, au regard des quatre grands, cela garde un côté artisanal et pourtant plein d'espoir. En attendant, tout en nous réjouissant d'être si bien informés, sachons garder un œil sainement critique en nous rappelant que c'est uniquement le côté où l'on se place qui nous permet de savoir si Guillaume Tell doit être classé parmi les terroristes ou les héros nationaux...

■ A GENEVE Les affaires (ne) sont (pas toujours) les affaires

Dans la "Tribune de Genève" du 8 avril, une information a retenu notre attention : le laboratoire genevois Phytolis a laissé échapper un contrat important avec l'Argentine. Le motif de cette rupture ? Le laboratoire a précisé dans la lettre de confirmation comment elle entendait soutenir, avec un pourcentage du bénéfice réalisé, un organisme qui travaille pour les Droits de l'homme en Argentine. Voici un passage de cette lettre :

...Nous devons toutefois vous signaler que tout le personnel de notre laboratoire a décidé que si nous concluons un contrat avec l'Argentine, une partie des recettes réalisées sera versée au Comité de soutien aux familles de disparus en Argentine à Genève, comité qui lutte contre la répression et pour le respect des Droits de l'homme dans votre pays. En effet, les responsables de notre laboratoire ont pris connaissance du rapport 1979 d'Amnesty International, et ce qui est relaté ne nous permet pas de rester indifférents, d'autant plus que l'un de nos compatriotes, Alexis Jaccard, est toujours porté disparu en Argentine dans des conditions inexplicables.

Un tel fait ne devait-il pas être relevé ?

Un homme affamé, ignorant
et miséreux est une insulte
à Dieu qui a créé l'homme
à sa propre image.

Julius Nyerere
Président de Tanzanie

■ Différences

Samedi 12 avril entre 16 et 17 heures, une personne de notre commission rentre à Genève par St. Gingolph. A la douane, un policier français, visiblement intrigué par les quelques autocollants que porte la voiture (autocollants dont il relève avec soin les libellés), saisit passeport et permis de conduire et ne reviendra qu'un quart d'heure après... "il a dû prendre des renseignements".

A quelques mètres de là, son collègue contrôle, lui, l'identité de quatre noirs qui proposent aux passants des statuettes et autres bibelots. A première vue, cela ne semblait pas aller tout seul.

Moralité : Dans nos pays, chacun est libre de circuler, mais surtout ceux qui ressemblent à tout le monde.

Mgr Romero

Un prophète assassiné

Pourquoi accorder tant de place à un événement qui a déjà été largement relaté ? Pourquoi, dans un continent où l'assassinat politique est monnaie courante, consacrer une pleine page à la mort d'un évêque ?

Y voir un quelconque culte de la hiérarchie serait mal nous comprendre. Notre but est autre. Depuis ses origines, l'Eglise a jugé important de faire mémoire de ses martyrs. Pourquoi ne pas nous inspirer de cette pratique pour raviver notre courage en nous approchant d'une telle flamme ?

Mais il y a plus. A n'en pas douter, le Père Romero a été le porte-parole du peuple. Cette parole a été étranglée. Qui va se dresser pour la reprendre ?

Le sang des martyrs est une semence, a-t-on coutume de dire... Encore faut-il que des hommes et des femmes s'en fassent les témoins. Comme il a fallu que Pierre, Paul, et tant d'autres après eux, se fassent les témoins de la mort-résurrection de ce Galiléen nommé Jésus pour que ce qui s'est passé le 7 avril de l'an 30 déploie toute sa fécondité.

Une phrase extraite de la déclaration des évêques présents à ses obsèques exprime bien le souci qui a présidé à la rédaction de ce dossier : *Nous voulons terminer sa messe inachevée.*

● El Salvador, un pays confisqué

Le plus petit pays du continent américain mais avec une densité de population telle qu'il ne compte pas moins de 4,5 millions d'habitants, El Salvador est aussi la plus ancienne république militaire de la planète.

En 1931, ne pouvant plus contenir l'agitation sociale qui secouait le pays, l'oligarchie locale a fait appel aux militaires qui vont se livrer à une systématique "chasse aux communistes" qui provoquera la mort de 20 à 30 000 personnes.

La cause de cette agitation, hier comme aujourd'hui, tient en un chiffre : 2 % des habitants accaparent plus de 60 % des terres. Cette inégalité, jointe à une draconienne politique d'exportation des ressources, entraîne une pauvreté telle qu'on estime à 73 % la proportion des enfants de moins de 5 ans atteints de malnutrition. Même si le chiffre a un côté schématique, il n'est pas possible de contester que le pays est sous la coupe des "quatorze familles".

● Les moyens d'une politique

Une demi-douzaine de polices, indépendantes des forces armées et qui portent le nom de "corps de sécurité" contrôlent le pays. Parmi elles, il convient de citer l'"Orden", théoriquement dissoute, fondée il y a une douzaine d'années par le régime militaire pour contrôler les campagnes qui, selon un



chiffre de l'opposition repris par J.-P. Clerc dans "Le Monde", comptait 80 000 membres en octobre 1979.

Le résultat de cette répression défie l'entendement et suit une courbe dramatiquement ascendante. Qu'on les appelle "opération de pacification", "d'assainissement" ou "affrontement armé", il s'agit le plus souvent d'abattage déguisé : il n'y a pratiquement pas de pertes dans les rangs de la police ou de l'armée. Et l'on compte dix sympathisants de gauche ou d'extrême-gauche tués pour un de droite ou d'extrême-droite.

Fait significatif : jusqu'à ces dernières semaines, les corps de sécurité ne disposaient pas de gaz lacrymogènes. C'est en tirant à balles sur les manifestants qu'ils "rétablissent l'ordre".

C'est ainsi, qu'en 1978, on a compté 147 personnes assassinées pour motif politique par les forces de sécurité; en 1979, 749 et que, pour les trois premiers mois de cette année, 900 personnes ont perdu la vie, dont 156 du 1er au 10 mars.

● Face à l'oppression, une opposition s'organise

L'opposition a d'abord tenté d'agir par la voie électorale. Puis, devant la fraude à grande échelle qui permettait systématiquement aux militaires de conserver leur pouvoir, elle a décidé de rompre avec la stratégie électorale et d'entreprendre la "guerre populaire prolongée". C'était en 1975.

Au mois d'août de cette même année est né le Bloc Populaire Révolutionnaire (BPR), considéré comme l'organisation de masse la plus puissante et qui regroupe douze associations.

En octobre 1977 apparaissent publiquement les "Ligues Populaires du 28 février" (LP28), qui réunissent sept associations et qui ont acquis, ces derniers temps, un prestige grandissant, notamment dans leur travail d'organisation des paysans de l'est du pays.

Plus ancien, le "Front uni d'action populaire unitaire" (FAPU), qui date de 1974, englobant,

à l'époque, notamment des partis politiques de l'Union nationale d'opposition (UDN); le FAPU ne compte plus que cinq associations dans ses rangs.

Enfin, les derniers mois de 1979, est né le "Mouvement populaire de libération" (MPL).

Le BPR, les LP28, le FAPU lié à l'UDN sont rassemblés dans la coordination révolutionnaire de masse.

Parmi les organisations politico-militaires, les Forces populaires de libération qui regroupent trois organisations, la Résistance nationale et l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP).

Cette énumération voudrait nous montrer à la fois la force et les limites de l'opposition au Salvador; en nous rappelant toutefois que la situation se modifie très rapidement. Ainsi cette nouvelle annonçant que, le 19 avril, un front démocratique regroupait dorénavant la gauche modérée et l'extrême-gauche.

■ **Fragment d'une interview accordée par Mgr Romero le 7 mars à Prensa Latina**

Monseigneur, quelle est votre opinion sur le BPR, les LP28, le FAPU, l'UDN et les autres organisations de masse qui, il faut le dire, expriment un grand respect pour vous et tiennent en haute considération votre travail à la tête de l'Eglise ?

Je suis enchanté que toutes ces organisations qui cherchent avec sincérité la transformation de la société, qui cherchent un ordre plus juste soient prêtes à reconnaître la sincérité avec laquelle j'essaie de servir mon diocèse. ... C'est précisément quand la répression a été la plus forte contre ces organisations que je les ai défendues et continue à les défendre. ... Dans ma troisième lettre pastorale, j'ai défendu le droit à l'organisation et, au nom de l'esprit, je me suis engagé à soutenir tout ce qui est juste dans leurs demandes et à dénoncer toute atteinte visant à les détruire.

Actuellement, étant donnée la situation dans le pays, je crois plus que jamais à l'importance des organisations populaires. Je crois à leur réelle nécessité pour que le peuple salvadorien s'organise, parce que je crois qu'elles détiennent une force mobilisatrice qui leur permettra de faire avancer la situation, d'exercer une pression, de réaliser une société véritablement juste, sociale et libre. ... L'organisation est nécessaire pour lutter vraiment dans l'ordre. ... Mais j'ai également été sincère avec les organisations populaires, et c'est le service que l'Eglise peut offrir que de parler et d'indiquer les possibles erreurs ou les injustices.

● **Dans la terreur, un témoin de plus en plus engagé**

Agé de 64 ans lorsqu'il a été nommé archevêque de San Salvador, Mgr Romero, du même nom que le Président d'alors, avait rassuré les tenants du

■ L'émission "Temps présent" qui a évoqué d'une manière saisissante les problèmes posés par ce dossier a été enregistrée sur notre demande par le Service audio-visuel. Les personnes qui souhaitent la voir ou la revoir peuvent s'adresser à notre secrétariat.

pouvoir. Pourtant un étonnement a dû en saisir plus d'un lorsqu'ils le virent refuser le palais épiscopal qui lui était offert comme résidence. Mais l'événement décisif devait être, un mois après son accession au siège épiscopal, l'assassinat d'un prêtre avec lequel il collaborait étroitement, le Père Grande. A compter de ce jour, plus rien ne pourra l'arrêter dans son rôle de témoin de la Bonne nouvelle aux pauvres. Les 115 évêques à Puebla ne s'y sont pas trompés qui lui ont écrit: *Tu as fait tiens, et de plus en plus, les problèmes, les combats des paysans et des travailleurs avec lesquels une minorité, cramponnée à la richesse et au pouvoir, ne veut pas partager.*

Pour ne prendre qu'un exemple, nous citerons quelques phrases de son homélie du 23 mars qui ont peut-être précipité la fin de sa vie : l'appel à la désobéissance adressé aux militaires : *... Si ce qu'on cherche c'est à décapiter le peuple organisé et à empêcher l'évolution que veut le peuple, on ne peut pas mieux faire. ... Je voudrais lancer tout spécialement un appel aux membres de l'armée, et concrètement aux hommes de troupe de la Garde nationale, de la police et des casernes. Frères, vous êtes du même peuple que nous, vous tuez vos frères paysans. Devant l'ordre de tuer donné par un homme, c'est la loi de Dieu qui doit prévaloir, la loi qui dit : Tu ne tueras point. Un soldat n'est pas obligé d'obéir à un ordre qui va contre la loi de Dieu. Une loi immorale, personne ne doit la respecter. Il est temps de revenir à votre conscience et d'obéir à votre conscience plutôt qu'à l'ordre du péché.*

● **Ce lundi 24 mars**

Dans la chapelle de l'hôpital, la célébration de l'eucharistie prévue pour 17 h. commence en fait à 18 h. Vers 18 h. 30, Mgr Romero termine sa brève homélie prononcée depuis l'autel : *Que ce corps immolé et ce sang sacrifié par les hommes nous soutiennent nous aussi pour offrir, comme le Christ, notre corps et notre sang à la souffrance, à la douleur, non pour elles-mêmes, mais comme symbole de justice et de paix pour notre peuple. Unissons-nous donc dans la foi et l'espérance à cette prière pour doña Sara et pour nous-mêmes.* Puis sur la bande magnétique, quelques secondes de silence... Il s'appête à saisir le pain et le vin. C'est à ce moment précis qu'il est atteint par une balle explosive de calibre 25 qui provoquera une hémorragie interne. A son arrivée à l'hôpital, Mgr Romero était mort.



La foule, grave, pendant le début de la célébration.

● De sanglantes obsèques

La consternation, la colère, la peur de l'explosion de violence... il est difficile de dire quels sont les sentiments qui ont dominé l'atmosphère dans ce pays frappé par le deuil. A l'étranger également, l'émotion a été intense.

Après plusieurs jours d'un défilé continué auprès du cercueil vint, le 30 mars, le jour des obsèques.

Au milieu d'une foule évaluée à 80 000 personnes, un cortège formé d'un grand nombre d'évêques, de prêtres et de représentants d'autres confessions, se rend vers l'autel dressé sur le parvis d'une cathédrale pas terminée, qui porte déjà les signes de l'agitation qui secoue le pays. Dix minutes plus tard, vers midi, durant l'intervention du représentant du pape, le Cardinal Ahumada, deux explosions éclatent dans un coin de la place. On dénombre 40 morts et 400 blessés. Par balles ou par étouffement, explicable dans une foule si dense.

Le gouvernement diffuse immédiatement sa version de l'événement, faisant reposer cette action criminelle sur l'opposition. Et, osons l'avouer, jointe à quelques photos "bien choisies" montrant des civils armés et des voitures incendiées, nous étions près d'accorder crédit à cette nouvelle. Ceci d'autant plus que certains évêques salvadoriens ont appuyé la thèse du gouvernement (eux qui, d'ailleurs, ne sont pas venus aux obsèques de leur frère dans l'épiscopat).

Il a fallu que nous ayons connaissance de la déclaration des neuf évêques et quinze personnalités présents à ces obsèques pour découvrir une toute autre version des faits. Cette déclaration — trop longue pour être reproduite ici — fait état à la fois de l'ordre des groupes d'opposition et également de la provenance de l'engin explosif. Il est parti, en effet, non de la foule mais du Palais national. Cette déclaration conclut : *Nous avons été témoins de la douleur et de l'angoisse du peuple salvadorien, mais*

Télégramme envoyé à l'archevêque de San Salvador

26 mars

Bouleversés par disparition Mgr Romero, témoin de l'Évangile aux pauvres, exprimons aux chrétiens salvadoriens profonde sympathie, et détermination à suivre ses pas en dénonçant et combattant l'injustice.

Commission Tiers-Monde
de l'Église catholique
à Genève

aussi de son courage et de sa maturité. Et en cette occasion, nous sommes témoins de la grave déformation des faits et de leur fausse interprétation par le gouvernement d'El Salvador.

Document accablant pour la junte. Accablant aussi pour les États-Unis qui s'en sont fait les porte-paroles empressés. On peut difficilement s'empêcher de penser à une provocation de la part des forces de répression. L'occasion de voir rassemblée devant elle une telle quantité d'opposants réels ou supposés n'était-elle pas unique ? Rappelons-nous le massacre des 30 000 communistes il y a 50 ans.

● Un appel aux États-Unis toujours actuel

Sait-on que le 17 février de cette année, Mgr Romero avait envoyé une lettre au Président Carter ? Après avoir fait part de ses craintes et des atrocités commises par la junte, il écrit avec on ne peut plus de clarté : ... *Si vous voulez vraiment défendre les droits de l'homme, je vous le demande :*

- *Interdisez cette aide militaire au gouvernement salvadorien.*
- *Garantisiez-nous que votre gouvernement n'interviendra ni directement ni indirectement par des pressions d'ordre militaire, économique, diplomatique et ... pour influencer sur la destinée du peuple salvadorien.*



Le même endroit, avec l'autel au premier plan, après l'explosion.

■ Célébration à Genève

Relater une célébration que nous avons organisée est chose malaisée. Pourtant nous ne voulons pas passer sous silence cette heure vécue dans l'église du Sacré-Cœur le 1er avril qui, à en croire les échos qui sont parvenus à notre commission, a été pour beaucoup source de sens et d'espérance. Un de ces moments où, comme les disciples sur la route d'Emmaüs, notre tristesse peut se partager, s'éclairer d'une Parole, se nourrir d'une Présence. Ceci avant de retourner, chacun, à son lieu de témoignage.

Osons le dire, on avait besoin de ce moment, comme était nécessaire que se fasse entendre cette silencieuse protestation devant la mort d'un témoin des pauvres. C'est pourquoi on a envie de remercier ceux qui nous ont permis de le vivre. L'évêque du diocèse qui a présidé cette célébration avec le vicaire épiscopal, ainsi que la vingtaine de prêtres qui ont concélébré; Monsieur Emilio Castro, responsable du département Mission et Evangélisation du Conseil Oecuménique des Eglises et Monsieur Alain Perrot, pasteur de l'Eglise nationale protestante. Et, au même titre, tous ces hommes et ces femmes, venant souvent d'horizons très divers, avec qui il nous a été donné de vivre un moment d'intense communion.

Ce n'est un secret pour personne que la junte, comme les gouvernements qui l'ont précédée, est soutenue par l'aide militaire des Etats-Unis. Pour ne citer que deux chiffres, avant 1975, cette aide s'élevait à 14 millions de dollars et tout récemment, une semaine après les obsèques de Mgr Romero, un crédit de 5,7 millions de dollars était approuvé par Washington. Et ceci pour un pays plus petit que le nôtre en étendue et en nombre d'habitants.

● Et demain ?

Nous nous garderons bien, au terme de cette page, de conjecturer sur l'avenir d'El Salvador. Nous nous garderons plus encore de dire aux Salvadoriens ce qu'ils devraient faire.

Mais alors sommes-nous condamnés à attendre les bras croisés que tombent, à la vitesse que l'on sait, les nouvelles nous annonçant la mort d'autres femmes, d'autres hommes, d'autres frères chrétiens ? N'est-ce pas minimiser le rôle de l'opinion publique ?

Imaginons un instant que tous les chrétiens, touchés par la mort de Mgr Romero — combien sont-ils ? cent mille ? un million ? dix millions ?... — écrivent à leur tour au président des Etats-Unis, aux parlementaires de ce pays, aux ambassadeurs... demandant à leur tour, avec insistance, que cesse

l'aide militaire et que soit garanti le respect de l'indépendance de ce pays contre toute pression. Que se passerait-il ?

Nous ne le dirons jamais assez : s'il y a des gouttes d'eau dans la mer, il y en a d'autres qui font déborder les vases. Pour ne prendre qu'un exemple, qui pourra nous prouver que l'attitude des Etats-Unis à l'égard du Nicaragua cette dernière année ne doit rien à la pression de l'opinion publique internationale ?

► C'est pourquoi nous invitons vivement nos ◀
► lecteurs à écrire et à susciter des lettres auprès de ◀
► l'ambassade des Etats-Unis (Ambassade des Etats- ◀
Unis — Jubiläumstrasse 93 — 3000 Berne). Si l'évo-
lution de l'actualité nous paraît devoir nécessiter une
autre forme d'action, nous ne manquerons pas de
vous le signaler.

Faire mémoire d'un tel martyr en vérité doit nous conduire non seulement à nous dynamiser à son exemple. Cela doit aller jusqu'à tenter de reprendre de ses mains le flambeau qu'il tenait avant que la balle meurtrière n'étende son corps au pied de l'autel.

■ POEME de Mgr Pedro Casaldaliga tiré du recueil *FLEUVE LIBRE, O MON PEUPLE* et qui a été lu au cours de la célébration

Je mourrai debout, comme les arbres.

Ils me tuèront debout.

Et, témoin superbe, le soleil apposera son sceau
sur mon corps deux fois consacré.

Et les fleuves et la mer
se feront un passage
de tous mes désirs,
tandis que, jubilante, la forêt agitera ses frondaisons.

Je dirai à mes paroles :

— Vous proférant je ne mentais pas.

Dieu dira à mes amis :

— J'atteste qu'il vécut avec vous dans l'attente de
ce jour.

D'un coup, avec la mort,
ma vie sera faite vérité.

Enfin j'aurai aimé !

Sources : Dial, Dossier fourni par le COE.

Photos : Niro Presse, Charles Harper.

Les soussignés, électeurs et électrices dans le canton de Genève,

- Conscients** de leurs responsabilités de citoyens dans un monde toujours plus menacé par des tensions accrues, conséquences d'injustices et de déséquilibres croissants;
 - Soucieux** de contribuer activement et sans relâche à établir les conditions fondamentales nécessaires à l'épanouissement de l'individu et de l'humanité de demain — nos enfants ! —, qui sont celles de la paix et de la liberté;
 - Désireux** en conséquence de chercher dès aujourd'hui à diminuer les risques de tensions et de violences au niveau des relations entre les peuples comme à l'intérieur de notre propre pays,
- demandent que la constitution de la République et canton de Genève, du 24 mai 1847, soit modifiée comme suit :

TITRE XIII A

(Nouveau, comprenant les art. 174 A à 174 H)

AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

Art. 174 A

- Principe*
- 1 Il est institué un Fonds cantonal pour la coopération internationale au développement dont les ressources servent à la réalisation de projets concrets bien déterminés.
 - 2 Ce fonds est doté chaque année d'un montant égal à 0,7% (taux normal) du revenu national du canton. Est déductible de ce taux la part dévolue à la coopération au développement par le budget de la Confédération, exprimée en pourcentage du produit national brut helvétique.
 - 3 Ce montant est porté au budget cantonal après qu'en a été retranché le montant affecté annuellement par les communes genevoises à des fins de coopération au développement.

Art. 174 B

- Choix des projets*
- 1 La priorité est accordée à des projets de coopération technique soutenant les efforts des pays en voie de développement, régions et groupes de population les plus défavorisés.
 - 2 Les projets, conformes aux buts définis en la matière par la législation fédérale, sont choisis par le Conseil d'Etat qui peut collaborer avec le Conseil fédéral et les milieux intéressés au développement. Ils peuvent également être élaborés et réalisés avec leur concours.

Art. 174 C

- Taux réduit et aide interne*
- Le Grand Conseil peut ramener jusqu'à 0,6% (taux réduit) du revenu national du canton le taux de l'aide aux pays en voie de développement :
- a) lorsque le taux de chômage genevois ou suisse dépasse 0,5% de la population active; le montant correspondant à la différence entre le taux normal et le taux réduit peut alors être affecté à l'aide de reconversion des hommes, de restructuration des secteurs d'activité en difficulté ou de réorientation économique des régions touchées par le sous-emploi;
 - b) lorsqu'une région suisse est particulièrement touchée par le sous-emploi ou défavorisée économiquement; le montant correspondant à la différence entre le taux normal et le taux réduit doit alors être affecté à l'aide à cette région.

Art. 174 D

- Aide humanitaire*
- 1 Pour autant que les possibilités d'engagement dans des projets conformes aux critères de choix énoncés à l'article 174 B soient épuisées, la part des ressources du fonds dépassant le montant de sa dotation annuelle peut servir à des fins d'aide humanitaire.
 - 2 L'aide humanitaire est notamment destinée aux populations, en Suisse ou à l'étranger, victimes d'une catastrophe naturelle ou d'un conflit armé.

Art. 174 E

- Compétences*
- 1 Le Grand Conseil décide les dépenses en la forme de la loi.
 - 2 Le Conseil d'Etat n'est pas tenu de soumettre à l'approbation du Grand Conseil les projets engageant des dépenses inférieures à 250 000 francs.

Art. 174 F

- Rapport annuel*
- Le Conseil d'Etat veille à l'affectation efficace des moyens alloués. Il en rend compte au Grand Conseil dans un rapport annuel.

Art. 174 G

- Situation de gravité exceptionnelle*
- 1 En cas de crise politique ou économique particulièrement grave, le Grand Conseil peut revoir librement l'application du présent titre.
 - 2 Cette décision, valable une année et renouvelable, est prise en la forme de la loi, qui ne peut être unie de la clause d'urgence.

Art. 174 H

- Dispositions législatives d'exécution*
- La loi règle tout ce qui concerne l'application du présent titre.

Disposition transitoire

Les taux d'aide au développement, tels qu'ils sont définis aux articles 174 A et 174 C, sont atteints progressivement en dix ans au plus à compter de l'année civile qui suivra l'acceptation du présent titre par le peuple.

INITIATIVE

0,7

POUR
LA
CREATION
D'UN FONDS
CANTONAL
D'AIDE
AU
DEVELOPPEMENT

ATTENTION !
PRIERE DE NE PAS
DECOUPER

Prière d'écrire
LISIBLEMENT

NOM	Prénom usuel	année de naissance	Canton d'origine	Commune électorale	Domicile	Signature
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						

La signature doit être apposée personnellement par le signataire.

Nota bene: En matière cantonale, les électeurs et électrices de communes différentes peuvent signer sur la même feuille.

Celui qui appose une autre signature que la sienne ou plus d'une signature, est passible d'une amende administrative pouvant s'élever à 100 F. Les signatures obtenues par un procédé réprimé par la loi doivent être annulées.

(Loi sur les votations et élections du 23 juin 1961, art. 121, al. 1, lettre b.)

Le Contrôle de l'habitant (Rôle des électeurs) certifie la validité de signatures.

Genève, le

Le contrôleur :

■ INITIATIVE 0,7 C'est parti

Nos lecteurs savent certainement qu'une nouvelle initiative vient d'être lancée à Genève. Son objet : obtenir que notre canton atteigne, dans son aide au tiers monde, le 0,7 % qui, depuis longue date, avait été promis par les pays occidentaux et qui, pour le moment, est loin d'être réalisé en Suisse puisqu'on en est à 0,2 %.

● De quoi rester modestes

Même si dans dix ans, la somme versée arrivera à 50 millions environ, ceux qui sont tant soit peu au courant de nos relations avec le tiers monde savent que cette somme ne nous fait pas encore passer dans le camp des donateurs. Il faut savoir, en effet, que ce que nous appelons "aide" devrait porter le nom de "restitution" tant reste grand le déséquilibre de nos échanges avec cette partie du globe. Le récent rapport du BIT est révélateur à ce sujet. Si cette initiative devait ancrer l'idée, déjà trop répandue, d'une Suisse qui "en fait déjà beaucoup", ce serait un dangereux résultat.

Pour le porte-monnaie du contribuable, à quoi cela correspondra-t-il ? A ce que celui qui paie Fr. 10 000.- d'impôts en verse Fr. 10 012.- la première année, Fr. 10 024.- la deuxième année, ... ainsi jusqu'à Fr. 10 120.- la dixième année.

● Une invitation à l'action

Dans un domaine où bien souvent on se demande "qu'est-ce que l'on peut faire ?", beaucoup, parmi nos lecteurs, se réjouiront de trouver là enfin un moyen, limité certes, de concrétiser leur préoccupation; et surtout une occasion d'entrer en discussion avec leur entourage sur ces problèmes qui leur tiennent à cœur. Ce n'est pas là le moindre mérite de cette initiative.

● Les chrétiens au rendez-vous ?

Nous savons, par expérience, que toute action proposée aux communautés chrétiennes s'attire souvent le qualificatif de "politique". En sera-t-il de même pour cette initiative ? A voir le large éventail des groupes et des personnalités qui l'appuient,



le risque est vraiment minime; à moins d'appeler "politique" tout ce qui n'est pas strictement individuel.

- ▶ Nous espérons, quant à nous, que nombreux seront les communautés ou groupes de chrétiens à organiser des récoltes de signatures. Faut-il le rappeler, la COTMEC est toujours à disposition pour animer une réflexion sur ce sujet.

● Irréaliste, cette initiative ?

Nous répondrons avec le regretté Pierre Bungener, ancien Directeur de l'Institut universitaire d'études du développement : *Pourquoi le réalisme serait-il toujours du côté de ceux qui dénoncent les obstacles et s'en effraient, plutôt que du côté de ceux qui signalent les urgences et les responsabilités ?*

● Et pour nos lecteurs hors du canton ?

Un certain nombre d'abonnés à notre bulletin habitent hors de notre canton (en Suisse ou à l'étranger). Fallait-il leur faire parvenir cette feuille qu'ils ne pourront pas signer ? Nous avons tranché par l'affirmative, pensant qu'une telle initiative peut faire tache d'huile et stimuler la recherche de solutions sinon identiques dans la forme du moins dans le fond.



Les feuilles remplies, ou la demande de nouvelles feuilles, doivent être adressées à notre secrétariat qui se chargera de faire suivre.



Soutiennent l'initiative 0,7 dès son lancement les organisations et groupements suivants :

Association Les Amis d'Haïti – Association suisse boulangerie coopérative camerounaise (ASBOCA) – Association Suisse-Cameroun – Centre de coopération technique et de recherche pour l'éducation des travailleurs dans les pays en voie de développement (CECOTRET) – Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique (COTMEC) – Commission Tiers Monde du Consistoire de l'Eglise nationale protestante de Genève (CTMC) – Déclaration de Berne - comité genevois – Enfants du Monde – Fédération genevoise de coopération – Frères de nos Frères – Groupe de recherche audio-visuel sur le développement (GRAD) – HELVETAS – Institut de la Vie – Institut panafricain pour le développement – Ligue Suisse des Droits de l'Homme (section de Genève) – Mouvement populaire des Familles, fédération genevoise (MPF) – Mouvement pour la Coopération internationale – Service Tiers Monde de CARITAS-Genève – Société des Amis (QUAKERS) – Terre des Hommes-Genève – Unions Chrétiennes de Genève.

■ **ALGERIE**
Une manifestation pas comme les autres

Ce n'est pas un motif politique, ni une amélioration des conditions de vie qui a motivé la récente manifestation des étudiants de Kabylie, région qui s'étend à l'est d'Alger. La revendication est tout entière culturelle. Depuis que l'arabe classique a été imposé dans les écoles, les Kabyles de culture et de langue berbères s'estiment lésés. Rappelons que la civilisation berbère est installée dans le pays bien avant l'arrivée des Arabes en 647.

"Unité oui – unicité non", "Respect pour notre culture". Tels sont les slogans que comportaient les banderoles. Et cette manifestation a été appuyée par toute la population dans une grève générale parfaitement suivie. A l'université de Tizi Ouzou, des travailleurs sont venus exprimer aux étudiants leur solidarité.

Les forces de l'ordre ont, dans l'ensemble, bien réagi. Souhaitons que le gouvernement sache accueillir cette interpellation et lui donner l'écho souhaité en se rappelant que "l'homme ne vit pas seulement de pain".

■ **CORRESPONDANCE**

Nos lecteurs se souviennent que le numéro de février comportait un petit dossier sur les Philippines, en relation avec l'ajournement de la visite du Pape. Nous l'avons envoyé à trois évêques de ce pays avec la lettre ci-dessous, ayant constaté que nos frères chrétiens en situation difficile sont souvent très sensibles à un témoignage de solidarité.

Père,

Très loin de vous géographiquement et culturellement, mais proches par notre foi commune, nous suivons avec beaucoup d'attention le combat difficile que l'Eglise qui est aux Philippines mène pour que "la bonne nouvelle annoncée aux pauvres" ne soit pas seulement des paroles mais une réalité concrète.

Votre engagement, coûteux certainement, aux côtés des plus démunis est un enrichissement pour nous et un exemple qui nous stimule à dénoncer les injustices qui ont leurs racines dans notre propre pays.

En vous faisant parvenir ce petit bulletin qui retrace sommairement quelques-unes des étapes de votre lutte, nous voudrions vous remercier de l'appel que votre courage nous adresse.

Nous voudrions aussi vous apporter l'appui de frères dans la foi qui, de l'autre côté du monde, pensent que le Christ est le libérateur de tout homme et de tout l'homme.

Recevez, Père, l'assurance de nos respectueuses salutations.

**Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève**

Case postale 99 - 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol - 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 - 21 551



UNE BONNE NOUVELLE

Les Magasins du Monde, qui mettent à notre disposition des produits du tiers monde d'une façon qui permette de rémunérer le producteur, ont augmenté les heures d'ouverture de leur magasin (7, bd Carl Vogt).

Le magasin est ouvert dorénavant tous les jours de 8 h. 30 à 12 h. et de 16 h. à 19 h., sauf le samedi où le magasin est fermé l'après-midi.



Changements d'adresse
case postale 99
1211 Genève 9

J. A. 1200 Genève 11

Voici la réponse que nous avons reçue du Cardinal Sin :

Cher Monsieur Fol,

Je vous remercie très sincèrement pour votre lettre si gentille et encourageante du 3 mars. Je vous remercie également pour la copie du COTMEC Informations de février 1980, relative à la situation des Philippines à la lumière de la visite prévue par Sa Sainteté le Pape Jean Paul II.

Si j'ai fait entendre ma voix pour dénoncer les injustices apportées par la loi martiale, ce n'est pas parce que je suis courageux ou héroïque. Mais simplement parce que des membres de mon diocèse ont demandé mon aide, n'ayant personne d'autre vers qui se tourner. Et c'est le devoir de tout berger de prendre soin de son troupeau. J'espère et prie que je serai toujours capable de le faire.

En vous remerciant encore de votre gentille lettre.

Dévoué dans le Christ
† Jaime L. Card. Sin
Archevêque de Manille

TEMOINS DE L'ESPRIT
 DE VERITE

La Pentecôte : Plus qu'un anniversaire, une fête qui chaque année rappelle aux chrétiens un événement parfaitement actuel : une force les habite dont ils ont à être les témoins : l'Esprit de Vérité.

En témoigner, mais comment ? En disant la vérité, bien évidemment... Est-ce si simple ?

L'histoire n'est-elle pas en effet pleine de déclarations parfaitement exactes, qui ont dans les faits légitimé des massacres ?... l'histoire de l'Eglise pleine d'écrits admirables qui ont laissé les pauvres aussi pauvres face à des oppresseurs aussi arrogants ?

"A quel prix une parole va-t-elle donc être vraie ?" se demande le théologien allemand Bonhöffer dans un texte rédigé pendant l'été 1943, quelques mois après son arrestation par la Gestapo. Et l'un des premiers critères qu'il avance : "En prenant conscience du lieu où je me trouve".

HOPITAL EN COTE D'IVOIRE
La Suisse va-t-elle "garantir"
un projet aberrant ?

D'après une information de la Déclaration de Berne, un hôpital de plus de 1 000 lits est en projet à Yamassoukro en Côte d'Ivoire. Il est budgété à 400 millions (l'équivalent de l'aide publique suisse au développement en 1979) et son coût annuel de fonctionnement atteindra 150 millions, soit l'équivalent du budget de la Santé ivoirienne en 1979. Cet établissement permettra une médecine sophistiquée pour les riches dans ce pays où un enfant sur quatre meurt avant l'âge de 4 ans et où l'espérance de vie n'atteint pas 46 ans. Même la prudente Banque Mondiale juge ce projet peu souhaitable.

En quoi cette affaire nous concerne-t-elle ? D'une part ses constructeurs sont tous suisses, d'autre part les banques de notre pays ne sont prêtes à accorder les fonds nécessaires que si la garantie contre les risques à l'exportation est octroyée. Or cette garantie est accordée par le Conseil fédéral.

Va-t-on construire un "hôpital de prestige" accaparant les ressources qui devraient permettre d'élever le niveau de la santé de toute la population et cela, si les opérations tournent mal, en demandant aux contribuables helvétiques de payer la facture ?

C'est la question que nous posons à nos autorités.

C'est qu'il y a des lieux où, quelle que soit la rectitude des mots prononcés, aucun témoignage n'est rendu à la vérité. Ou tellement affaibli !

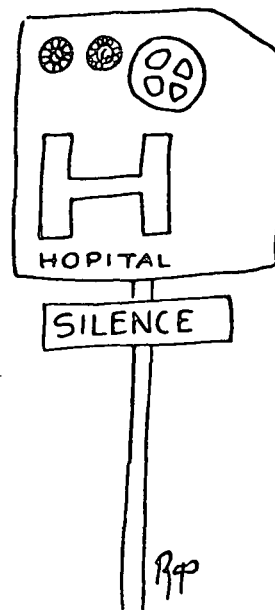
Imaginons. Que se serait-il passé si Jésus de Nazareth était resté dans le temple pour livrer son message ? A coup sûr, il n'aurait pas connu la fin tragique et prématurée qui a été la sienne. Mais du même coup, la Bonne Nouvelle-Evangile aurait-elle été autre chose qu'un commentaire biblique de plus, même génial ?

Témoin de la vérité, il l'a été peut-être moins par l'originalité de ses paroles que par la liberté de ses gestes, par ses incessants "déplacements" auprès de toutes les victimes de toutes les exclusions, morales, politiques, religieuses, physiques, économiques...

Aux chrétiens de s'en souvenir. Une fidélité qui consisterait à savoir son Credo par cœur, à redire, même scrupuleusement, les paroles du Maître, ne suffit pas.

S'ils veulent être des témoins de l'Esprit de Vérité, ils devront passer autant de temps à chercher "Où ils doivent se trouver" qu'à se préoccuper de ce qu'ils doivent "dire". Au risque peut-être de devoir se distancer d'une place considérée. "La véritable existence chrétienne...", dit Moltmann, ne prouvera son identité avec le Crucifié qu'en témoignant de sa non-identité avec les prétentions et les intérêts de la société."

Quête jamais achevée que cette fidélité à l'Esprit qui souffle où il veut; exigeante et pourtant pas décourageante, car cette vérité recherchée est précisément celle qui les "rendra libres".



■ INITIATIVE 0,7 Où en est-on ?

Un téléphone au secrétariat nous a appris que 2 000 signatures étaient rentrées au 15 de ce mois. Compte tenu du délai très court (les signatures doivent être rendues au mois d'août, mais le gros de l'été n'est pas la période la plus favorable pour ce genre de récolte !), ce résultat ne doit pas nous démobiliser, bien au contraire.

▶ Au secrétariat de la COTMEC, des feuilles commencent aussi à rentrer... sur la pointe des pieds. De plus, des groupes paroissiaux ont suscité des débats sur ce thème. De tout cela il faut se réjouir; mais il importe également d'intensifier les efforts avant la démobilisation de l'été.

Ci-dessous la déclaration des Commissions Tiers-Monde des Eglises chrétiennes de Genève.

**UN PAS, A NOTRE PORTEE, VERS
UNE PLUS GRANDE SOLIDARITE
AVEC LE TIERS-MONDE**

Au début du mois d'avril, une initiative a été lancée à Genève. Son but : augmenter l'aide que notre canton accorde au développement jusqu'à atteindre, y compris ce qui est déjà versé par la Confédération, le 0,7 % de son revenu. Il faut savoir que ce chiffre de 0,7 % du produit national brut était le montant promis par les pays occidentaux aux pays non-industrialisés et qui n'a été jusque là que très partiellement accordé.

Si les groupes tiers-monde des Eglises se permettent d'attirer l'attention du chrétien sur cette initiative, c'est parce qu'ils pensent y trouver une possibilité de concrétiser l'appel à la justice contenu dans l'Evangile.

Aujourd'hui, une part importante de l'humanité vit dans une situation à ce point sous-humaine qu'elle insulte la volonté de Dieu qui l'a voulue à son image.

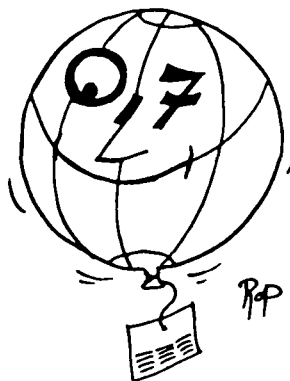
Tous les moyens qui se présentent à nous pour tenter de remédier à cette situation doivent donc être considérés avec sympathie et urgence, car le temps presse.

Cette initiative est un de ces moyens, certes limité, mais réel. Moyen également de poser avec un public élargi le problème de la relation inégale entre pays industrialisés et pays du Tiers-Monde.

Les chrétiens qui composent les commissions Tiers-Monde invitent donc avec insistance leurs frères à signer et faire signer cette initiative.

Le plus grand voyage commence par un premier pas. Le pas, à notre portée, qui nous est proposé aujourd'hui, ne manquons pas de le faire.

Commission Tiers-Monde de l'Eglise
Nationale protestante de Genève
Commission Tiers-Monde de l'Eglise
Catholique chrétienne à Genève
Commission Tiers-Monde de l'Eglise
Catholique à Genève



● INVITATION

**A tous ceux qui veulent la paix
A tous les chrétiens**

**Veillée autour du feu
Samedi 31 mai, de 18 h. à 22 h.
Sur le mail du Lignon
(derrière le Centre Commercial)**

En vue de manifester notre engagement à "VIVRE SANS LA PROTECTION DES ARMEMENTS".

Chacun apporte des saucisses à griller, des guitares pour chanter...

Présentation d'un montage audio-visuel sur la NON-VIOLENCE. Possibilité d'échanges sur le thème proposé.

■ TRANSFERTS DE TECHNOLOGIE Nouvel échec

La Suisse n'a pas de pétrole, mais elle a de la technologie. Elle en est même le deuxième exportateur mondial. Les négociations qui viennent de s'achever à Genève après deux semaines de discussions nous concernent donc au premier chef. Elles se sont soldées par un échec. Les pays industrialisés au nombre desquels figure la Suisse ont conservé une position rigide qui a empêché le déblocage du dialogue.

Savent-ils, nos négociateurs helvétiques, que le pays qu'ils représentent comporte un nombre important de citoyens qui attendent d'eux autre chose que la "sauvegarde de nos intérêts", c'est-à-dire trop souvent "la sauvegarde de l'actuel système d'exploitation" ? Et s'ils ne le savent pas, comment pourrions-nous le leur faire comprendre ? En prenant notre plume, par exemple ?

Retard

Les lecteurs voudront bien excuser le retard du bulletin précédent. Attente de documents, embouteillage à l'impression et à l'expédition n'ont pas permis de le leur faire parvenir avant le milieu du mois de mai.

Sauf rares exceptions, le bulletin parvient à ses lecteurs avant la fin du mois en cours. Passé ce délai, ceux qui ne l'ont pas reçu nous rendent un grand service en nous le signalant.

Cela nous permet de signaler les éventuelles erreurs au bureau qui est chargé de l'expédition.

■ **DOUANIERS FRANCAIS
INCARCERES EN SUISSE**
La vertu outragée

Dans une actualité internationale dramatique, les petits incidents apportent une certaine détente. Un peu plus et ils nous rassureraient : au moins une histoire comme celle-là ne menace pas la paix mondiale...

L'affaire des fonctionnaires des douanes françaises incarcérés est de cette nature-là. Il faut dire qu'elle est en relation avec l'institution bancaire qui, depuis longtemps mais avec un effort particulier ces derniers mois, se présente à grand renfort de pages à peine publicitaires au service du pays quand ce n'est pas au service du développement... Une branche de notre économie dont les principaux organismes utilisent abondamment le nom et l'emblème de notre pays dans leur raison sociale...

Les agresseurs : deux fonctionnaires étrangers venant d'un pays où les infractions au contrôle des changes accaparent la moitié de l'activité de la douane, notre pays offrant aux fuyards le refuge par excellence. A en croire certains, les avoirs français en Suisse sont supérieurs au budget de l'Etat.

Supposons que demain (le fait que ce soit actuellement impensable ne nous empêchera pas de l'espérer avec impatience) des fonctionnaires de pays africains, sud-américains... souvent venant de pays où la misère tue abondamment, viennent tenter de repérer quelques fuites trop massives, comment réagissons-nous ?

Avec la même assurance, le même sentiment d'intégrité violée qui est apparu dans un grand nombre de nos journaux ? *La Suisse n'est pas un satellite... La Confédération est dans son droit... Le gouvernement suisse ne cédera pas au chantage...*

N'y a-t-il vraiment pas d'autres questions à se poser, par exemple celles que nous adresse le "Monde" en première page de son édition du 10 mai ? *Ce secret dont beaucoup se targuent comme d'une vertu peut porter un autre nom : celui de recel quand l'origine des fonds est douteuse. Et il est pour le moins étonnant de voir la police et la justice suisses à ce point mobilisées au service de la fraude.*

Comment un peuple qui se montre d'une générosité incontestée admet-il une situation aussi contraire à ses principes ?

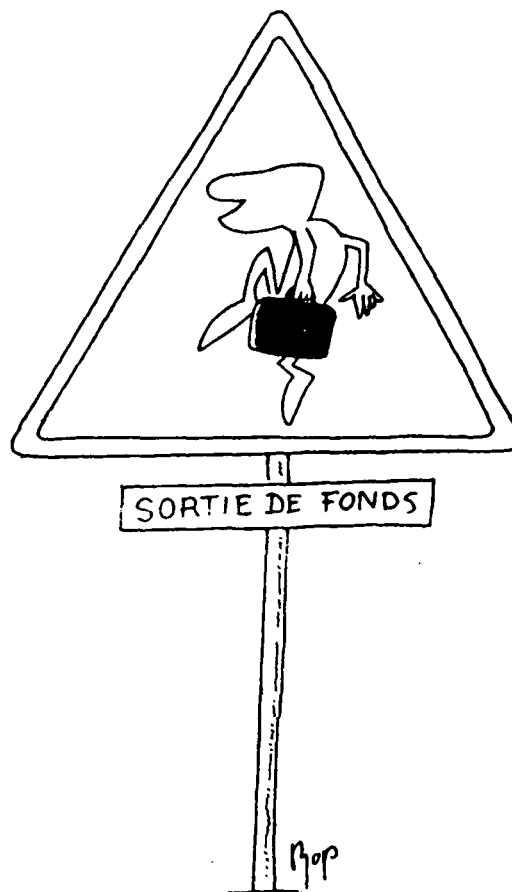
► **CONSULTEZ**

... le programme de juin du Centre de la Fusterie, à Genève.

Il vous propose des entretiens et des panneaux sur les voyages, voyager autrement, voyager dans le Tiers-Monde... Il nous permet aussi de découvrir que l'on peut passer des vacances sans voyager... même chez nous.

► **Voyage du Pape**

Certains lecteurs seront étonnés de ne pas trouver dans ce numéro un commentaire sur le voyage du Pape en terre africaine. Nous avons préféré le reporter au mois suivant en attendant d'avoir en notre possession le texte intégral des discours.



■ **BRESIL**
La fin des grèves des métallos
de Sao Bernardo

La grève des métallos de Sao Paulo que nous avons évoquée dans le précédent bulletin a pris fin. Non que des concessions aient été faites de la part du patronat mais parce que la répression a été la plus forte, jusqu'à arrêter un dirigeant syndical à l'intérieur d'une église. Mais on peut bien imaginer que cette fin de grève ne signifie pas la soumission pure et simple à des conditions de vie inhumaines. Il nous faut attendre la suite.

Ci-dessous nous donnons un extrait de la déclaration de l'évêque de Santo Andre, faite au cours de la grève. Actuellement son auteur, Mgr Hummes, est sous la menace d'un procès intenté par la justice militaire.

Après avoir demandé aux paroisses de son diocèse de s'ouvrir pour offrir aux grévistes des centres où soient distribués des biens de première nécessité, l'évêque continue :

Voici les motifs de cet appel :

1. *L'Eglise s'est placée du côté des pauvres; notre diocèse aussi. La grève des métallos est juste et pacifique, c'est pourquoi j'ai manifesté mon appui à ce mouvement, et je pense que tous doivent l'appuyer....*
7. *Il faut éduquer le peuple à participer et à appuyer toutes les grèves justes et pacifiques pour que l'union du peuple se fortifie.*
8. *Sachez que je ne veux forcer la liberté de personne, mais ceci est une demande pressante. Vous tous qui partagez avec moi cette prise de position, vous pouvez compter avec mon appui quelles que soient les conséquences de nos gestes.*

Dom Claudio Hummes
évêque

■ **A Genève les 3, 4 et 5 mai
LE GOUVERNEMENT ARGENTIN
JUGE PAR LE TRIBUNAL
PERMANENT DES PEUPLES**

Que pouvait-on apprendre de plus sur la situation actuelle de l'Argentine en participant à l'audience du Tribunal Permanent des Peuples ?

On connaissait déjà le chiffre de 15 000 disparus auquel il faut ajouter celui de 2 500 prisonniers reconnus. On savait aussi le sort atroce réservé à la plupart d'entre eux, qui doivent rester durant toute la journée assis sans appui avec une cagoule sur la tête. On n'ignorait pas non plus qu'on était à la recherche de 107 enfants et de 120 adolescents dont les parents sont disparus.

Ce qui nous a le plus frappés c'est de percevoir comme de l'intérieur, grâce à l'éminente compétence des juristes rassemblés, la détérioration perverse d'un régime contraint à modifier ses propres lois pour pouvoir écraser "démocratiquement". Le chiffre des victimes parmi les hommes de droit est, à ce propos, significatif : 27 avocats assassinés, 76 disparus, 109 emprisonnés et 200 en exil.

Il fallait relater cet événement au moment où les Genevois se rappellent qu'un de leurs compatriotes, Alexis Jaccard, disparaissait il y a trois ans à Buenos-Aires — le 5 mai 1977 — duquel, malgré les démarches les plus autorisées, ils sont toujours sans nouvelles.

**Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève**

Case postale 99 - 1211 Genève 9

Secrétariat:

André Fol - 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50

CCP 12 - 21 551

**FORMATION A
LA NON-VIOLENCE**

— Semaine de formation à la non-violence dans le magnifique cadre du Louverain (Jura neuchâtelois) du 14 au 19 juillet 1980.

Avec la participation de Jean-Marie MULLER (du MAN), qui y donnera notamment une conférence publique le 15 juillet à 20 heures sur le thème :

**DISSIDENCE ET
NON-VIOLENCE**

Information détaillée et inscription :

Le Louverain, CH-2206

Les Geneveys-sur-Coffrane

(Suisse), tél. (038) 57 16 66.

Changements d'adresse
case postale 99
1211 Genève 9

J. A. 1200 Genève 11

■ **AFGHANISTAN**

Question de vocabulaire

Les résistants à un régime sont généralement qualifiés par celui qui est au pouvoir de "rebelles", "révolutionnaires", "subversifs"... Mais quand ce régime se réclame lui-même de la Révolution comme c'est le cas pour l'Union Soviétique, il est obligé de trouver d'autres mots pour les désigner. C'est ainsi que la presse soviétique parle fréquemment à leur sujet de "bandits". Des "bandits" qui, reconnaît cette même presse soviétique, créent passablement de difficultés à leurs occupants.

**Derrière le débat sur
les Jeux Olympiques**

Le débat pour ou contre les JO (débat à ne pas minimiser et dans lequel nous avons pris position) a polarisé l'attention occidentale au point de laisser dans l'ombre le problème le plus important : le sort des victimes de ce conflit, particulièrement celui des réfugiés.

Avec un afflux de 20 000 par mois durant les premiers mois de l'année 1979 et qui s'est encore accéléré avec les événements de décembre, le nombre de réfugiés atteignait 750 000 à mi-février et plus d'un million récemment.

Dans un pays comme le Pakistan, qui figure parmi les 30 pays les plus pauvres selon le produit national brut par habitant, on imagine les problèmes que cela peut poser : besoins en vêtements chauds, en nourriture, en médicaments...

Sur place, une organisation appelée Inter-Aid-

Committee (IAC) et composée de représentants locaux des Eglises protestantes et catholique fournit un travail considérable. Le Conseil Oecuménique soutient d'ailleurs cet organisme.

Nos lecteurs qui souhaiteraient participer à cet effort peuvent donc adresser leurs dons à :

**Conseil Oecuménique des Eglises — CCP 12 - 572
(Afghan Ref. Proj. 443 7999)**

● **INVITATION**

Le "Collectif Tiers-Monde" du Pays de Gex regroupant six associations organise un week-end de réflexion et d'échange qui aura lieu à **Sergy (15 km de Genève) les 21 et 22 juin** sur le thème

**"Le Tiers-Monde et nous :
comprendre et agir"**

La compétence des intervenants ainsi que l'orientation de ce week-end résolument tournée vers l'action incitent à en recommander chaleureusement la participation. A cela s'ajoute l'avantage d'intensifier les liens qui unissent tous ceux que mobilisent les problèmes de justice internationale entre Genève et la région qui l'entoure.

Les bulletins d'inscription, qui peuvent être obtenus à notre secrétariat, doivent être retournés avant le 31 mai à :

Monsieur Patrice Robineau

7, avenue du Bijou

01210 Ferney-Voltaire

■ FABRIQUER DES SPECTATEURS

Ainsi, depuis le récent sondage, on a appris que nos enfants regardent la TV en moyenne une heure et demie par jour. Ce qui veut dire, compte tenu de ceux qui la regardent peu ou pas, que certains passent plusieurs heures par jour devant le petit écran.

La première question que certains vont se poser : combien d'émissions sont vraiment "pour les enfants" ? Ils auront raison de le faire, sans oublier que les adultes qu'ils sont ont probablement "avalé" des histoires ou des bandes dessinées qui, elles non plus, n'étaient pas "pour les enfants" : l'histoire du Chat botté ou celle de Donald pour ne prendre qu'un exemple.

Nous aimerions ici en poser une autre. Et si c'était le fait de "regarder" qui n'était pas pour les enfants ? En donnant à l'enfant un monde à "regarder" sur un écran, ne va-t-on pas ancrer en lui l'idée qu'il est spectateur et non acteur ?

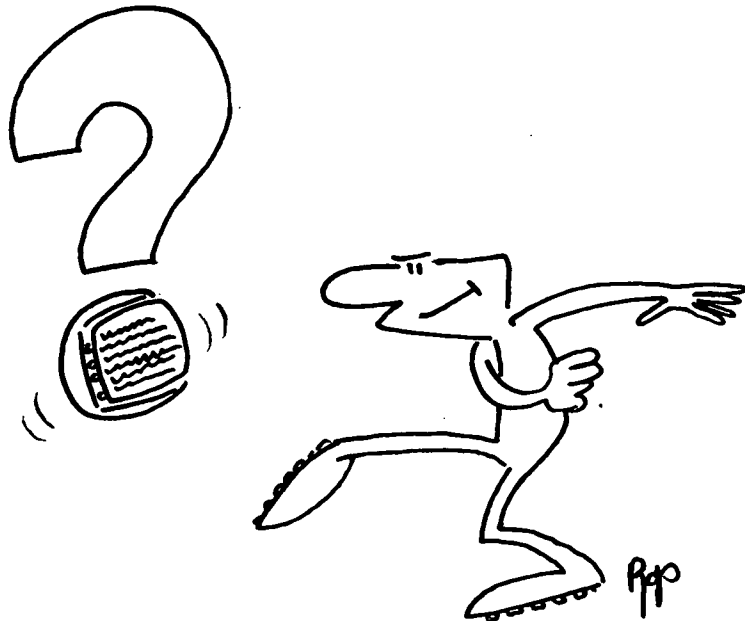
Déjà le regretté Roland Barthes avait attiré notre attention sur le jouet qui, le plus souvent, est un jouet d'imitation : il veut faire des "enfants usagers non des enfants créateurs"... "On lui prépare des gestes sans aventures, sans étonnement, sans joie... on ne lui donne jamais rien à parcourir". Avec la TV à haute dose, ne fait-on pas un pas de plus dans la démobilité ? Taper dans son ballon de foot ou appuyer sur le bouton pour regarder le match, that is the question !

Pour Denis de Rougemont, "la décadence d'une société commence quand l'homme se demande : "Que va-t-il arriver" au lieu de se demander "que puis-je faire ?". La TV, à laquelle de ces questions introduit-elle ?

Au seuil des vacances, ces remarques voudraient être une invitation à crever l'écran et à monter sur la scène. Temps de récréation donc de création. Création de fêtes, création de jeux, création de nouveaux rapports sociaux, création d'aménagement, de toute sorte.

"L'Homme est à l'image de Dieu". C'est une bonne nouvelle à recevoir, c'est surtout une possibilité à expérimenter. Or, notre Dieu ne s'est pas donné à connaître comme spectateur mais comme créateur.

A nos lecteurs et à leurs enfants nous souhaitons de bonnes et enrichissantes vacances.



■ PARIS Un salaire Tiers Monde

De plus en plus, les pays industrialisés se voient concurrencés par des marchandises produites à des prix dérisoires dans le Tiers Monde, dans le secteur textile particulièrement.

Mais certains ont trouvé la parade; il suffit de donner à des travailleurs vivant à Paris un salaire de misère.

La revue "Labor" du mois de mai nous apprend ainsi qu'on estime à 40 000 — dont 25 à 30 000 Turcs — le nombre de ces travailleurs dont la situation confine à l'esclavage. Jusqu'à 14 ou 15 heures par jour pour un salaire mensuel qui parfois n'excède pas 700 FF. Avec, en prime, l'insécurité de la clandestinité.

Le résultat, il est substantiel : des vêtements qui seront vendus de 300 à 700 FF en boutique reviennent tout compris à 33 FF.

Il fallait y penser !

■ COLOMBIE Après la fin d'une occupation

La prise d'otages à l'ambassade dominicaine de Bogota s'est terminée sans massacre. On est en droit de s'en réjouir. Car le moyen qui consiste à prendre en otage des personnes dont le seul tort est leur représentativité ne pourra jamais être considéré comme juste.

Ceci dit, il serait faux de refermer sans plus le dossier colombien : il est accablant, et de plus en plus. Ci-dessous, nous reproduisons un extrait de la déclaration du mouvement SAL (Sacerdotes para America Latina) constitué de prêtres colombiens.

1. LA VIOLENCE INSTITUTIONNALISEE

... Nous comprenons l'angoisse des otages et de leurs parents, mais nous ressentons beaucoup plus l'angoisse des prisonniers politiques et de leurs proches. Alors que les premiers disposent de tout ce dont ils ont besoin pour vivre au cours de leur captivité, les seconds sont présentés comme de vulgaires délinquants et leurs proches vivent dans l'insécurité et la misère. Nous regrettons que ceux qui aujourd'hui s'effrayent de la douleur des otages et de leurs proches ne cillent pas devant plus de 190 000 enfants qui meurent chaque année de dénutrition, ni devant le 40 % de la population qui meurt précocement sans jamais avoir vu un médecin de sa vie, ni devant l'existence de 3 millions d'analphabètes, absolus ou fonctionnels. Quelle est, leur attitude face au 30 % de Colombiens qui vivent dans des bidonvilles inhumains, face au million de chômeurs ou face au fait que la grande majorité des travailleurs ne gagnent même pas le nécessaire pour pouvoir s'alimenter correctement et encore moins pour s'éduquer, se soigner et se reposer ?

2. UNE POSITION CHRETIENNE

Notre position comme hommes, comme chrétiens et comme prêtres ne peut que prendre inspiration en Jésus-Christ qui est venu annoncer la bonne nouvelle aux pauvres et délivrer les opprimés.

Nous reconnaissons que le règne de Dieu est un don gratuit du Seigneur, mais nous savons aussi qu'il se fait présent dans des réalisations historiques concrètes qui se manifestent dans la libération sociale et politique de nos peuples.

Nous ne découvrons la présence de l'Esprit que dans une organisation sociale où nous pouvons tous vivre comme frères et comme fils d'un même Père. Où sont reconnus dans la pratique les droits fondamentaux de toute personne humaine.

Nous manifestons que les pauvres, les opprimés, les exploités sont avec leurs luttes les principaux artisans de cette nouvelle société. Le Christ ressuscité est celui qui garantit notre espérance.

A cause de cela, au nom de l'Évangile :

– *Nous refusons la société capitaliste actuelle, qui produit des "riches toujours plus riches au prix de pauvres toujours plus pauvres" (Puebla, 30).*

– *Nous croyons que la solution juste doit préserver, au-delà de tout juridisme, la vie de tous ceux qui sont présents à l'Ambassade. La vie est le premier droit inviolable et sacré que personne ne doit violer et encore moins l'État.*

– *Nous réclamons l'abrogation du Statut de Sécurité et la récupération des droits fondamentaux d'association, d'information et de grève.*

– *Nous sommes convaincus que seul un changement de structures économiques et politiques rendra viable une société sans violence, construite sur la base de la participation de tous aux biens sociaux de la richesse et de la culture.*

– *Nous nous joignons à tous nos frères qui prient et travaillent pour obtenir une solution juste et non sanglante du cas de l'Ambassade dominicaine.*

Groupe SAL de Bogota, le 27 mars 1980

Les personnes qui souhaiteraient donner de leur temps à la cause colombienne peuvent s'adresser au groupe de solidarité qui se met en place actuellement à Genève et qui a besoin d'appui. Ceux qui souhaitent, de plus, faire un geste de partage, par exemple à l'intention des familles des 6 000 prisonniers politiques vivant souvent dans des conditions extrêmement précaires, trouveront également les précisions nécessaires à l'adresse ci-dessous.

Comité Colombie – CP 198 – 1211 Genève 4

■ Réduit à un village, ce que serait le monde

Dans le journal "Réforme", du 16.2.80, on pouvait lire l'information suivante :

"Imaginons un village avec un échantillon de 1 000 habitants reflétant la population mondiale actuelle. On y trouverait : 60 Américains du Nord, 80 Américains du Sud, 86 Africains, 210 Européens, 564 Asiatiques.

"300 habitants sur les 1 000 seraient des Blancs. 700 seraient des hommes et des femmes de couleur.

"Il y aurait environ 300 chrétiens. La moitié du revenu total serait entre les mains de 60 personnes. 700 habitants seraient analphabètes. 500 n'auraient pas assez à manger et 600 d'entre eux vivraient dans des bidonvilles.

"C'est l'image du monde dans lequel nous vivons. Beaucoup de ces faits sont impossibles à modifier. Certains peuvent l'être, devraient l'être, si nous voulons pouvoir continuer à vivre."

■ AFRIQUE DU SUD Manifestation non-violente, mais répression violente

Il y a quatre ans, au mois de juin, le nom de Soweto entrait dans l'histoire avec le sang de six cents personnes. C'est une raison suffisante pour que les mois de mai et de juin ne soient plus jamais calmes en Afrique du Sud.

A cela s'ajoute, bien sûr, pour les jeunes, l'exemple de leurs frères de couleur du Zimbabwe qui ont réussi l'impossible en secouant le joug de la minorité blanche.

S'ajoute aussi l'impatience devant une réforme constitutionnelle tellement loin de combler les attentes malgré les promesses du remplaçant de John Vorster, M. Pieter Botha.

Ceci explique les grèves amorcées par des lycéens métisses au milieu du mois d'avril. Plus encore leur extension au niveau national, atteignant quarante-trois établissements. Récemment, le conflit a atteint également d'autres secteurs entraînant le licenciement de 6 000 ouvriers noirs du groupe textile Frame pour avoir entrepris une grève de la faim afin d'obtenir une amélioration des salaires. Ajoutons le boycott de la viande au Cap en raison du licenciement de plusieurs centaines d'employés des abattoirs.

Jusqu'à la fin du mois de mai, les manifestations non-violentes ont été accueillies dans la brutalité. On parle de 1 200 arrestations et de 5 morts. Une marche effectuée par 52 religieux, dont certains de haut rang, comme l'évêque Desmond Tutu, l'évêque anglican Timothy Bavin... a également mal fini. Ils ont été embarqués dans des fourgons avant d'être détenus une nuit par la police, ceci alors qu'ils venaient réclamer la libération de leur confrère, le révérend Thorne.

Jusqu'à quand la violence parviendra-t-elle à contenir la non-violence ? On peut se le demander lorsqu'on apprend la nouvelle de l'explosion des installations pétrolières de Sasol. Dégâts les plus importants causés depuis vingt ans. Cet acte de sabotage atteint l'Afrique du Sud dans ce point difficile que représente pour elle son approvisionnement en pétrole.

Au moment où cet article est écrit, deux semaines nous séparent du 16 juin, date anniversaire des événements de Soweto... La violence va-t-elle aller en s'amplifiant ?

Si c'est le cas, il faudra nous rappeler que ce conflit ne nous est pas totalement étranger. Tout notre commerce avec l'Afrique du Sud est florissant.

■ CACAO De cause à effet

Depuis longtemps, les experts de la CNUCED (Commission des Nations Unies pour le Commerce et le Développement) tentent de régulariser les prix des matières premières.

Encore ces mois derniers, ils essayaient sans succès à propos du cacao. Résultat, il s'est coté au plus bas depuis quatre ans. (Quand on connaît les hausses qui ont affecté tant d'autres produits...!)

Conséquence directe : la Côte d'Ivoire, à cause de ce déficit, a dû renoncer à une dizaine de projets.

Cet exemple, venant d'un pays dont on n'est pas obligé d'approuver tous les choix économiques, est éclairant. Combien d'autres pays, à propos d'autres produits, sont dans la même situation ? Comment pourront-ils tenter d'assainir leur économie si le prix de leurs productions, coté loin de chez eux, est sans cesse l'objet de fluctuations considérables ?



■ INDE Protestation des évêques du nord

A l'issue de leur Assemblée régionale, vingt-neuf évêques du nord de l'Inde dénoncent la violation des droits de l'homme dans leur région, dont sont victimes, en particulier, des minorités raciales et religieuses. "Les événements de Belchi, Pipar et du Bihar manifestent le caractère dis-

criminatoire et féodal des forces qui agissent dans notre société, écrivent notamment les évêques; l'heure est venue de s'unir contre les injustices aussi flagrantes qui affectent directement ou non la communauté chrétienne."

Croissance des Jeunes Nations

■ **TIMOR**
Dans les coulisses de l'actualité,
un pays en train de crever

Le monde est petit, pourtant il est possible à un peuple entier de disparaître sans attirer l'attention. C'est ce que nous a révélé l'abondante documentation envoyée par un lecteur.

Pour le dire en bref, l'est de l'île de Timor, 30 000 km, colonisé par le Portugal pendant cinq siècles, a été envahi en 1975 par l'Indonésie, le 7 décembre exactement. Et de quelle façon ! Une enquête effectuée par l'ancien consul australien en février 1977, soit deux ans après l'invasion, évalue à 100 000 — soit près d'un sixième de la population, le nombre des morts. Pour prendre des chiffres plus récents avancés par la revue "Afrique Asie", un recensement organisé en 1974 par le diocèse de Dili donnait le chiffre de 688 771 habitants pour le total de la population du Timor oriental. En 1978, un autre recensement n'a trouvé que 329 271 habitants. En proportion, le génocide est plus important que celui du Cambodge.

■ **Les raisons du silence**

Elles sont simples : le blocus est absolu. Même la Croix-Rouge n'a pas eu le droit d'envoyer une délégation. La demande faite en ce sens par l'assemblée générale des Nations Unies dans sa 32e session en novembre 1977 — comme d'ailleurs la condamnation massive du conseil de sécurité — sont restées lettre morte. Même devant la violation du sacrosaint principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation.

Mais ce silence a des racines plus profondes. L'Indonésie, avec ses 125 millions d'habitants et ses ressources en pétrole notamment (le 60 % de ses exportations) est un client de taille. Qui veut prendre le risque de le mécontenter ?

■ **La Suisse également complice**

Nos investissements en Indonésie sont très importants : 150 millions de dollars de 1967 à 1979 (NZZ du 28 mai). On ne s'étonnera donc pas de ne pas trouver dans les propos du Conseiller fédéral Hans Furgler en visite à Djakarta au mois d'avril (tels qu'ils nous ont été rapportés) une quelconque

mise en question de cette sanglante occupation.

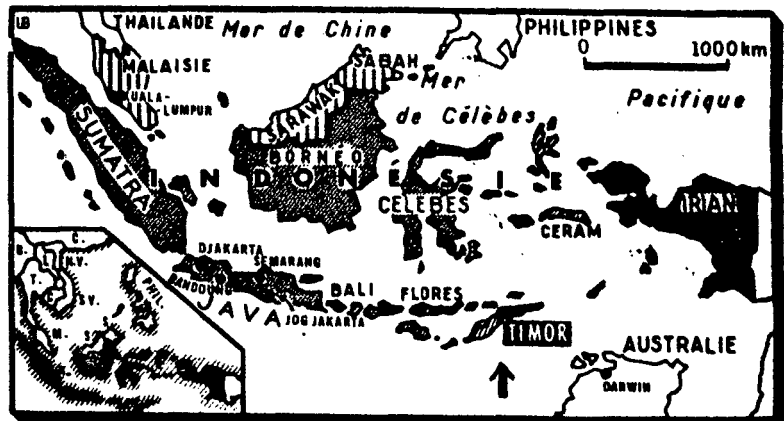
De même, le récent passage de M. Malik, ministre de l'économie d'Indonésie, dans notre pays au mois de mai semble s'être déroulé sans question indiscrète de la part de nos autorités. Il a même eu l'occasion d'affirmer sur nos antennes que la très grande majorité des Timoriens était favorable à l'intégration à l'Indonésie et que les problèmes existants sont et seront résolus démocratiquement.

De quoi se plaint-on ? On peut en toute quiétude suivre les conseils parus dans la publication de l'Office suisse d'expansion commerciale de 1979 à propos de l'Indonésie : "il n'est pas trop tôt pour commencer à prospecter ce marché... Comme tous les pays en voie de développement, l'Indonésie est très intéressée au transfert de know-how et des concessions exceptionnelles favorisent l'implantation d'entreprises étrangères".

Alors, sur l'autre côté de la balance, 300 000 Timoriens, cela ne pèse pas lourd.

Les personnes qui désirent plus de renseignements sur ce problème ou qui souhaiteraient consacrer du temps à le faire connaître peuvent prendre contact avec :

M. Pierre Alain TISSOT — 1034 Allens - Cossonay



■ **PEROU**
Violents conflits entre paysans
et propriétaires

Au Pérou, dans le cadre de la campagne pour les élections du 15 mai dernier, un rassemblement de paysans s'est terminé tragiquement, le 20 février 1980, à Yauri, dans la région d'Espinar, près de Cuzco. Un paysan a été tué et de nombreux autres blessés et arrêtés.

L'événement est révélateur du climat qui règne en milieu rural, où les conflits entre paysans indiens de l'Altiplano et grands propriétaires terriens sont permanents.

Croissance des Jeunes Nations

■ **MAROC**
Une hyperdémocratie ?

"Comment peut-on avaler de tels scores ?" Cette question extraite d'al Bayane, organe du PPS (Parti du Progrès et du Socialisme) rejoint cette autre remarque de Al Moharir, porte-parole de l'USFF (Union socialiste des forces populaires) : "personne à l'intérieur ou à l'extérieur du pays ne peut accorder crédit à ces chiffres imaginaires".

Il faut dire que le nombre des votants était de 96,93 % et que les réformes constitutionnelles ont été approuvées à une majorité de 99,71 %.

A trop vouloir prouver la démocratie...

Il ne sera pas inutile de nous en souvenir lorsqu'on lira des communiqués nous présentant comme l'expression de la volonté populaire la guerre que le Maroc mène contre le Sahara occidental.

Noeuds

Jack a peur de Jill
Jill a peur de Jack

Jack a plus peur de Jill si Jack croit que Jill croit que Jack a peur de Jill	Jill a plus peur de Jack si Jill croit que Jack croit que Jill a peur de Jack
--	--

Jack ayant peur
que Jill croie
que Jack a peur
Jack fait semblant
que Jack n'a pas peur de Jill
pour que Jill ait plus peur de Jack

et Jill ayant peur
que Jack croie
que Jill a peur
Jill fait semblant
que Jill n'a pas peur de Jack

Ainsi

Jack essaie d'effrayer Jill
en n'ayant pas peur de Jill
et Jill essaie d'effrayer Jack
en n'ayant pas peur de Jack

Plus Jack a peur de Jill
plus Jack a peur
que Jill croie
que Jack a peur

plus Jill a peur de Jack
plus Jill a peur
que Jack croie
que Jill a peur

plus Jack a peur de Jill
plus Jack a peur
de ne pas avoir peur de Jill
parce qu'il est très dangereux de ne pas avoir peur
en face de quelqu'un d'aussi dangereux

Jack a peur parce que Jill est dangereuse
Jill paraît dangereuse parce que Jack a peur

plus Jill a peur de Jack
plus Jill a peur
de ne pas avoir peur de Jack

*

Au seuil des vacances, nous offrons à nos lecteurs ce divertissement, extrait du livre du même nom de R.D. Laing.

On peut essayer avec d'autres prénoms, par exemple, Jimmy et Leonid, etc ...



■ INITIATIVE 0,7

Cela ne va pas tout seul. Ce n'est pas une surprise. Si le Tiers Monde était une cause qui faisait recette, il y a longtemps que les partis politiques, les syndicats, etc. lui accorderaient une place plus grande dans leurs préoccupations.

Est-ce une raison pour baisser les bras ?

Nous posions la question, dans le numéro d'avril : les chrétiens seront-ils au rendez-vous ? Que répondre ?

A notre connaissance, des paroisses se sont mobilisées, des groupements s'y sont mis, et à notre secrétariat nous ignorons certainement beaucoup d'actions entreprises.

Pourtant, cela nous paraît encore bien discret. A la COTMEC, nous avons reçu à ce jour 9 listes de signatures.

Comment expliquer ce silence ?

- Nos lecteurs pensent que cette initiative est insuffisante. En ce cas, ils nous communiquent les solutions qu'ils préconisent pratiquement en une telle matière.
- Ou encore, nos lecteurs ont lu cette information comme ils reçoivent les autres informations qui journalièrement les submergent. Dans ce cas, cela remet en question l'utilité d'un tel bulletin. En effet, si le bulletin ne se lit pas d'un "regard actif" et qu'il ne vient qu'augmenter la pluie d'informations qui se déverse sur chacun, cela n'est utile à personne.
- Ou bien toutes les feuilles sont en train de se remplir. En ce cas, nous vous recommandons de ne pas tarder avant de renvoyer la feuille.

Nous vous invitons instamment à retourner vos listes (ou à en redemander une autre) même munie de votre seule signature, avant la fin du mois.

■ **A GENEVE**
Le Cambodge à l'ordre du jour

Il en est de l'horreur comme des grands chiffres. A partir d'un certain nombre de zéros, ils dépassent nos cadres de références et ne nous atteignent plus.

C'est bien l'impression que ressent celui qui tente de s'informer sur l'histoire récente du Cambodge. Trois guerres en dix ans. Si à l'aviation américaine revient la palme des destructions matérielles, comment nommer celle qui revient à Pol Pot dont on ne sait pas encore bien à combien de millions chiffrer les victimes, et comment qualifier les méfaits commis par les "libérateurs", des libérateurs qui ressemblent à s'y méprendre à des occupants. On compte un Vietnamien pour vingt-cinq Cambodgiens.

■ **Et maintenant**

Chacun partage la facture selon son optique, mais le total, lui, ne change pas. De 4 millions de tonnes de riz avant la guerre, on est tombé à 635 000 tonnes en 1974, pour atteindre en janvier dernier la moitié de ce chiffre. Et la famine a sévi. Pourra-t-on éviter son retour ? Au seuil de la mousson, ce moment décisif de la semence, le pays est encore tellement démuné en matériel, semences et vivres, qu'il n'est pas sûr qu'il atteigne ses propres prévisions, à savoir 700 000 tonnes.

Quant à la situation en matériel sanitaire, elle défie toute description. Et cela dans un pays où les mines font encore régulièrement des victimes, et où la population est dans un état de grande fragilisation, ce qui la rend vulnérable à toutes les attaques infectieuses.

Et l'aide ? Elle ne manque pas, mais elle est rendue extrêmement difficile par l'absence de moyens de distribution, par les obstacles de fait d'une administration pour le moins tâtonnante.

La rivalité qui apparaît parfois entre les organismes qui accordent cette aide de même que les conditions dont elles l'assortissent, ne simplifient pas les problèmes.

■ **Malgré tout, un peuple qui veut vivre**

Avouons-le, ce rapide panorama autorise tous les découragements. L'envie est grande de laisser ces gens du bout du monde se débrouiller entre eux.

Ce serait ne pas tenir compte des immenses efforts qui sont en train de se réaliser. Plus de 900 000 enfants et adolescents scolarisés. A lui seul, ce chiffre indique la volonté de reconstruction d'un peuple.

Ce serait ne pas prendre au sérieux la souffrance d'un peuple, qui n'en peut plus de souffrir et d'être manipulé grossièrement. R.P. Paringaux, auteur d'une série d'articles dans le journal "Le Monde" dont nous nous sommes largement inspirés, a cette formule : "En dix ans, ses guides, parlant en son nom,

**Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève**

Case postale 99 - 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol - 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 - 21 551

Changements d'adresse
case postale 99
1211 Genève 9

J. A. 1200 Genève 11

**Le bulletin ne paraîtra pas
durant les mois de juillet
et d'août.**

nous l'ont tour à tour... présenté comme sihanoukiste, provietnamien, prochinois et antiaméricain, puis proaméricain, antivietnamien et antisihanoukiste, puis encore comme communiste antivietnamien, antiimpérialiste, antisihanoukiste et prochinois, enfin comme provietnamien, antichinois, antisihanoukiste".

■ **Parer au plus pressé**

De la conférence qui s'est déroulée à Genève, le 26 mai, regroupant 62 pays (l'URSS et le Vietnam n'envoyant que des observateurs), il n'y avait pas grand-chose à attendre, sinon le rappel du droit à l'autodétermination du peuple khmer, également d'éviter que le drame ne sombre dans l'oubli. Ce n'est déjà pas si mal.

Au niveau de l'aide, 116,241 millions de dollars ont été déposés dans la sébile. Mais pour financer le programme d'aide, il manque encore 65 millions jusqu'à la fin de l'année.

En ce qui concerne la Suisse, son représentant s'est borné à rappeler que notre pays avait versé récemment 5 millions de francs pour l'aide aux camps de réfugiés en Thaïlande. De plus, il serait prêt à réexaminer sa position "si la situation devait l'exiger". Comme on le voit, pas de démesure dans la générosité. ■

LE PROJET D'INFORMER

Au départ de chaque numéro du bulletin, il y a un choix; et plus encore pour le numéro de septembre qui prétend recenser une actualité s'étendant sur trois mois. Sur quoi se fonde ce choix ? ne serait-il pas plus honnête de nous en expliquer ?

Le projet de ces quatre pages mensuelles c'est, en toute modestie, de vous "informer". Non en rajoutant "des" informations : vous en êtes déjà submergés; mais plutôt en tentant de les "débanaliser". Qui ne s'est, un jour ou l'autre, trouvé dans un de ces musées surchargés où l'on avait cru utile de tout exposer ? Très vite, on s'arrête de prêter attention et l'on passe...

Notre rôle ne serait-il pas de ressortir, de ce tas de nouvelles, un fait et de tenter de vous aider à le regarder ? Mieux, d'en ressortir deux et de les mettre en relation. Très souvent, c'est seulement ainsi qu'ils commencent à s'éclairer, que les causes apparaissent et, parfois, que des solutions se dessinent.

Un exemple pour nous faire mieux comprendre : vous dire que le coup d'Etat survenu en Bolivie cet été est le 189ème, c'est vous faire croire que ce qui s'est passé à La Paz n'est que la banale manifestation d'un problème chronique, qu'il n'y a rien de nouveau. Cela, c'est de la "désinformation". Vous dire que la drogue est indubitablement derrière ce renversement d'un processus démocratique, c'est déjà vous donner quelques indications sur la moralité politique des instigateurs du nouveau régime. Quand vous saurez que ce coup d'Etat a été réalisé avec l'appui massif "d'experts" argentins, vous

ferez un pas de plus. Vous découvrirez que cette Argentine, qui après avoir dûment expérimenté le terrorisme dans ses frontières, commence à l'exporter dans les pays voisins, toujours au nom de l'anti-communisme. C'est alors qu'il est utile de vous rappeler que c'est précisément avec cette Argentine que la Suisse a d'importants liens économiques et que, très récemment, en accordant à la Maison Sulzer un permis d'exporter pour implanter une usine d'eau lourde, nous avons grandement contribué à renforcer son potentiel nucléaire.

Voilà que la Bolivie se rapproche; qui sait, nous aurons peut-être envie de participer à l'une ou l'autre manifestation, l'envie de prendre notre plume pour dire notre appui aux groupes qui luttent pour le retrait du permis d'exporter, de crier notre désapprobation à l'Ambassade d'Argentine, ce pays aussi sensible à son image de marque... qu'à l'accueil de nos capitaux.

Dans une autre ligne — est-elle si différente ? — nous voulons accorder dans notre bulletin une place à la parole et aux combats de frères chrétiens, soit pour s'en nourrir, soit pour susciter votre appui. Et s'il nous arrive d'avoir un propos critique à l'égard de l'Eglise, croyez qu'il est dit de l'intérieur, signe de la confiance que nous lui portons.

Voilà. Vous savez ce que nous avons derrière la tête. Au bout du compte, nous voulons vous aider à faire vôtre la parole de cet authentique chrétien, Ozanam, qui disait, au siècle dernier : "Nous n'avons pas deux vies, une pour chercher la Vérité et une autre pour la mettre en pratique" ■

Magasin du Monde a 5 ans



Cet anniversaire est l'occasion pour nous de rappeler le rôle joué par ce magasin d'un genre assez spécial puisqu'il vise plus à informer le client que de faire "du chiffre". L'informer non pas d'une façon théorique mais en lui donnant tous les renseignements nécessaires relatifs aux produits qu'il achète.

Quelle différence entre le Magasin d'il y a 5 ans et celui d'aujourd'hui qui a étendu ses heures d'ouverture, qui a multiplié ses postes de ventes au point que l'on peut trouver ses produits au Lignon, à Meyrin, aux Palettes, à Carouge, à Veyrier sans compter d'autres dépôts répartis dans le canton !

Souhaitons à cette entreprise plein succès pour les années à venir.

Pour tout renseignement : Magasin du Monde, 7, bd Carl-Vogt, tél. 29 83 30.

■ NICARAGUA C'est trop de prévenance...

Un programme d'aide comprenant notamment l'envoi de 25 000 Nouveaux Testaments, des cours pour les évêques, les prêtres, les religieux, les laïcs, des cours sur la catéchèse, la réouverture du séminaire avec les prêtres mexicains pour l'encadrer, la publication d'un certain nombre de documents, a été décidé. A qui est-il destiné ? Au Nicaragua, ce pays où il fait bon dire qu'on est chrétien tant nos frères dans la foi ont su avoir, dans la lutte, et conserver, dans la reconstruction, une place de témoins de l'Évangile. Alors pourquoi le choix de ce pays ? La raison est probablement à chercher du côté des initiateurs de ce projet : le CELAM (Conseil Episcopal Latino-Américain) dont on sait les positions de plus en plus ambiguës sur le plan politique. Il semble que ce qui est en cause c'est moins la foi qui serait en péril au Nicaragua que le contexte révolutionnaire dans lequel elle tente de s'exprimer. D'ailleurs, disent les chrétiens engagés, ce n'est pas sous le régime de Somoza qu'on est venu nous proposer cette "aide"...

Pourquoi attirer votre attention sur ce fait ? pour prévenir tout malentendu. Si le gouvernement — que nous savons très favorable au christianisme et comptant un certain nombre de chrétiens déclarés dans son sein (dont plusieurs prêtres) — se mettait à réagir à l'arrivée de ces nouveaux conquistadors, il ne faudrait pas trop vite en déduire que la foi est persécutée au Nicaragua !

Il s'agit de distinguer la bonne nouvelle du salut en Jésus Christ d'une certaine idéologie chrétienne dont certains voudraient l'envelopper.

■ PLACEMENTS FINANCIERS La responsabilité des chrétiens

Dans le journal "La Croix" Gabriel Marc attire l'attention des lecteurs sur la sollicitude dont les entourent les établissements financiers. Ceci pour s'étonner de la faiblesse de la réflexion chrétienne quant à l'éthique des placements financiers. A quoi servent-ils ? A des équipements collectifs, des opérations à caractère social ou à financer d'anonymes investissements contradictoires dans leur objet avec la croyance que l'on professe ?

Pour Gabriel Marc *"une action résolue des croyants permettrait à ceux qui le veulent d'orienter mieux leurs placements car, estime-t-il, une sensibilité des pratiquants réguliers et de la moitié des pratiquants occasionnels toucherait le quart de tous les placements financiers"*.

Cette remarque ne garde-t-elle pas toute sa pertinence de l'autre côté de la frontière ? Les personnes qui souhaiteraient réfléchir à cette question peuvent s'adresser à notre secrétariat qui les mettra volontiers en relation .

■ CHILI Un référendum sans surprise

C'est le vœu de tout pouvoir absolu que de chercher à s'absolutiser dans la durée. Pinochet, en tentant de prolonger son règne, ne fait que suivre cette règle vieille comme le monde. Et le fait de donner à cette auto-confirmation l'apparence d'une consultation démocratique n'y change rien.

Sur ce scrutin qualifié de "frauduleux" par l'ancien Président Eduardo Frei, dénoncé par tant de pays — à commencer par les Etats-Unis — il n'y a pas à épiloguer. Il ne trompera que ceux qui ont tout avantage à croire à un Chili démocratique dirigé par un Président démocratiquement élu. Nous pensons, en particulier, aux investisseurs. Dans le Courrier du 13 septembre, François Gross concluait son article en ces termes : *"ce sont eux (les investisseurs), finalement, qui liront avec le plus de satisfaction le bulletin de victoire de M. Augusto Pinochet"*.

A ce propos, savons-nous qu'avec vingt-cinq projets d'investissement durant ces dernières années, notre petit pays arrive en septième position ? Cela n'est probablement qu'un début tant doivent être séduisantes pour l'afflux des capitaux, les conditions offertes par un régime musclé garanti par un bail de neuf ans...

■ 0,7 — UN GRAND BRAVO

13 287 signatures recueillies avant la date fatidique pour une augmentation, au niveau cantonal, de l'aide au développement, c'est un très beau résultat.

Le mérite en revient au Comité de l'initiative tout d'abord. Quiconque a déjà participé à des récoltes de signatures sait le prix qu'il en coûte, et peut imaginer sans peine l'engagement que suppose un tel score.

Le mérite en revient aussi, pourquoi le cacher, à l'opinion publique genevoise peut-être pas si rétrécie dans ses horizons qu'on veut parfois le dire.

13 287 Genevois sont d'accord pour affirmer que quelque chose doit changer dans nos rapports avec le Tiers-Monde et cela même si leur portemonnaie doit en supporter quelques conséquences. C'est réjouissant.

Souhaitons que ces 13 000 Genevois continuent à alimenter leur réflexion sur le problème du Mal-développement de façon à ce que, dans les débats qui précéderont le scrutin, ils puissent être autant de promoteurs convaincus et convaincants de l'idée d'un Occident plus solidaire.

Que la justice mondiale s'établisse au moyen d'une plus grande aide des pays riches, la question est permise; qu'elle passe par la formation d'une opinion publique informée, c'est une certitude.

■ JEAN-PAUL II AU BRÉSIL Un défi relevé de façon magistrale

A la fin du mois de juin, Jean-Paul II effectuait au Brésil le plus long voyage de son pontificat : 12 jours, 30 000 kilomètres, 44 discours dans les 13 villes visitées (toutes les villes de plus d'un million d'habitants).

Comme avant chaque voyage, mais plus particulièrement parce qu'il s'agissait de se rendre au Brésil, cette terre où la défense des "valeurs chrétiennes" s'accompagne d'une inégalité criante, on était en droit de nourrir des appréhensions. Cette visite n'allait-elle pas être utilisée par le gouvernement ? aboutir à le renforcer ? Il faut le dire tout net, cela n'a pas été le cas.

■ "Je veux connaître les problèmes"

Cette phrase que le pape exprimait à Dom Helder Camara quelques temps avant illustre bien un des traits dominants de ce voyage. Chacune des villes retenues dans le parcours a été l'occasion d'évoquer un des problèmes caractéristiques : celui des campesinos, des immigrés, des ouvriers...

Bien sûr, il fallait s'y attendre, certaines visites ont été faussées : par exemple dans le bidonville de Rio dont on avait évacué tout le monde, ne laissant que 200 personnes pour que le pape ne se retrouve pas seul face à des murs repeints pour la circonstance...

Mais, dans l'ensemble, il y a eu rencontre. Jean-Paul II a pu percevoir, sans l'intermédiaire des rapports de ses organes bureaucratiques, quelque chose de la réalité brésilienne. Et Jean-Paul II "sait voir", comme le disait le Père Congar récemment.

■ Confirmer ses frères

"Nous étions venus pour recevoir une admonestation et nous sommes canonisés." Cette boutade de Mgr Casaldaliga — dont on connaît l'engagement pour la justice — exprime bien un des aspects déterminants de ce voyage. Jean-Paul II a confirmé ses frères dans l'épiscopat et particulièrement ceux que leur courage dans la dénonciation a mis souvent en situation difficile. N'a-t-il pas dit à Dom Helder : "Je vous dis 'mon frère' parce que tout homme qui est le frère des pauvres est mon frère" ? Et, ce jour-là, le petit homme de Recife a pu réapparaître à la télévision alors que, depuis 16 ans, il était "interdit d'antenne".

Pour minimiser la portée des récents documents de la Conférence des Evêques sur les problèmes de la terre, le Président du gouvernement avait dit : "Les évêques ne sont pas l'Eglise". Nul doute, qu'après la visite de Jean-Paul II, un tel propos sera bien difficile à tenir.

■ Rencontrer le Saint pour lui dire sa souffrance

Des foules immenses se sont rassemblées au passage de Jean-Paul II faisant, pour cela, des jours de marche, l'attendant des heures sous la pluie ou le soleil.

Cela déconcerte les Occidentaux que nous sommes, osons l'avouer. Nous voulons retenir comme une partie de l'explication celle qu'en donnait le

père Comblin : Pour le peuple simple, immergé dans la souffrance et les privations, il s'agissait avant tout de rencontrer le Saint parce qu'après, on se retrouve un peu plus fort, un peu meilleur. Il s'agissait de lui dire ce qu'on avait sur le cœur. Bien souvent, cette expression a été censurée, les gens étant dépouillés systématiquement de toute banderole, de tout calicot. Quand cette surveillance a pu être déjouée, l'expression était claire : "Père, le peuple a faim".

■ Un rendez-vous difficile : pourtant bien réussi

Le milieu ouvrier brésilien, traditionnellement anticlérical, sortait d'une grève retentissante. Dans cette grève, l'appui des évêques ne s'était pas fait sans tension avec le gouvernement. C'est dans ce contexte que les 120 000 ouvriers métallurgistes qui remplissaient le stade des heures avant malgré la pluie "attendaient" le pape. Jean-Paul II a été modéré, évitant, par exemple, de parler du droit de grève. Mais comme le dit Georges Hourdin "le droit à l'association et à un salaire décent sont là-bas des nouveautés subversives". Au lendemain de la visite, Luis Ignacio Silva (Lula), le grand dirigeant syndical, disait : "les discours du pape au Brésil, spécialement celui qu'il a prononcé à Sao Paulo, pourront alimenter l'espérance des travailleurs brésiliens dans la lutte contre le régime militaire qui est imposé depuis 1964".

■ Des discours retravaillés

Un détail qui n'a pas échappé aux observateurs : les textes des derniers discours n'étaient pas remis immédiatement après avoir été prononcés. C'est qu'ils avaient été retravaillés par le pape sur place, ce qui a été salué avec une grande joie. Les discours faits à Rome, en effet, supportent souvent mal le voyage. De plus, c'était le signe incontestable qu'une vraie rencontre était en train de se nouer avec le Brésil.

Que restera-t-il de ces 44 discours inévitablement inégaux dans leur pertinence et leur ouverture ? L'histoire le dira. Ce qui est sûr, c'est que des paroles et des gestes ne sont pas prêts de sortir des cœurs auxquels ils étaient destinés. Nous pensons à l'accolade manifestée au syndicaliste devant les métallurgistes de Sao Paulo accompagnée de ces paroles : "Sao Paulo, c'est vous". Et cette autre phrase aux campesinos de Recife : "la terre est à vous; elle est un don de Dieu".



Au-delà des
textes préparés...

■ **LA FAIM EN AFRIQUE**
Cette sécheresse qui a bon dos...

Un rapport de la FAO évalue à 1,4 million de tonnes de céréales le déficit alimentaire atteignant 30 millions d'Africains si une aide internationale massive n'intervient pas ces prochains mois. La cause : la sécheresse. Que cet élément joue, c'est bien évident, mais de là à lui faire tout endosser, à elle qui dépend si peu de nous, c'est trop commode. Le dernier bulletin d'I3M est à ce propos un précieux apport : il nous montre — avec une clarté insoutenable — que si l'on ne mange pas en Afrique, c'est parce qu'on a arrêté de produire de l'alimentation.. au profit de récoltes plus "rentables". On y apprend qu'au plus fort de la famine de 1976, les bateaux qui apportaient des vivres de secours repartaient chargés de coton, de viande, d'arachides et de légumes.

Il faudra revenir sur ce problème tant il est important et qu'il nous concerne de près : personnellement dans notre consommation, indirectement au travers de firmes bien de chez nous : Ciba Geigy, Sandoz, impliquées à plusieurs niveaux dans ce que l'on doit appeler une certaine gestion de la faim.

Nous ne saurions trop recommander la lecture de cette brochure. Nous y découvrirons que ces questions, avant d'être complexes, sont d'abord et surtout scandaleuses.

Faim, réforme agraire, développement rural. Dossier 2/3 1979. Prix : Fr. 4.—. A commander à I3M, C.P. 1686 — 3001 Berne .

■ **YAMOOUSSOUKRO**
Un hôpital en hibernation

On se souvient que dans notre bulletin du mois de mai 1980, nous avons attiré l'attention des lecteurs sur la construction d'un hôpital en Côte d'Ivoire. Construction qui intéressait la Suisse puisque c'est de notre pays que devaient venir son financement et, en grande partie, sa réalisation.

Avec d'autres groupes sensibles aux problèmes du Tiers-Monde, nous demandions que la garantie contre les risques à l'exportation ne soit pas accordée à ce projet qui, avec ses 1 200 lits et son coût de 450 millions, nous paraissait plus de l'ordre de la dépense de prestige que réellement destiné à l'amélioration de la santé des couches défavorisées.

Au cours de l'été, nous apprenions que Berne n'a pas accordé sa garantie. Il fallait le signaler.

▶ A l'issue de la cérémonie célébrée au Sacré Cœur à l'occasion de l'assassinat de Mgr Romero, nous avons fait parvenir à San Salvador un petit dossier. Voilà la réponse que nous avons reçue de l'évêque qui lui succède, Mgr Rivera.

▶ Notre commission a décidé d'offrir un poster à chaque lecteur du bulletin, espérant que cela contribuera à alimenter notre courage au souvenir de ce témoin. Cela nous rappellera également que les balles qui l'ont tué continuent à faire journellement des dizaines de victimes.

**Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève**

Case postale 99 - 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol - 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 - 21 551



Une proposition à saisir

**"Animer un groupe dans
sa réflexion sur le
Tiers-Monde et le
Développement"**

L'inscription à cette série de quatre rencontres est à adresser à :

**Formation œcuménique
de Jeunes**

François Fontana, tél. 29 53 42



Changements d'adresse
case postale 99
1211 Genève 9

J. A. 1200 Genève 11

San Salvador, le 19 juin 1980

*Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève*

Chers frères,

Je vous remercie, avec une profonde affection, de l'Eucharistie célébrée par l'Eglise sœur de Genève à la mémoire du glorieux martyr de notre très cher archevêque. Je vous remercie également des photographies de la concélébration, ainsi que d'avoir recueilli les faits de son héroïque action pastorale comme témoignage de sympathie à la fidélité que Mgr ROMERO a portée à ses ultimes conséquences, fidélité au service du peuple de Dieu, en accord avec les fondements évangéliques et les orientations de l'Eglise.

Son exemple, ainsi que votre adhésion fraternelle, nous stimulent à continuer à servir dans une totale disponibilité, dans la foi et l'amour de Jésus, dans lequel notre peuple qui souffre, met sa seule espérance. Pour ce témoignage, la prière mutuelle nous aide.

Je vous adresse mes fraternelles salutations.

Arturo Rivera Damas
Evêque Administrateur Apostolique



■ LES PAROLES ET LES GESTES ■

Plutôt que de rédiger un traité sur l'autorité-service, il a empoigné un baquet et un linge. Plutôt que d'élaborer une étude sur l'accueil des pêcheurs, il a accepté une invitation. Plutôt que de faire une conférence pour dénoncer le sectarisme, il a demandé à boire à une Cananéenne. Ce n'était pas sans risque. Pour Pierre, pour les pharisiens, pour les douze, à chaque fois il y a eu scandale. Alors que traités, études ou conférences auraient valu au maître, sinon approbation, du moins respectabilité.

Aujourd'hui encore, demandez à un objecteur de conscience comment cela se passe. Combien de fois son entourage — au demeurant gens qui prônent la liberté et qui auraient volontiers disserté avec lui sur la non-violence — se cabre dès qu'il pose son fusil. Il n'est pas rare qu'on fasse pression sur lui pour qu'il "écrase" sans guère se soucier de sa conscience qu'il écraserait du même coup.

Comment expliquer cette évidente contradiction ?

Tentons une réponse. L'idée invite à la *discussion*. Le geste provoque à la *décision*. C'est pourquoi on supporte sans peine le premier mais pas le second.

Il le savait bien, Jésus de Nazareth, qui ne nous a pas laissé une seule ligne. Et il est urgent que les chrétiens réinventent des gestes significatifs.

S'ils en restent à des discours sur le développement, à des articles sur les droits de l'homme... certes garderont-ils intacte leur respectabilité; mais à quel prix !

■ GARANTIE CONTRE LES RISQUES A L'EXPORTATION

Pas de quoi pavoiser

Que nos exportateurs alimentent un fonds pour prévenir les risques éventuels, rien à redire. Au moment où ce fonds est garanti par la Confédération, cela nous concerne tous. En clair, cela veut dire, qu'en cas de gros pépin, nos deniers seraient appelés à la rescousse pour boucher les trous.



Va-t-on sans problème garantir, à destination des pays en développement, des exportations qui ne sont que de pures dépenses de prestige ou des objets de luxe destinés à combler les désirs des élites alors que leurs concitoyens croupissent dans la misère ?

C'est autour de ce thème que les Chambres ont débattu récemment. Alors que, pour certains, il s'agit de séparer les bidons (il y a une pratique économique qui ne doit pas s'embarrasser de critères sur le développement... quant à la coopération, il y a un budget et des collectes pour cela), d'autres, heureusement (dont la Genevoise Monique Bauer-Lagier) ont tenté de défendre la nécessité d'une certaine cohérence.

Le résultat : un compromis qui soumet la Garantie aux critères de développement mais uniquement pour les pays les plus défavorisés. En fait, cela ne concernerait plus qu'un 10 pour cent des exportations.

Ce qui veut dire que 90 pour cent des exportations ne doivent pas tenir compte des principes de la loi sur la coopération au développement ! Or, il ne faut pas se le cacher, il y en a qui occasionnent directement ou indirectement le chômage, les dettes et la faim dans le Tiers-Monde.

Et c'est cela que nous garantissons avec notre argent, ainsi que vient d'en décider la majorité de nos représentants...

□ PROVINCE DE QUICHE (Guatemala)

Quand on ferme un diocèse

Au mois de mai dernier, le Père Gurriaran, établi depuis dix-sept ans au Quiché, était de passage à Genève. Rencontre bouleversante d'un homme arrivant à parler avec une totale sérénité des conditions qui étaient les siennes et celles de sa communauté : pour ne prendre qu'un chiffre, dans un village de guère plus de 1000 habitants dont il avait la charge, en quatre ans, 85 catéchistes et animateurs avaient disparu. Au terme de l'entretien, on ne pouvait éviter la question : "Jusqu'à quand ?" La circulaire ci-dessous en est la dramatique réponse.

TRACT ANNONCANT LE RETRAIT DU CLERGE DU QUICHE (Juillet 1980)

— Pourquoi l'évêque, les prêtres et les religieuses ont-ils quitté le Quiché ?

Les prêtres et les religieuses ont dû s'en aller de toutes les villes et villages de la région parce que l'armée, la police rurale et la magistrature envoyées par ces messieurs du gouvernement ont déclenché la répression et la persécution contre les chrétiens.

Depuis plusieurs mois, ils se sont mis à tuer et à enlever des centaines de catéchistes, à violer des femmes, à voler l'argent et les biens des gens en déclarant qu'ils avaient l'autorisation de perquisitionner les maisons.

Ils ont menacé les prêtres et les religieuses, mitraillé le couvent d'Uspantán, assassiné le Père Gran et le Père Villanueva, essayé d'assassiner l'évêque, Mgr Gerardi.

— Ce que les prêtres et les religieuses ont voulu dire par ce départ.

Qu'ils sont persécutés parce qu'ils sont du côté du pauvre, comme Jésus qui a toujours défendu les opprimés. Ils ont donc été obligés de partir non seulement pour sauver leur vie mais aussi pour faire connaître l'horrible répression dont sont victimes les gens du Quiché.

Cela ne veut pas dire qu'ils abandonnent les communautés. Non. Ceux qui quittent le Guatemala se sont chargés de faire savoir aux gens des autres pays ce qui se passe dans le Quiché. Ceux qui restent continuent à travailler avec le peuple opprimé.

— Réflexion du chrétien

Nous devons soutenir la foi de nos communautés malgré l'absence des prêtres et des religieuses. Les chrétiens qui sont prêts à vivre l'évangile, lequel demande de changer cette situation, savent qu'en ces jours il faut s'aider les uns les autres, rester unis et être disposés à se défendre contre la répression et la mort.

"N'ayez pas peur, je suis avec vous jusqu'à la fin du monde."

(St Matthieu 28, 20)

Dial

○ UN TITRE NOUVEAU

A la suite d'une remarque nous signalant que le titre de notre bulletin était quelque peu mystérieux, nous avons demandé à notre dessinateur de se mettre au travail. Et voilà : c'est tout un programme qu'il nous trace dans ce courant qui tente de rapprocher les deux parties du monde; ce monde si petit grâce aux avions qu'on a su inventer, si distant par les inégalités que l'on a suscitées.

Sachez encore que ce bulletin est envoyé à 920 abonnés à Genève, 216 en Suisse, 14 en Europe et 65 dans le Tiers-Monde. Que son impression (pour deux feuilles), et son expédition par le fichier catholique reviennent à environ 770 francs par numéro.

□ Une idée en tête

Au cours d'un voyage en Amérique latine, une demande nous a été adressée et plusieurs fois confirmée par la trentaine de personnes et d'organismes rencontrés : celle de rédiger, à leur intention, un petit bulletin leur donnant des informations pouvant les concerner et des actions entreprises dans notre propre pays. La demande peut surprendre et, pourtant, quoi de plus encourageant — pour des gens qui luttent, aux prises avec les pires difficultés — que de savoir qu'à des milliers de kilomètres une solidarité active tente de soutenir leurs efforts ?

Nous n'en sommes qu'au stade des projets. Quelle va être la fréquence de ce bulletin ? Allons-nous le réaliser seuls ou en collaboration avec d'autres mouvements d'information ? Cela va se décider prochainement.

□ En utilisant le bulletin de versement...

qui doit vous être envoyé, puisque "COTMEC Information" vous parvient comme "journal par abonnement", et en y inscrivant la somme de Fr. 8.—, vous nous encouragez dans notre travail et dans la réalisation du projet ci-dessus.

Et si vous voulez nous en dire plus (critiques, remarques, soutien), rappelez-vous qu'on peut utiliser le verso du talon. Le croirez-vous si nous vous disons que c'est bien souvent ce verso que nous regardons en premier tant une communication entre vous et nous nous paraît importante ?

CHANGER LE MONDE - Une tâche pour l'Eglise.

Pour tous ceux que préoccupe la relation entre la foi et la problématique du développement, le livre de Vincent Cosmao paru l'an passé a été accueilli comme un événement. Pourtant le style parfois difficile de ce livre nous faisait hésiter à le recommander dans des cercles peu familiarisés avec ce genre de lecture.

C'est donc avec un grand plaisir que nous signalons la parution d'un résumé, réalisé par P. Bezin, qui reprend en 32 pages (comportant chacune 1 thèse) l'essentiel de l'ouvrage.

Si certaines pages sont un peu tassées dans leur présentation, une introduction et la mise en évidence de chaque thèse permettent une utilisation très aisée.

Un instrument aussi nécessaire qu'accessible pour tous les chrétiens en recherche.

à disposition au secrétariat au prix de 2.-

■ **REFLEXIONS AUTOUR
DU PRET A INTERET**
Une pratique longtemps interdite

Comme le montre André Bieler dans son livre sur "La pensée économique et sociale de Calvin", durant de nombreux siècles l'Eglise n'a pas cessé de condamner, dans son principe, le prêt à intérêt. En 1179, le Concile de Latran frappe d'excommunication tout usurier manifeste et lui refuse la sépulture chrétienne. En 1312, Clément V condamne les statuts municipaux qui autorisent le prêt à intérêt. En 1532 encore, l'université de Paris réaffirme sa réprobation de cette pratique, même si — dans les faits —, elle entraine de plus en plus en vigueur.

Il faudra attendre Calvin pour qu'un théologien chrétien enlève au prêt l'opprobre qui y était liée. A noter qu'il prend la précaution d'exiger une réglementation très stricte précisant de plus que la destination des biens est le service d'autrui.

■ **Pourquoi ce rappel ?**

S'il n'est pas question de rêver aux ordonnances du passé, du moins n'y a-t-il pas un enseignement à tirer en voyant le combat que l'Eglise a mené à ce sujet durant tant de siècles ? Cette question est moins loin de ses préoccupations qu'on veut bien le dire.

Et il est grand temps que les chrétiens lui accordent l'attention qu'elle mérite.

Comme l'eau de la rivière peut, selon son orientation, faire tourner le moulin ou, au contraire, dévaster tout sur son passage, l'argent est une force qui, selon l'affectation qu'on lui donnera, va devenir puissance de vie ou puissance de mort.

Comment un tel enjeu pourrait-il être absent de l'attention des chrétiens ? Qu'ils soient laïcs ou religieux. En effet, combien seraient atterrés s'ils apprenaient que les fonds de leur Ordre, de leur diocèse, de leur Eglise soutiennent — pour prendre des exemples entendus récemment — un hôtel haut standing dans un pays très pauvre de l'Amérique latine ou une usine fabriquant des produits contraceptifs..? Comment expliquer de tels placements ? Par l'appât du gain ? Pas nécessairement. Plus vraisemblablement par une sorte de candeur conférant à l'argent une certaine neutralité.

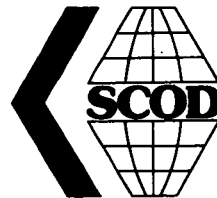
■ **Un instrument au service des chrétiens**

A tous ceux qui prennent conscience de cette situation et qui souhaitent la dépasser, la Société Coopérative Océuménique du Développement (SCOD) offre un instrument de choix. Elle leur permet, en effet, de placer leur argent à un taux raisonnablement rémunérateur avec la certitude qu'il sera utilisé dans des entreprises utiles à ceux qui sont dans le besoin.

En lisant les projets présentés dans le rapport 1979 (que l'on peut facilement se procurer à l'adresse ci-dessous), on trouve, par exemple : Pérou, traitement de la laine d'Alpaga par un organisme appartenant à des travailleurs à Puno. Guatemala, prêts pour l'achat de terrains par une communauté indienne. Iles Salomon, prêts pour l'achat d'un petit bateau de transports, etc.

**ASSOCIATION SUISSE ROMANDE
DE SOUTIEN A LA SCOD**

Case postale 3, 1213 Petit-Lancy 2
Secrétariat : tél. 21 20 68



■ **Un bon démarrage**

Au 15 juillet de cette année, la SCOD comptait 138 organisations avec un capital d'actions de plus de 8 millions. Résultat réjouissant, puisqu'elle ne fonctionne que depuis 3 ans mais, nous l'espérons vivement, ce n'est là qu'un début.

Afin d'en savoir plus sur la SCOD, nous ne saurions trop recommander à nos lecteurs d'inviter leur entourage à participer à la consultation qui aura lieu au château de Bossey, le 15 novembre.

Ce sera aussi l'occasion d'entendre deux conférenciers dont le sérieux et la compétence ne sauraient être mis en doute, André Bieler et Pier Luigi Giovannini.



CONSULTATION DU 15 NOVEMBRE 1980

INSTITUT ŒCUMENIQUE DE BOSSEY, CELIGNY

Programme proposé (de 14 h. à 22 h.)

- 14 h. Introduction de M. Théo Tschuy, président
- 14 h. 15 Exposé de M. P.-L. Giovannini, sur le système financier et le Tiers-Monde
discussion
- 15 h. Réflexion biblique et éthique, par le professeur André Bieler
échange
- 16 h. Pause thé
- 16 h. 30 Société Coopérative Œcuménique de Développement (SCOD)
question et information
- 17 h. 15 Association
Proposition pour l'Assemblée générale 1981 :
Information
Travail de groupe
Comité futur
- 18 h. 30 Repas (Fr. 7.50 plus boisson)
- 20 h. Résumé de la journée, conclusions à tirer, suivi d'une célébration œcuménique

■ L'INITIATIVE D'ARUSHA (Tanzanie)

Le Fonds monétaire International (FMI) en question

Du 30 juin au 3 juillet, une quarantaine de spécialistes parmi lesquels des noms mondialement connus dans le domaine du développement se sont réunis pour mettre en place un plan en vue d'un nouveau système monétaire international. Les conclusions de leurs travaux ont fait l'objet d'une présentation, sous les auspices de la CNUCED à Genève.

Dans les limites de ce bulletin, il n'est pas possible de reprendre cette problématique, nécessairement assez longue et complexe. Bornons-nous à relever que, pour leurs auteurs, le système monétaire actuel, né à Bretton Woods en 1944, dans une conjoncture historique radicalement différente, s'est effondré. Dès 1971, il s'est révélé "inacceptable pour les pays du Sud, inefficace pour ceux du Nord et anachronique pour tous". Quant au FMI, ils l'estiment ni scientifique, ni objectif, ni neutre.

Au moment où l'on nous annonce que, selon un rapport confidentiel, les obstacles à la participation de la Suisse au FMI seraient pratiquement levés, et qu'on nous promet pour l'année prochaine la venue à Berne de Robert Mac Namara, directeur de la Banque mondiale jusqu'en 1981, ces conclusions ne peuvent pas nous laisser indifférents.

Va-t-on nous faire entrer dans une organisation dépassée pour nous, destructrice pour le Tiers-Monde ? Souhaitons que nos autorités ouvrent les yeux et fassent leurs conclusions de la rencontre d'Arusha : "Nous appelons donc les peuples des pays industrialisés et les organisations qui les représentent, y compris les syndicats, les partis politiques et les Eglises, à prendre conscience de tout ce que l'actuel "non-système" monétaire leur coûte, au même titre qu'à ceux du Tiers-Monde."

■ A nouveau la viande

On se souvient de l'appel récent à la solidarité nationale pour venir à bout d'une montagne de viande. Et bien, qu'on se rassure ! Selon L'ATS, exprimant l'avis du Conseil fédéral, "les efforts conjugués des producteurs, des utilisateurs et des consommateurs ont contribué à améliorer la situation". Ainsi, on nous donne une bonne note, avant de nous apprendre que le consommateur que nous sommes a "profité" d'un échange : nous avons troqué notre second choix contre du premier choix venu de l'étranger. Savez-vous par exemple avec quel pays ? Avec la Pologne, dont on sait que la pénurie quasi constante de viande était l'une des causes du mécontentement populaire.

Ainsi, non seulement nous faisons paître nos vaches en bonne partie sur les terres affamées du Tiers-Monde mais voilà que nous nous mettons à chiper les bons morceaux dans l'assiette de nos proches voisins !

RELIRE L'ECRITURE

en tentant d'y découvrir, par delà les images héritées de l'enfance, l'expression d'un peuple inlassablement invité par Dieu à se libérer et à durer dans cette libération.

PRENDRE LE TEMPS DE SOUFFLER

en vivant un week-end — simple de moyens et financièrement très accessible — où on se donne le temps de l'échange.

CELEBRER LA MEMOIRE DU RESSUSCITE

Jésus de Nazareth qui a été jusqu'au bout de son projet : une vie d'homme en communion.

Ce programme auquel la COTMEC vous invite est-il réalisable ? Va-t-il rencontrer de l'intérêt ? Pour le savoir, il nous faut essayer.

*du samedi 22 novembre à 16 heures
au dimanche 23 à 16 heures.*

► ► ► ► RELIRE L'EXODE ◀ ◀ ◀ ◀

Tous les renseignements seront donnés au secrétariat où vous êtes invités à vous inscrire avant le 5 novembre. (En respectant ce délai, vous faciliterez grandement le démarrage de cette tentative.)

Ces week-ends ne s'adressent pas en priorité à ceux qui ont déjà trouvé, dans les nombreuses possibilités offertes à Genève, de quoi alimenter leur foi. Peut-être d'abord à ceux qui voient plus difficilement comment concilier le regard qu'ils portent sur le monde (et qui les invite à l'engagement... ou au découragement) et une parole d'espérance.

Les fleurs du Rwanda

Le pyrèthre est une grande fleur blanche qui possède une propriété : celle d'être un insecticide naturel puissant et non polluant.

A la demande du gouvernement rwandais, l'ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel) a mis en service une raffinerie pour traiter ce pyrèthre. Ainsi plus de 8000 familles trouveront un emploi contribuant, du même coup, à rendre moins dépendant le Tiers-Monde de l'industrie chimique occidentale.

Il est impossible de réveiller un homme qui fait semblant de dormir.

Proverbe du Ghaha
(cité dans la Vie Protestante)

■ SERVICE CIVIL

Rejeté sans contre-projet

Le Conseil fédéral recommandera aux Chambres le refus de l'initiative pour "un authentique service civil" sans contre-projet. Cette décision n'a pas surpris les initiants qui ne se faisaient guère d'illusions. Ils trouvent même que l'absence de contre-projet va éviter un éparpillement des voix favorables.

Et les Eglises, que vont-elles faire ?

Dans leurs textes respectifs, il y a tout ce qu'il faut pour qu'elles puissent soutenir, avec clarté et vigueur, ceux qui travaillent à faire aboutir cette initiative.

Vatican II et le Synode 72 d'une part, la déclaration de la Fédération des Eglises protestantes de Suisse faite à Herisau en 1947, d'autre part, souhaitent explicitement l'introduction d'un service civil tel que l'initiative nous le propose.

Reste à utiliser ces textes, à leur donner vie et force. C'est le moment ou jamais. Sinon on risque de confirmer de nombreux jeunes dans leur opinion sur une Eglise qui a de bonnes paroles plein ses bibliothèques mais à qui il manque le courage d'en témoigner.

N'oublions pas que dans le délai de deux ans et demi donné au DMF pour fournir le message, 1000 à 1500 objecteurs auront passé en prison.

■ UNE NOUVELLE QUI NOUS REJOUIT

Adolfo Perez Esquivel,
prix Nobel de la Paix

Voilà un nom qui n'est pas inconnu pour ceux qui suivent les travaux de notre Commission. En avril 1977, nous leur demandions de participer à une vaste campagne de lettres pour obtenir la libération d'Adolfo Perez Esquivel qui venait d'être incarcéré. Et dans notre bulletin, quelque quatorze mois plus tard, nous annonçons sa libération, en soulignant qu'aucune charge n'avait pu être relevée contre lui.

Cette attribution nous réjouit à plus d'un titre. Elle vient confirmer dans sa lutte un chrétien témoin de la non-violence active et, à travers lui, l'organisation "Paz y Justicia" qu'il a créée en 1973 et qui s'étend largement en Amérique latine. Plus encore, elle va le protéger dans l'exercice de sa tâche, dans cette Argentine où la vie de ceux qui combattent pour la justice a si peu de prix.

"Il est des temps et des pays où la place des honnêtes gens est en prison", a-t-on dit. Le jury d'Oslo ne s'y est pas trompé. Mais on comprend d'autant mieux l'embarras des milieux officiels de Buenos Aires où, nous dit l'AFP, la nouvelle a été accueillie avec un silence gêné.

■ LE POUVOIR DES BANQUES

L'avis des jeunes démocrates chrétiens

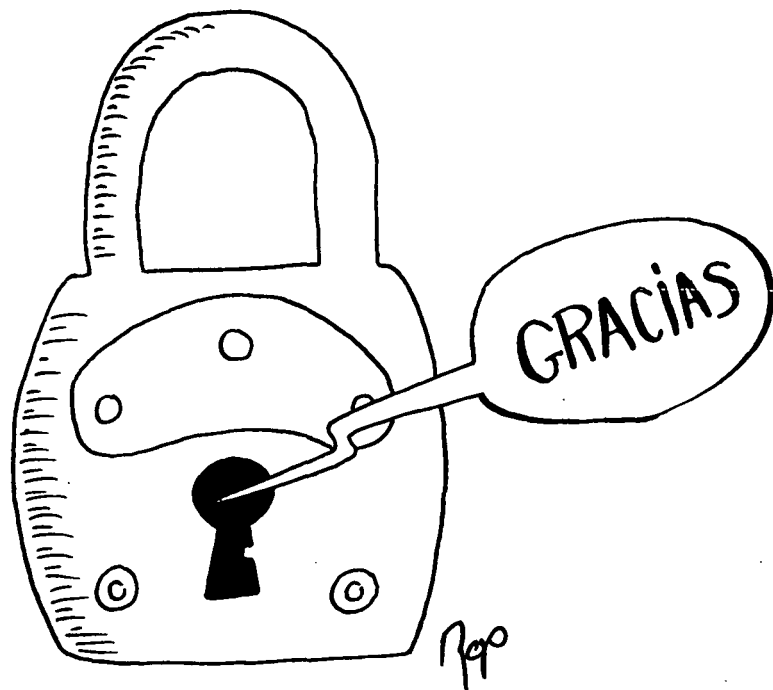
Dans le Courrier du 22 septembre, Marc Savary fait état d'une rencontre qui s'était tenue à Muttentz, réunissant une trentaine de jeunes démocrates chrétiens. A l'issue de leurs travaux, ils ont adopté une série de thèses dont voici un extrait :

"Sous couvert du secret bancaire, certaines pratiques douteuses jouissent d'une protection complice, des capitaux en fuite viennent grossir des comptes au lieu de rester dans les pays en développement qui en ont un cruel besoin. Enfin, chez nous, des masses d'argent sont soustraites aux services fiscaux."

Il est intéressant de constater que, sans aller jusqu'au soutien de l'initiative sur les banques, les jeunes démocrates chrétiens se retrouvent avec ses auteurs sur un bon nombre de points. Pour les aider dans leur réflexion, ils avaient invité Beat Kappeler, de l'Union syndicale suisse, et Philippe de Weck, ancien président du Conseil d'administration de l'UBS. Ce dernier s'est dit surpris par la volonté exprimée au cours du week-end d'affaiblir le secret bancaire qui est une manière de protéger l'individu. "Vous allez ainsi à l'encontre de la doctrine chrétienne", a-t-il ajouté.

Le Père Chenu, dans un petit livre récent, nous invitait à prendre de la distance par rapport à ce que l'on met sous le nom de "doctrine sociale de l'Eglise". A son avis, après le Concile, et surtout après la lettre de Paul VI au cardinal Roy, cette notion devait être soumise à un sérieux réexamen.

Si la thèse du Père Chenu avait encore besoin d'une illustration, Philippe de Weck l'a apportée.



■ **BOLIVIE**

Nous avons reçu de Mgr Manrique, archevêque de La Paz, une réponse à la lettre d'appui que nous lui avons envoyée. Pour nous faire une idée des conditions dans lesquelles doit œuvrer le prélat, nous reproduisons en outre un court extrait de la déclaration qu'il a faite le 18 juillet à La Paz avec, encadrées, les phrases qui ont été ajoutées par le gouvernement et qui ne figurent pas dans le texte original.

...Le journal catholique Presencia a été occupé par des hommes en armes. Une maison religieuse a été perquisitionnée par des forces militaires, bien que s'étant retirées aussitôt.

Le manque de liberté et de moyens d'information maintient le pays dans un silence apeuré et, à l'heure actuelle, nous manquons d'informations complètes sur les événements.

J'ai cependant le devoir de condamner les agressions commises ainsi que les tentatives pour faire taire la voix d'un peuple comme est le peuple bolivien, simple et patriote, qui réclame la justice et le bien-être social.

Mais malheureusement le marxisme-léninisme avait tellement corrompu les citoyens et surtout notre Eglise catholique, que les forces armées se sont vues dans l'obligation de rétablir l'ordre social souhaité, et de revenir ainsi aux principes philosophiques chrétiens traditionnels.

L'Eglise a le devoir d'orienter ces justes réclamations sur la base de la doctrine sociale qu'ont élaborée les papes, le concile de Vatican II, les documents de Medellin et de Puebla, ainsi que les orientations données récemment par le pape Jean-Paul II.

Dans ces moments difficiles que traverse le pays :

- Je demande de toutes mes forces aux responsables de la situation actuelle d'épargner au peuple de plus grandes douleurs et souffrances.

- Je demande à la population de collaborer avec les actuelles autorités nationales, afin d'éviter l'affrontement au sein de la famille bolivienne.

- J'exige de toutes mes forces que soient remis en liberté ceux qui ont été arrêtés sans motif pénal.

- Je demande que les responsables de la fraude électorale et de la parodie démocratique soient emprisonnés et jugés, ainsi que les corrompus de l'administration publique.

- Je demande réparation pour les dommages provoqués aux stations-radio de l'Eglise, ainsi que leur remise en état immédiate et leur libre expression. L'occupation du journal Presencia doit cesser et sa libre circulation doit être immédiatement garantie

ainsi que la mise à l'écart des éléments marxistes qui y sont infiltrés.

**Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève**

Case postale 99 - 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol - 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 - 21 551



SECRETARIAT

Les après-midi du lundi, du mercredi et du vendredi, vous êtes sûr de trouver quelqu'un. Le reste du temps, un répondeur automatique prendra votre message.



Changements d'adresse :
case postale 99
1211 Genève 9

J. A. 1200 Genève 11

- Je demande qu'on réfléchisse sur les paroles prononcées par le Saint Père au Brésil : "Les prêtres doivent rester en dehors de la politique." "L'Eglise avec les pauvres du monde." Non surtout à la militance communiste et à la direction des partis politiques." Les pasteurs doivent abandonner toute idéologie politique de parti."

- Je proteste contre l'utilisation scandaleuse des ambulances par des militaires en armes aux fins de répression et pour l'accomplissement de missions militaires et non pas humanitaires.

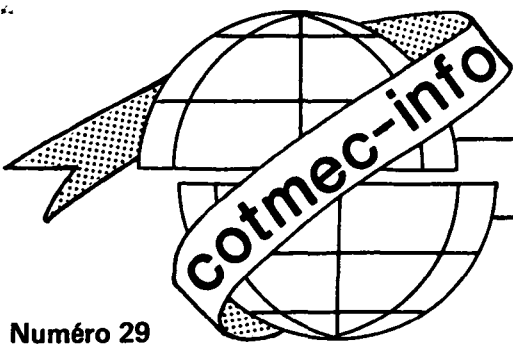
phrase supprimée
.....

Dial

Mgr Manrique, archevêque de La Paz

Je salue très respectueusement la Commission Tiers-Monde de l'Eglise catholique à Genève et la remercie très vivement de son appui et de sa solidarité à l'occasion des derniers événements survenus dans ma patrie aimée. Je lui demande de continuer à prier pour qu'à tout moment je sois fidèle à l'Esprit du Christ au service de l'Eglise et de mes frères.

La Paz, 19 septembre 1980.



FAVORABLES A LA GUERRE, PARCE QUE CHRETIENS ?

■ Une enquête accablante

Analysant le résultat d'enquêtes faites en Allemagne, au Canada et aux Etats-Unis, ces dernières années, le P. Friedli, de l'Institut de Missiologie de Fribourg, nous apprend que *"les chrétiens sont plus favorables à la guerre que les non-chrétiens, les chrétiens qui se déclarent très stricts dans leur foi sont beaucoup plus prompts à punir que ceux qui déclarent ne pas être très attachés à la doctrine; les catholiques souhaitent plus les armes nucléaires que les protestants, et les protestants plus que les athées. Dans les groupes qui ont été analysés, les pratiquants ont montré une tendance nettement plus forte à accepter la puissance militaire comme moyen de résoudre les conflits que les non-pratiquants. Ceux qui professent une vision religieuse du monde sont moins intéressés à une communauté mondiale que ceux qui se déclarent peu religieux."*

Le coup est dur à encaisser. Ainsi ceux qui se réclament de Jésus de Nazareth et de son message sont aussi les plus rapides à dégainer.

■ Rester sceptique

Voilà de quoi nous rendre critiques à l'égard de nos réflexes spontanés, de toutes ces idées qui nous semblent évidentes, mais qui prennent racine en fait plus volontiers dans l'idéologie régnante que dans l'Esprit qui nous habite pour faire toutes choses nouvelles.

Attention, nous ne voulons pas simplifier le problème. Loin de nous de faire bon marché d'une sécurité que nous apprécions. Avec Paul Ricœur nous pensons qu'une *"réflexion authentique sur la non-violence doit avoir traversé dans toute son épaisseur le monde de la violence"*. Mais en matière de défense armée, nous voulons rester des sceptiques et notamment refuser de considérer comme "allant de soi" un défilé militaire. Qu'il ait lieu à Moscou, à Pékin, aux Champs-Élysées... ou qu'il ait lieu à Genève, comme celui que fera le régiment 3 le 4 décembre prochain, un jeudi...

■ La parabole de l'hôpital

Imaginons un hôpital qui spécialiserait son personnel et son équipement uniquement en fonction des amputations avec pour raison évidente le fait que, la gangrène, cela existe. Le choix nous paraîtrait au moins incomplet. Au plus, quelque peu dangereux, car ne serait-ce pas toute la médecine préventive et tous les premiers traitements à faire avant que la gangrène ne s'installe qui seraient ainsi laissés sans ressources de recherche ou de fonds.

■ Si vis pacem...

Si tu veux la paix, prépare la guerre. Voilà un slogan qui a pour lui le mérite de l'âge. Et peut-être qu'à l'époque où préparer la guerre signifiait le plus souvent tendre quelques balistes pour qu'elles soient prêtes à lancer des pierres à l'arrivée des ennemis, ce proverbe contenait-il quelques grammes de vérité. Nous n'en sommes plus là. Nous en sommes à *"acheter de plus en plus cher une insécurité de plus en plus grande"* (M. Myrdal). Ce slogan mérite qu'on lui torde définitivement le cou et que le problème de la sécurité et de la paix soit repris à nouveaux frais. Dans un dialogue largement ouvert.

■ Est-ce un problème pour la COTMEC ?

Directement, certainement pas. Pax Christi, Justice et Paix et d'autres mouvements sont sans doute plus à même de poser ces questions dans l'Eglise. Pourtant, nous ne pouvons pas ne pas nous sentir concernés par ce problème, nous qui nous heurtons à longueur de dossiers à de criantes contradictions : armée - exportations d'armes - endettement des pays du tiers-monde - répression interne - développement de la misère...

Comme l'affirme Roy Preiswerk, président du GIPRI, récemment créé, entre le milliard par jour dépensé pour l'armement et les 20 000 enfants qui meurent chaque jour également *"la comparaison est peut-être facile, mais elle n'est pas dénuée de sens"*. ■

■ OUGANDA La tâche de reconstruire

Avec ses 11 millions d'habitants, ce petit pays au cœur de l'Afrique reste présent à nos mémoires par les atrocités qu'on y a commises dans un passé récent. De 1971 à 1979, il était dirigé par le tristement célèbre Amin Dada, qui a laissé derrière lui un bilan tenant en deux chiffres :

Au moins 300 000 morts et 600 000 orphelins de père (même si dans la société africaine, le mot orphelin n'a pas la même signification que chez nous).

C'est dire l'ampleur des plaies à cicatriser, auxquelles s'ajoutent la baisse du niveau de vie, l'inflation galopante, la pénurie et avec elle le marché noir, la corruption et la fraude. C'est dans ce contexte que les élections se préparent. Dans une totale liberté d'expression.

Quant à l'Eglise catholique, qui compte 4 millions de membres, elle ne semble pas avoir été trop défigurée par la tempête de la tyrannie. Pierre Vilain, dans un article paru récemment dans les Informations Catholiques Internationales, en rapporte l'impression d'une Eglise qui a le vent en poupe. Ce n'est pas sans risque. Le risque qu'en s'équipant en "dur", le mouvement même de son expansion la sépare des pauvres. Le risque aussi que l'œcuménisme, notamment à l'égard de l'Eglise anglicane (3 millions de membres), reste au point mort. Pourtant il conclut : "Ses ombres ne doivent pas masquer son rayonnement... Il existe une telle foi dans ce peuple..."

d'après I.C.I.

■ GUATEMALA Un diocèse fermé

En organisant avec le "Comité Fuentes Mohr pour la défense des droits de l'homme au Guatemala" une rencontre en un temps record — 7 jours exactement entre l'annonce du passage des deux prêtres et la date de la réunion — nous prenions un risque. Le risque par exemple d'indisposer des gens qui ont besoin de plus de temps pour faire une place dans leur agenda.

Mais nous saisissons aussi une chance. Celle de rencontrer des témoins de l'Évangile vécu dans une situation d'extrême violence. Une cinquantaine de personnes ont réussi à la saisir et ont découvert dans quel contexte s'est prise la décision — unique dans l'histoire de l'Eglise — de fermer un diocèse.

Précisons qu'à côté de ce diocèse du Quiché, il en est d'autres guère mieux lotis, tel celui dans lequel il ne subsiste que l'évêque en clandestinité et deux prêtres. Ils ont aussi appris, au cours de cette soirée, le rôle non négligeable joué par un petit avion typiquement helvétique : le Pilatus.

Ceux qui souhaitent avoir plus de renseignements ou apporter leur soutien au Comité cité plus haut peuvent l'atteindre à la Case postale 290, 1211 Genève 13.



■ BONNE NOUVELLE A Genève, un institut pour la paix

Laissons à Denis de Rougemont, président du Comité d'honneur, le soin de le présenter.

L'Institut international de recherches pour la paix (GIPRI) a été créé à Genève par un groupe d'hommes et de femmes de toutes tendances, venant de tous les horizons et de tous les milieux, mais qu'unit une aspiration profonde et commune : celle de l'établissement et du maintien de la paix. Parmi eux se trouvent notamment des physiciens, des économistes, des sociologues, des juristes, des personnes exerçant des responsabilités publiques. S'inspirant de l'exemple donné par le célèbre Institut de Stockholm, le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), ils entendent confier à l'Institut nouvellement créé la mission de rechercher les conditions de l'établissement et du maintien de la paix et de collaborer ainsi aux efforts tendant à préserver le monde d'un nouvel holocauste.

Ils ont convenu que le GIPRI serait orienté vers l'étude scientifique des domaines d'importance pour la paix; il devra essayer d'élucider les facteurs de conflit, d'analyser les voies de la préparation politique de la guerre, dont il étudiera la technologie et les armes, constamment perfectionnées dans le secret.

Par la rédaction, la distribution et la publication d'études sérieuses et objectives, l'Institut sera à même de susciter une meilleure connaissance de la réalité et des dangers qu'elle comporte.

Pour les Genevois, un appel et une chance

Un appel, car, comme toute initiative qui prend corps, cet institut a besoin d'un appui matériel et moral. Souhaitons que tous ceux que préoccupe le lancinant problème de la paix mondiale ne lui ménagent ni l'un ni l'autre.

Mais c'est une chance d'avoir, sous la main, une source d'information et des experts désireux de la partager. Encore faudra-t-il la saisir. Avec tout ce que notre ville contient comme techniciens dans les problèmes qui concernent l'ensemble du monde — à commencer par l'Institut universitaire d'Etudes du Développement — les Genevois devraient être en ces matières les mieux informés qui soient. Mais peut-être ont-ils quelque gêne à inviter dans leur groupe, dans leur Conseil de Communauté... tel professeur, tel chercheur... C'est dommage pour eux et pour lui.

■ ARGENTINE La prière du Général

C'était le 12 octobre. Lors de la clôture du congrès marial de Mendoza, le général Vidéla, qui trônait à gauche de l'autel, a lu à la suite de l'homélie du légat du pape, la prière dont nous reproduisons ci-dessous un court extrait.

...Mais surtout, Toi la bienveillante, accepte notre supplication : veille toujours sur notre patrie et sur toutes les familles argentines pour qu'en leur sein l'ordre établi par Dieu soit respecté et vénéré, en nous délivrant de sa dissolution et de ses fruits amers expérimentés par certains peuples. Protège-nous aussi de la désagrégation qui commence par le manque de foi et qui se poursuit par le manque de respect envers la vie, ce don du Créateur. Délivre-nous du fléau de la violence et de la haine sous toutes leurs formes, afin que les jeunes générations puissent se former dans la rectitude, conformément aux vertus humaines les plus nobles et aux caractéristiques spirituelles de nos racines argentines..."

Un Général a bien le droit de prier. Pourtant quand la prière en question, qui remplit une pleine colonne du journal "La Nacion", a lieu devant un stade rempli de monde, on est en droit de se poser des questions. De se demander par exemple comment, après cela, l'Eglise peut encore apparaître comme témoin de la bonne nouvelle auprès des pauvres. On s'était pareillement interrogé lorsqu'on avait appris que, depuis 1979, les évêques titulaires recevaient du gouvernement des émoluments mensuels équivalant à 80 pourcent de ceux que reçoit un juge de première instance (70 pourcent pour les évêques auxiliaires). Sur les 62 circonscriptions, 3 diocèses seulement ont refusé les propositions gouvernementales.

▼ L'ACAT se présente aux lecteurs du bulletin

NON A LA TORTURE

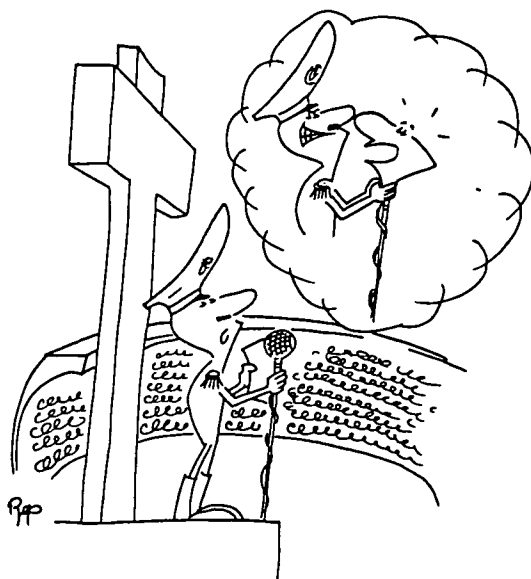
Elle détruit le corps de l'homme, détruit sa personnalité, l'homme créé à l'image de Dieu.

C'est pour lutter contre ce fléau, qui sévit dans plus de 70 pays, que s'est fondée l'ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture).

L'ACAT s'adresse aux chrétiens de toutes confessions. L'ACAT considère que le combat contre la torture fait partie intégrante de la mission de l'Eglise. L'ACAT allie prière et action. De la prière découlent l'engagement et l'action.

L'action de l'ACAT est constituée par l'envoi hebdomadaire de lettres aux gouvernements où se pratique la torture. L'ACAT reçoit ses informations d'Amnesty International, des Eglises et autres sources dûment vérifiées.

Pour tous renseignements complémentaires, vous pouvez vous adresser à l'équipe responsable. Henri BACHER, Irénée HANISS, Barbara VISCHERSCHMIDT, Dora REYMOND-GAUTIER (48 08 24), Jacques et Simone VIDAL (94 57 41).



● DE NOUS A VOUS

● Merci...

... à tous nos lecteurs qui ont utilisé le bulletin de versement au précédent numéro. La somme était indiquée trop discrètement, nous a-t-on dit. C'était 8 francs qu'il fallait lire. (Somme qui, si elle est assez largement payée, permet de couvrir les frais de bulletin et de laisser libre pour d'autres activités le financement de la COTMEC.)

● Merci aussi...

... à tous ceux qui ont utilisé le talon du coupon. Lire vos petits mots, et parfois vos grands mots, est pour nous source d'encouragement.

● Une réponse...

... à la question : pourquoi vos articles ne sont-ils pas signés ? Ce bulletin ne représente qu'une partie du travail de la commission. Un travail que nous nous répartissons selon nos possibilités. Il serait gênant que seuls les noms de ceux qui réalisent le bulletin apparaissent. L'essentiel est bien de savoir que chaque numéro est soumis à plusieurs membres de la commission avant son impression. Sans être proposé explicitement à l'approbation de toute la commission, il peut donc être considéré, dans ses grandes lignes, comme son expression.

● Faute de combattants

Le week-end du 23 novembre, RELIRE L'EXODE n'a pas eu lieu à cause du trop petit nombre d'inscriptions.

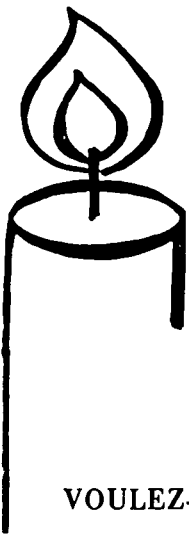
Faut-il enterrer le projet ?

Refaire la même proposition ultérieurement ?

Proposer des temps moins longs (dimanche seulement ou samedi après-midi seulement) ?

Faut-il choisir un autre thème ?

Votre avis nous éclairerait.



NOËL 1980

LUEURS D'ESPOIR, LUMIÈRES DANS LA NUIT...

Nous appelons les chrétiens et tous les habitants du canton de Genève à participer le soir du 24 décembre à une action très simple, organisée en collaboration et en communion avec tous les habitants de Nova Houta (Pologne) et de Soweto (Afrique du Sud)...

Chacun est invité, le soir du 24 décembre, à se tenir au même moment (en fait, successivement, suivant les fuseaux-horaires) à sa fenêtre avec une bougie allumée — en signe d'amitié pour ses voisins et pour tous les peuples, au près et au loin.

VOULEZ-VOUS PARTICIPER A CETTE ACTION ?

- ▶ Souhaitons que les lecteurs de notre bulletin répondent largement à l'invitation de répandre cette flamme de fête et de solidarité internationale.
- ▶ Ils trouveront tous les renseignements dans leur paroisse ou en téléphonant de 10 h. à 12 h. au numéro (022) 21 43 60.

■ URUGUAY ON VOTERA LE 30 NOVEMBRE Le choix entre la peste et le choléra

Lorsqu'un pays, depuis de nombreuses années en état de siège, propose une votation, on est en droit de se réjouir. Dans le cas présent, ce serait une erreur.

La votation du 30 novembre, encore sous l'état de siège, sans débat ni activité politique possible, avec une totale censure des moyens de communication ... n'est là que pour tenter désespérément de redonner au pays un crédit qui lui fait défaut sur la scène internationale.

Et si la nouvelle Constitution soumise à la votation (en recul sur à peu près tous les points par rapport à celle de 1967) était refusée ? Cela paraît bien impossible puisque le vote sera "contrôlé" par les militaires. Toutefois un général y a déjà pensé en disant : refuser la nouvelle Constitution signifierait l'approbation de la situation actuelle.

Le 30 novembre, le peuple uruguayen choisira entre deux sortes de chaînes.

● A LIRE Chrétiens du bout du monde

En 150 pages, Michel Bavarel — que beaucoup de nos lecteurs connaissent pour ses reportages tant au loin que chez nous — nous emmène dans un rapide tour du monde. Il fait défiler devant nos yeux une quinzaine de récits aussi agréables à regarder que des diapos, aussi colorés, aussi précis. Ces diapos il les a groupés en quatre chapitres, chacun rapidement introduit : Une Eglise autochtone, une Eglise étrangère ? — Les nouvelles communautés, les nouveaux ministères — Du côté des riches ou du côté des pauvres ? — La libération et la répression.

Commission Tiers-Monde de l'Eglise catholique à Genève

Case postale 99 - 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol - 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 - 21 551



A SIGNALER

Mercredi 21 janvier à 20 h. 30

Stratégie de développement du Tiers Monde dans les années 80

Avec Roy Preiswerk, ancien directeur de l'Institut Universitaire d'Etudes du Développement.

Au Centre Universitaire
Protestant
2, av. du Mail



Son regard, invariablement, c'est vers l'Eglise qu'il le dirige. Une Eglise qu'il aime et qu'il sait reconnaître dans ses communautés les plus pauvres, les plus reculées. ... "On ne reconnaît pleinement l'existence que de ceux qu'on aime" écrit Simone Weil. En un moment où à Rome on utilise parfois des projecteurs un peu trop puissants, que ce regard décentralisateur fait du bien !

Ce regard nous invite à l'humilité. A cause de notre situation de chrétiens au niveau de vie tellement différent de celui de ces frères que nous rencontrons dans le livre. Humilité aussi du fait de notre appartenance à une Eglise qui ne peut nier son poids de responsabilité passée (plus lourde que Robert Masson ne le laisse entendre dans sa postface).

Invitation surtout à la créativité. Les problèmes qui sont les nôtres, d'autres les ont rencontrés et ont su leur trouver des réponses, souvent heureuses. Invitation plus encore à l'espérance. Dans la pâte, il y a du levain. Un levain qui la soulève irrésistiblement, quelle que soit sa lourdeur, cette lourdeur qui a nom oppression, injustice, passivité, résignation...

Pas de bilan sur l'Eglise, pas plus une prospective, une constatation. Partout où on s'est rappelé que le signe du Royaume, c'est la Bonne nouvelle annoncée aux pauvres, la Parole, bien loin d'être aliénante culturellement ou politiquement remet l'homme debout. En communion.

Un livre à lire et à faire lire. Aux jeunes particulièrement qui ont tant de peine à trouver, dans l'Eglise d'aujourd'hui, des signes qui leur parlent.

* Aux Editions CANA, au prix de Fr. 21.40.

Changements d'adresse :
case postale 99
1211 Genève 9

J. A. 1200 Genève 11



FAUT-IL ATTENDRE POUR FAIRE LA FÊTE ?

Faut-il attendre que les statistiques de l'Organisation Mondiale de la Santé nous annoncent que toutes les maladies sont rayées de la carte du monde ? Faut-il attendre qu'Amnesty International publie un rapport qui tiendrait en trois mots : "rien à signaler" ? Comment ne pas repenser au cri jeté par Frère Roger, il y a quelques années, depuis la colline de Taizé : "Et si la fête disparaissait parmi les hommes ?"

A y regarder de près, trois éléments entrent généralement dans la composition d'une fête : un "gaspillage" d'argent, un "gaspillage" de temps, des rencontres.

Il y a difficilement une fête sans signes de fête qui seront toujours des excès si petits soient-ils. La tribu la plus pauvre d'Afrique préparera, pour la fête, plus de boissons qu'il n'en faut pour étancher sa soif, le plus pauvre village des Andes se procurera quelques pétards qui "ne serviront à rien". De plus il y faut du temps, pour la préparer, pour la vivre. Du temps qui ne servira à rien. Et tout cela avec, comme but, un moment de rencontre, de présence entre personnes différentes, entre générations différentes...

Au bout du compte, dans la fête, il y a un renversement (en tout cas pour les Occidentaux que nous sommes). L'argent et le temps (qui a pris la même valeur : "le temps c'est de l'argent") sont déboulonnés de leur piédestal, sont désacralisés et c'est la convivialité qui est mise un moment à la première place. Ce ne sont pas les gens du Tiers-Monde qui vont se plaindre de nous voir faire ce renversement. Nous le croyons, la fête non seulement est une pause — qui n'en éprouve parfois le besoin ? — mais un pas de plus sur le chemin de l'humanité. Cela vaut pour toute fête, cela vaut encore plus pour la fête de Noël, cette fête de l'Homme-Dieu, infini de gratuité, infini de simplicité, infini de présence. Aux chrétiens, qui se rappellent la signification de ce mot, de "bien" faire la fête. Sans arrière-pensée. Dans cette liberté de l'Evangile qui nous dispense de perdre notre argent à nous conformer à des pratiques, finalement récentes, dans lesquels les signes de fête ont tendance à devenir tellement tapageurs qu'ils détruisent la convivialité.

Elle n'a pas vieilli, l'invitation du prophète Jérémie : "...Ne courez pas pour votre malheur après d'autres dieux, je pourrai alors habiter avec vous".

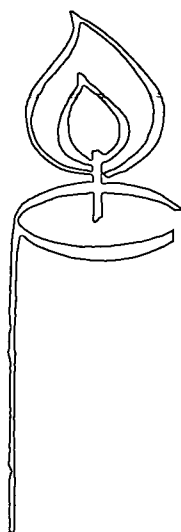
Que pour chacun de nous Noël soit une fête, que Noël soit renversement, que Noël soit pause sur la route, que Noël soit présence !

LES EGLISES SUISSES ET LA TORTURE

Une lettre signée des plus hautes autorités religieuses de notre pays (le président de la Fédération des Eglises protestantes, le président de la Conférence des Evêques, le président des Communautés israélites et une représentante des Quakers) a été adressée au Conseil fédéral en août dernier pour lui demander de soutenir le projet de Protocole facultatif à Caracas. M. Furgler y a répondu de façon très positive, donnant l'assurance que des instructions avaient été données dans ce sens.

BRAVO A "MAGASINS DU MONDE"

qui a reçu le prix Eckenstein pour le récompenser de son action de sensibilisation aux problèmes du développement.



NOËL 1980

LUEURS D'ESPOIR, LUMIÈRES DANS LA NUIT...

Dans le précédent bulletin, nous avons invité les lecteurs à participer à ce geste de joie et de solidarité par lequel les bougies fabriquées à Soweto (Afrique du Sud) illumineront nos fenêtres et celles de la ville de Nova Huta (Pologne) dans la nuit du 24 décembre.

Au dire des initiateurs de l'action, les prévisions les plus optimistes sont dépassées. Mais il n'est jamais trop tard pour vous joindre à ce mouvement et éclairer une fenêtre de plus dans cette nuit pas comme les autres.

■ AFGHANISTAN UN AN APRES

■ Le poids du silence

Il y aura une année à la fin de ce mois que les troupes de l'Union Soviétique envahissaient l'Afghanistan. Une année durant laquelle les dénonciations n'ont pas manqué, mais le silence a été plus pesant encore. Pourquoi ce silence ? Certains ont cru y déceler une sympathie pour l'envahisseur. Pas nécessairement. Kaboul est loin de la Suisse. Culturellement mais aussi économiquement (en 1979, nos exportations n'excédaient pas 1,3 millions de francs et il n'y a pas d'investissements suisses importants dans ce pays). Dans une actualité saturée d'interpellations, une cause, si juste soit-elle, doit être puissamment orchestrée pour se faire entendre. Les 150 réfugiés afghans que compte la Suisse n'ont pas réussi à le faire. Parmi ces causes entre aussi le cynisme impénétrable de l'Union soviétique que certains désespèrent de pouvoir infléchir (pour ne prendre qu'un exemple sur un tout autre front, il faut savoir qu'elle a été un des premiers pays à reconnaître le sinistre nouveau régime de Bolivie). Toutes ces raisons n'excusent pas mais expliquent en partie.

■ Une résistance debout

On a voulu d'abord la minimiser. 30 000 hommes désorganisés, éparpillés le long de la frontière pakistanaise, avait dit un général afghan dans une interview à un journal bulgare au mois d'août. Mais pour mater 30 000 désorganisés, faut-il envoyer plus de 80 000 soldats soviétiques en renfort d'une armée afghane initialement forte de 80 000 hommes elle aussi ?

Qu'en conclure ? D'abord que le nombre des résistants est bien supérieur à ce que voudrait faire croire le gouvernement afghan : plusieurs centaines de milliers, sans aucun doute, d'autant qu'il n'y a pas de limite d'âge pour être modjaheddine. Ensuite qu'il n'y a pas de "sanctuaire" de la résistance afghane, et c'est ce qui fait sa force. Elle est active dans toutes les provinces, aussi voisines soient-elles de l'U.R.S.S. Elle contrôle à peu près entièrement de nombreuses régions, en particulier toute la région centrale, où un seul engagement a été signalé par la radio afghane pour tout l'été.

C'est ainsi que s'exprime François Camonin dans "Croissance des Jeunes Nations".

■ Jusqu'à quand ?

Même si les frais engagés par l'Union soviétique en Afghanistan sont sans commune mesure avec ceux que les Etats-Unis avaient investis au Vietnam, ils n'en sont pas moins lourds. Economiquement, humainement (200 soldats soviétiques tombent chaque mois) et diplomatiquement. C'est donc pour l'Union soviétique un engrenage onéreux.

Ceci dit, l'image d'un peuple pauvre qui — presque sans soutien international — tient en échec l'une des plus grandes puissances mondiales, serait séduisante mais elle est fausse. "Ne soyons pas hypo-

crites. Ce n'est pas en répétant "Allah a akbar" (Allah est le plus grand) que nous ferons reculer les chars russes", disait récemment un ancien fonctionnaire à un journaliste du "Monde".

Dans un pays où les réunions sont interdites depuis de nombreuses années, où les langues sont diverses et les communications difficiles, les divergences, qui sont nombreuses, risquent toujours de devenir des divisions profondes. De plus, jamais l'état actuel de l'armement de la résistance — souvent des armes légères volées à l'ennemi — ne permettra de faire la décision. Et les désertions massives de l'armée régulière n'y changeront rien. Enfin il faut vivre. L'achat d'un mouton devient un luxe que beaucoup de résistants ne peuvent plus se permettre. L'exode vers le Pakistan restera-t-il alors le seul recours ? (On compte 80 000 personnes qui franchissent la frontière chaque mois. En un an, près d'un Afghan sur dix se sera réfugié au Pakistan.) Peut-être, si l'opinion internationale ne se fait pas plus active.

■ HAUTE-VOLTA La fin d'une démocratie

Six millions d'habitants dans un territoire de 275 000 km² (sept fois la Suisse) sans accès à la mer ni ressources autres qu'agricoles (si souvent entravées par les dramatiques sécheresses du Sahel)... La vie est rude dans ce pays classé parmi les plus pauvres du monde et qui doit envoyer par centaines de milliers de ressortissants chercher du travail dans les plantations du Ghana et de Côte d'Ivoire.

La Haute-Volta n'est pas un pays dont on parle beaucoup mais un pays où l'on pouvait parler. Fiers de n'avoir jamais retenu l'attention d'Amnesty International, les Voltaïques vivaient dans un système démocratique. Et si les militaires sont intervenus à trois reprises depuis l'indépendance, ils ont su, à chaque fois, se retirer ensuite dans leurs casernes. L'ancien président Laminaza, bien que général, n'en avait pas moins été élu démocratiquement entre quatre candidats. C'est ce régime que le colonel Saye Zerbo a renversé le 25 novembre en créant un "comité de redressement pour le progrès national". Du même coup, l'Assemblée nationale a été dissoute, les partis politiques sont suspendus et les activités politiques interdites.

L'Afrique a-t-elle perdu une démocratie ?

● INVITATION

La Fédération romande des mouvements de non violence lance une large invitation à tous ceux qui souhaitent s'associer à une réflexion sur une stratégie non violente adaptée à la situation de la Suisse. Encadré par des experts dans des spécialités diverses, ce travail devrait aboutir à une publication ainsi qu'à des propositions d'actions fondées. Nos lecteurs trouveront tous les renseignements nécessaires au Centre Martin Luther King, Béthusy 56, 1012 Lausanne, tél. 021 32 27 27.

VIETNAM Document de la conférence des évêques

Le 1er mai, les évêques vietnamiens signaient une "lettre commune de la Conférence épiscopale du Vietnam à l'ensemble des prêtres, religieux et laïcs de tout le pays".

En voici un court extrait :

En ce qui concerne ce premier devoir — positivement contribuer avec nos compatriotes de tout le pays à la défense et à l'édification de notre patrie — nous voulons affirmer : pour un chrétien, l'amour de sa patrie et de ses compatriotes n'est pas simplement un sentiment qui doit exister naturellement, mais c'est une exigence de l'Évangile comme l'a rappelé le Concile : "Les chrétiens venus de tous les peuples et rassemblés dans l'Église ne se distinguent pas des autres hommes ni par le pays, ni par la langue, ni par leur façon de se comporter dans la cité, aussi

doivent-ils vivre pour Dieu et pour le Christ selon les usages et le comportement de leur pays, pour cultiver vraiment et efficacement en bon citoyen l'amour de leur patrie" (Ad gentes, 15).

Notre amour de la patrie doit être concret, c'est-à-dire que nous devons avoir conscience des problèmes actuels de notre patrie, nous devons connaître la ligne, la politique et la loi de l'État et, positivement avec nos compatriotes de tout le pays, contribuer à la défense et à la protection d'un Viêt-Nam riche, libre et heureux.

Pour ce service de la patrie, l'Évangile nous apporte lumière et force pour surmonter les difficultés et les tendances individuelles égoïstes, élever l'esprit de service de la charité universelle et nous orienter vers "les cieux nouveaux et la terre nouvelle" où tout sera réconcilié dans le bonheur. Et lorsque nous luttons pour éliminer les traits négatifs, nous jouissons de la grâce du Christ ressuscité pour revêtir l'homme nouveau, juste et sain.

(Foi et Développement)

COREE, HONG KONG...

L'explication d'un miracle

Devant le déferlement d'appareils électroniques à des prix dérisoires — au point que les écoliers sont bientôt tous équipés d'une calculatrice —, qui ne s'est fait la réflexion : "comment peuvent-ils fabriquer cela à si bas prix ?". Le texte ci-dessous, repris de la revue "Labor" nous livre une partie de l'explication :

Kim Hai Kwee, 19 ans, travaille sous tension devant son microscope. De la musique d'ambiance est diffusée et elle a des maux de tête à force de souder pendant des heures, des fils d'or reliés à des pastilles de silicium presque invisibles. Kim est une des 100 000 ouvrières de l'industrie électronique sud-coréenne, orientée vers l'exportation, dont quelque 90 pour cent sont des jeunes femmes entre 18 et 23 ans. Elles travaillent entre huit et dix heures par jour, six jours par semaine. En 1978, le salaire moyen dans les usines coréennes à investissements américains s'élevait à moins de 4 dollars par jour. Les dépenses élémentaires d'environ 112 dollars par mois, qui incluent seulement une demi-livre de viande et aucune aide médicale ni loisirs, nécessitent le salaire entier de Kim. Et beaucoup de femmes doivent encore entretenir leur famille aussi bien qu'elles-mêmes. Dans une chaîne de montage coréenne similaire, 95 pour cent des ouvriers souffrent de graves problèmes de la vue pendant la première année de leur emploi : 88 pour cent de conjonctivite chronique, 44 pour cent de myopie et 19 pour cent d'astigmatisme...

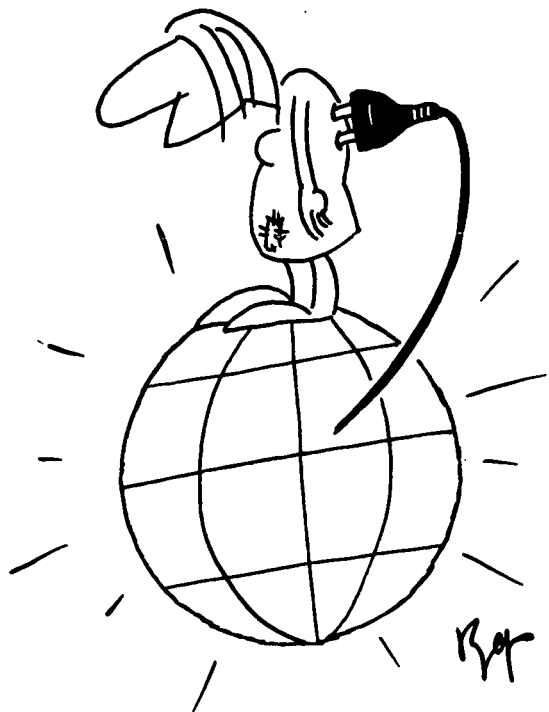
Des compagnies, comme Fairchild Instrument, se targuent d'automatiser leurs chaînes de montage d'ici dix ans.

Mais aussi longtemps que les salaires sont bas et les ouvrières disponibles et dociles, les chances d'être remplacées par des robots sont minimes. Comme disait Mae Fun, une ouvrière de Hong Kong : "Nous, les filles, coûtions moins cher que les machines."

"Ce n'est pas à la façon dont un homme me parle de Dieu que je vois si son âme a séjourné dans le feu de l'amour divin, mais c'est à la manière dont il me parle des choses terrestres." (Simone Weil)

La Suisse n'est pas la dernière à en profiter

Alors que nos importations de Corée du Sud ont passé de 1970 à 1979 de 13 à 86 millions de francs, les investissements suisses ont augmenté fortement, notamment depuis 1978. Quant à Hong Kong, à la fin de 1978, la Suisse était le cinquième pays pour ses investissements. En une année, ils ont augmenté de 60 pour cent; le secteur de l'électronique arrive en tête. De ces 3,6 millions de francs de machines à calculer importées de Hong Kong l'an passé, combien en ont été réalisées par ces femmes "moins chères que des machines" ?



■ **SALVADOR**
Aide militaire nord-américaine stoppée

Dans le dossier que nous avons fait à l'occasion de l'assassinat de Mgr Romero, nous avons cité un passage de la lettre qu'il avait écrite au gouvernement américain, lui demandant d'interrompre son aide militaire à la junte. Nous invitons nos lecteurs à envoyer une lettre dans le même sens. Ceux qui l'ont fait se réjouiront d'apprendre qu'aujourd'hui cette aide est stoppée.

Mais pour en arriver là, combien de démarches auront été nécessaires (nous pensons aux interpellations adressées par les Eglises catholique et protestantes des Etats-Unis au Sénat). Et surtout combien de vies sacrifiées. Les dernières en date, qui ont comme forcé la décision du gouvernement américain, sont celles de quatre Nord-Américaines, dont trois religieuses de l'ordre de Maryknoll dont les cadavres ont été retrouvés le 3 décembre.

Envoi d'une commission d'enquête et suspension de l'aide économique et militaire... En plus de la caution politique des Etats-Unis, c'est 25 millions de dollars que la junte salvadorienne risque de perdre. Mais pour trouver toute leur efficacité politique, ces mesures devront être reprises par d'autres gouvernements. Le seront-elles ?

Dans le cadre de l'Eglise, nous pensons que ce serait le moment pour les grands mouvements internationaux de multiplier leurs visites au Salvador, à la fois pour apporter appui à un peuple qui veut "vivre et travailler en paix, mais une paix qu'il veut construire sur des bases de justice appuyées sur la vérité", pour reprendre une phrase de Mgr Arturo Rivera y Damas.

Ces visites permettront aussi à ceux qui les entreprendront de se rendre mieux compte d'une situation qui dépasse l'entendement.

Nous croyons savoir, par exemple, que des parlementaires européens de la démocratie chrétienne — qui étaient prêts à faire une motion d'appui à la junte — ont totalement changé d'avis après une visite sur place. Ce qui est sûr, c'est que nous ne pouvons pas assister dans la passivité au massacre de tant de nos frères.

■ **EN NOIR ET BLANC**

"Enfants du Monde", l'action suisse fondée par l'ancien conseiller fédéral Paul Chaudet en 1968, a mis dans nos boîtes aux lettres un prospectus en quatre pages. Mis à part une recommandation du président de la Confédération accompagnée de sa photo, l'intérieur est composé d'une série de dessins en deux colonnes respectivement intitulées "ainsi vivent nos enfants, ainsi vit l'enfant du Tiers-Monde". Le premier rayonnant de santé, d'une propreté immaculée, comblé de jouets et d'équipements sportifs onéreux et accédant à une formation professionnelle et aux hautes études qui "mènent à une vie riche et prospère". Les seconds, tout sales, qui ne peuvent pas jouer, contraints à mendier, sans soins, sans qualifications professionnelles.

**Commission Tiers-Monde
de l'Eglise catholique
à Genève**

Case postale 99 · 1211 Genève 9
Secrétariat:
André Fol · 85, rue de Carouge
1205 Genève

Téléphone : 29 58 50
CCP 12 - 21 551

Changements d'adresse
case postale 99
1211 Genève 9

J. A. 1200 Genève 11



Dans le précédent numéro, nous avons vivement recommandé le livre "Chrétiens du bout du monde" de Michel Bavarel. Nos lecteurs seront contents d'apprendre qu'ils pourront rencontrer ce dernier le 29 janvier à 16 heures à la librairie Labor et Fides, où il signera son livre.



Il ne s'agit pas de porter le discrédit sur les promoteurs d'une telle action. Il ne s'agit pas non plus de minimiser la situation difficile de nombreux enfants du Tiers-Monde. Pourtant cette présentation si caricaturale n'accrédite-t-elle pas l'idée encore si fortement ancrée d'un monde séparé entre les développés et les sous-développés, les premiers étant invités à se pencher vers les seconds pour leur faire l'aumône ? Est-il sûr, par exemple, que le lieu de l'enfance triste soit le Tiers-Monde ?

.....

Pour corriger l'image laissée par ce prospectus, nous ne saurions trop vous inviter à voir, avec vos enfants, les expositions d'art africain que notre ville abrite actuellement.

**Ainsi
vivent nos
enfants**



Les jeux et les sports font partie de l'éducation de nos enfants.

**Ainsi
vit l'enfant
du tiers monde**



Dans la lutte pour la survie, on ne peut penser aux jeux et aux sports.